

REGARD

Magazine francophone de Roumanie

SOCIÉTÉ

La justice à bout

ÉCONOMIE

La Roumanie est-elle
sortie de la crise ?

CULTURE

Entretien avec le chef
d'orchestre Alain Pâris

Clics sur le
WEB
ROUMAIN

Regard 50 / 15 mai - 15 juillet 2011 / 5 lei



6 423556 000012



**Ou bien rendez-vous à
l'agence
Charles de Gaulle
pour la clientèle internationale**



Services pour expatriés

Toujours plus simple

Pour toutes transactions bancaires et services conçus pour une clientèle internationale, visitez l'agence BRD de Calea Dorobantilor 239. Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 17h. Tél.: +40(0) 21 318 26 97.

REGARD

Magazine francophone de Roumanie



ISSN 1843 - 7567

SOMMAIRE

Regard 50

15 mai - 15 juillet 2011

RENCONTRE

Iulian Fota, conseiller du président Traian Basescu pour la sécurité nationale	4
--	---

SOCIÉTÉ

La vie des vieux	8
La justice à bout	14
Dans le gouffre	20

A LA UNE

Clics sur le Web roumain	24
--------------------------	----

ÉCONOMIE

La Roumanie est-elle sortie de la crise ?	44
L'Etat, un bon client	50
Entretien avec Aureliu Leca, expert en énergie	52

CULTURE

Entretien avec le chef d'orchestre Alain Pâris	56
Entretien avec l'artiste Dan Perjovschi	59
Retour sur l'affaire Cioran	66

CHRONIQUES

Isabelle Wesselingh	23
Matei Martin	62
Luca Niculescu	70

L'ENTRETIEN

Il n'est jamais simple pour un journaliste d'obtenir un entretien avec un ministre, ou un haut fonctionnaire dont le bureau jouxte celui du chef de l'exécutif. Il faut passer par le service de presse qui ne prendra votre requête en considération que si vous venez d'un « grand » média. Et si l'agenda ou le contexte le permettent et s'y prêtent. Puis, en général, l'attaché de presse souhaitera jeter un œil sur les questions qui seront posées au cours de l'entretien. On fait savoir aussi au journaliste qu'il ne disposera que de 40 minutes (c'est 40 minutes, pas 30, ni 50). De toute façon, souvent l'entretien les dépasse largement. Arrive le jour tant attendu. Les portes du lieu magistral, empreint de solennité, s'ouvrent enfin. On suit les pas de l'attaché vers le grand bureau. L'homme ou la femme qui vous accueille alors laisse un travail en cours, comme s'il ou elle n'attendait personne. Les premiers échanges sont en général cordiaux, parfois un peu froids. Mais quand au début la personne est distante, ce n'est pas forcément mauvais signe. Il faudra la « travailler », la séduire. Comme toute rencontre, il est évidemment question de séduction, surtout si le média que le journaliste représente n'est pas si « grand » que ça. Vient la question du « on » et du « off », de ce qui peut être rendu public, et ce qui ne peut pas. L'interviewé, habitué des médias, sait qu'il est obligé de faire confiance, qu'un journaliste n'acceptera pas que « son » entretien soit relu, revu ou réécrit avant sa diffusion ou publication. C'est d'ailleurs un moment un peu délicat, quand on sort l'enregistreur. On sent un brin de malaise. Cela ira mieux par la suite. Et puis il n'y a pas que le journaliste qui prend note. Souvent les services de l'interviewé auront caché un autre enregistreur, très discret, sous la table du salon. Au cas où il faudrait prendre des mesures pour diffamation. Ou peut-être s'agit-il d'une simple procédure rassurante.

Dans ce nouveau numéro, nous avons précisé-ment pu rencontrer le conseiller du président Traian Basescu pour la sécurité nationale, Iulian Fota. Le rendez-vous fut pris en trois jours, en l'appelant directement sur son portable. Il m'a confié ensuite que le fait de lui promettre d'envoyer l'entretien avant publication l'avait convaincu. C'est ce que j'ai fait et il n'a pas touché une virgule au texte. Il faut parfois savoir déroger à la règle. Pendant notre conversation, il fut plutôt à l'aise, son enregistreur n'était pas caché sous la table, il était dessus, à côté du mien. Un entretien fluide, portant sur des sujets sensibles, bouclier antimissile américain, nucléaire, Schengen... A lire à la page suivante.

Laurent Couderc

Photo de couverture : Lucian Muntean



Ancien directeur du Collège national de la défense, Iulian Fota (45 ans) connaît bien les couloirs de Bruxelles, où il a été le chef de la mission défense pour la Roumanie auprès de l'Otan de 1998 à 2001. Formé en Roumanie et à l'étranger (Harvard, Georgetown), il a été l'un des interlocuteurs clés dans les négociations pour l'intégration de la Roumanie dans l'Otan en mars 2004.

Iulian Fota est depuis deux ans le conseiller pour la sécurité nationale du président Traian Basescu. Il a reçu *Regard* mi-avril au palais présidentiel de Cotroceni. Accueillant, il a répondu sans hésitation à notre proposition d'entretien, bien que son agenda se soit accéléré ces derniers temps. De l'intervention en Libye au bouclier anti-missile américain en passant par les « affaires courantes » (Transnistrie, Schengen...), les sujets touchant son domaine d'expertise ne manquent pas. Et c'est avec sincérité qu'il en a discuté.

« LA GLOBALISATION METTRA TOUJOURS PLUS DE PRESSION SUR LES ETATS »

Regard : L'entrée dans l'Otan en 2004 a été un événement particulièrement important pour la Roumanie, et qui a renforcé encore plus ses relations avec les Etats-Unis, désormais très étroites. Ressentez-vous parfois que certains pays de l'UE ne le comprennent pas assez ?

Iulian Fota : Pour la Roumanie, faire partie de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord, ndlr) et de l'Union européenne est également important. Ce sont deux choses qui se complètent. Selon moi, ce serait une erreur que de séparer ces deux organisations qui sont les deux piliers du « club » des pays démocratiques occidentaux. Pour la Roumanie, elles sont synonymes de sécurité, de développement et de modernisation. Si vous regardez l'histoire moderne de notre pays, disons depuis le début de sa formation en tant qu'Etat au milieu du 19^e siècle, le besoin de sécurité a toujours été crucial pour sa croissance, son développement. Nos relations particulièrement étroites avec notamment la France depuis plus d'un siècle sont basées sur cette double nécessité : la sécurité et la modernisation au sens large de notre pays.

Regard : Bucarest vient de confirmer son accord pour accueillir le bouclier anti-missile américain. Comment expliquez-vous cette stratégie ?

I. F. : Ce bouclier est important car il est clair que ces dernières années de plus en plus de pays ont entrepris un programme de fabrication de missiles balistiques, et certains d'entre eux ne cultivent pas de relations de coopération, d'amitié ou de respect réciproque avec les Etats-Unis ou l'Occident dans son ensemble. Quand on observe

« Moscou n'a plus de véritable motif de se plaindre du bouclier anti-missile »

ce qui se passe aujourd'hui en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, il est normal que les Etats-Unis mais aussi d'autres Etats de l'Otan développent un programme de bouclier anti-missile. Nous savons que depuis le dernier sommet de Lisbonne, ce sujet de

bouclier n'est pas traité de façon bilatérale entre deux Etats mais entre tous les pays de l'Alliance Nord atlantique et même en coopération avec la Russie.

Regard : Ce bouclier fut pourtant d'abord pensé par crainte de la puissance militaire russe...

I. F. : Si le premier emplacement de ce bouclier, depuis lors modifié, était peut-être exagéré, aujourd'hui son positionnement permet aussi de réduire les préoccupations en terme de sécurité territoriale de la Russie. Par ailleurs, les pays qui participent au bouclier le font en toute transparence et de façon très ouverte vis-à-vis de Moscou qui n'a plus de véritable motif pour s'en plaindre. D'autant que plusieurs pays, dont les intérêts ne sont pas très clairs vis-à-vis de l'Occident, développent des programmes militaires comprenant notamment, comme je vous le disais précédemment, la fabrication de missiles balistiques. Ce projet de bouclier ne va de toute façon pas se faire du jour au lendemain, il est prévu qu'il se termine autour de 2020. Et j'espère vraiment qu'il va se développer en intégrant davantage des

pays qui ne font pas partie de l'Alliance, tels que la Russie.

Regard : Une défense européenne est-elle envisageable à terme ?

I. F. : Elle est nécessaire. Je pense que la globalisation des problèmes mettra toujours plus de pression sur les Etats occidentaux, ils sont donc dans l'obligation d'unir leurs forces. Et l'Union européenne se doit d'arriver à mettre en application une politique de défense commune, ce qui s'est d'ailleurs passé en Bosnie ou au Kosovo. Dans ce dernier pays, il est à noter que la Roumanie, grâce à nos gendarmes et à nos policiers qui y sont déployés, est le deuxième pays contributeur au maintien de la paix. Ceci étant, je crois aussi que le développement d'une Europe de la défense doit aller de pair avec le renforcement de l'Otan. Encore une fois, ce sont deux choses complémentaires et non pas en opposition. L'Otan dispose de capacités militaires que l'Union européenne n'a pas et qui sont importantes pour les pays européens. Je ne me réfère pas seulement aux Etats-Unis mais aussi à d'autres grands pays comme la Turquie.

Regard : Parfois les intérêts de ces pays peuvent cependant diverger de façon très nette, comme ce fut le cas pendant la guerre en Irak...

I. F. : L'époque Bush fait partie du passé, et je pense que des leçons ont été tirées de son mandat. Et puis les pays européens peuvent avoir des intérêts propres, par exemple en Afrique ou au Moyen-Orient, qui ne sont pas nécessairement ceux des Etats-Unis. Quoi qu'il soit, il existe un intérêt commun de maintenir la paix et la stabilité dans le monde. Evidemment, il se peut que dans le futur nous ayons des divergences entre nous, comme dans toute relation d'amitié, de collaboration. Mais je pense que nos intérêts communs supérieurs prévaudront. La pression de la globalisation augmentera en intensité, elle nous obligera à toujours plus de coopération.

Regard : Récemment Bucarest a organisé un forum économique réunissant des pays du Golfe, au début même des récentes révolutions dans plusieurs pays arabes. Pourquoi avoir organisé un tel forum, qui était un peu hors sujet ?

I. F. : Ce fut une coïncidence très intéressante. Ce forum avait de toute façon été préparé bien à l'avance, depuis l'automne dernier. De façon plus générale, cet événement a surtout montré la volonté de la Roumanie

de développer ses relations avec le Moyen-Orient, qui ont été constantes. Et même si ces dernières années nous avons été très concentrés sur notre intégration dans l'Otan et l'UE, nous n'avons jamais oublié nos liens avec le Moyen-Orient ou les pays d'Afrique. J'ai eu l'année dernière une discussion excellente avec un haut fonctionnaire du gouvernement d'un pays du sud de l'Afrique, qui me disait qu'il voyait la Roumanie comme une sorte d'ambassadeur pour des pays qui, comme nous, souhaitent se développer. Notre position dans l'Otan et l'UE, et en tant que pays toujours en plein processus de modernisation, peut effectivement être enrichissante pour d'autres.

Regard : Petite parenthèse, que se passe-t-il en Transnistrie *, comment se fait-il que l'Otan n'arrive pas à y déloger l'armée russe si les relations avec Moscou sont plutôt bonnes ?

I. F. : La Transnistrie est en premier lieu un problème européen, qui implique le principe du respect de l'intégrité territoriale, un principe important pour n'importe quel pays, et pour la république de Moldavie pareillement. La Transnistrie est actuellement dans un processus de négociations bloqué. De toute façon, le plus important est aujourd'hui d'y assurer un niveau de vie décent pour sa population, ce qui est loin d'être le cas pour l'instant. Car ce type de conflit gelé ne permet pas de développement économique.

Regard : Vous dites que c'est un problème européen mais c'est la Roumanie et la République de Moldavie, très proches de cette région géographiquement, qui sont d'abord concernées...

I. F. : Je dirais plutôt que c'est surtout en tant que membre de l'Otan et de l'UE que la Roumanie a intérêt à ce que ce problème se résolve. Et ce n'est qu'à travers un effort commun de l'UE, de l'Otan, mais aussi de la Russie et de la République de Moldavie que nous y arriverons.

Regard : Comment définiriez-vous les relations entre Bucarest et Moscou en ce moment ?

I. F. : Elles sont bonnes, mais elles peuvent se développer davantage. Evidemment, il reste certains sujets sur lesquels nous devons encore trouver un accord, il y a eu ces dernières années des divergences. Mais au-delà de ces points de vue différents sur certaines questions, nos relations avec la Russie vont dans le bon sens. Et nous avons

aussi des intérêts en commun.

Regard : La Roumanie dispose actuellement de deux réacteurs nucléaires en activité à la centrale de Cernavoda. Après ce qu'il s'est passé au Japon, et vu que la Roumanie est également une zone sismique, comment se fait-il qu'il n'y ait pratiquement pas de débat ici sur les dangers du nucléaire ?

I. F. : Je comprends l'intensité des débats publics et l'émotion qui ont suivi la catastrophe au Japon. C'est un grand drame, et nous devons d'abord faire tout ce que nous pouvons pour les aider. Concernant notre centrale de Cernavoda, on m'a déjà posé votre question, sur le manque de débat. En premier lieu, je tiens à préciser que contrairement aux autres pays de l'Est, notre centrale est de construction occidentale, canadienne, et non pas soviétique. Depuis le début, c'est-à-dire au début des années 1990, nous savions que notre centrale allait être beaucoup plus sûre que les autres centrales de l'ancien espace soviétique. Par ailleurs, la situation de notre pays, en terme géologique, est très différente de celle du Japon. Si nous sommes sur une zone sismique, la région de Dobrogea où se trouve la centrale ne peut subir les conséquences d'un tremblement de terre de forte intensité, l'une des raisons

« Notre entrée dans Schengen a été politisée, et pas seulement de notre côté, alors qu'il s'agit surtout d'une question technique »

est que le Danube agit comme un amortisseur. Je pense que la situation au Japon est incomparable, et que l'émotion générée par ce terrible drame a fait que les risques ailleurs ont été exagérés et irréalistes, en tout cas concernant la Roumanie.

Regard : Mais la centrale de Fukushima est aussi de construction occidentale, américaine, et cela n'a pas empêché la catastrophe...

I. F. : Encore une fois, n'allons pas trop vite en comparaison, un cumul de facteurs a provoqué le drame japonais, la centrale de Fukushima est vieille d'environ 40 ans, et a été affectée simultanément par le tremblement de terre et le tsunami. Evidemment, ce qui vient de se passer au Japon nous fera redoubler de précautions vis-à-vis de notre



propre centrale. A noter que nous sommes très bien préparés en cas de désastre sismique, régulièrement nous faisons des exercices d'intervention. Et l'Union européenne dans son ensemble est plus consciente que jamais qu'il faut limiter au maximum le risque nucléaire.

Regard : Dans l'absolu, êtes-vous en faveur de la prédominance de l'énergie nucléaire dans le futur ?

I. F. : Je crois qu'il faut mettre toutes les options sur la table et les examiner de façon très lucide. A noter que la Roumanie est en train de devenir un pays leader en énergie éolienne, par exemple. Il ne faut rien écarter, mais étudier avec précision et en profondeur toutes les variantes que la technologie moderne apporte aujourd'hui. C'est, je pense, la position de la plupart des pays européens.

Regard : Comment avez-vous vécu l'épisode plutôt tendu entre la France et la Roumanie concernant l'entrée dans l'espace Schengen ?

I. F. : Mon impression est que ce sujet a été politisé, et pas seulement en ce qui concerne notre pays, alors qu'il s'agit surtout d'une question technique. Nous avons

beaucoup travaillé, de façon rigoureuse, pour être prêts à entrer dans l'espace Schengen suivant les termes de l'Union européenne. Nous avons respecté les étapes de cette intégration afin que tout soit parfait. Mais quand, à un moment, on voit que les choses ne sont plus très claires, que les règles changent, que les objectifs accomplis sont remis en question, nous essayons de comprendre. S'agit-il de problèmes techniques ou le sujet est-il en train d'être politisé ? Naturellement Schengen est un thème sensible pour l'Union européenne, d'autant plus aujourd'hui quand on observe les vagues d'immigration vers l'Union européenne. Mais une fois de plus, je voudrais insister sur le fonctionnement excellent, par exemple, de notre système de vigilance maritime, l'un des plus sophistiqués selon plusieurs experts européens. Alors vous pouvez comprendre que nous nous posions des questions quand on nous dit que techniquement tout est « ok » mais qu'il faudra attendre. Quoi qu'il en soit, cet épisode ne remet nullement en question nos relations avec la France, historiques, variées et très solides. Il est normal que parfois, sur certains points, deux pays amis aient des différends.

Regard : Après quelques petites frictions, les présidents Traian Basescu et Nicolas

Sarkozy se parlent-ils aujourd'hui ?

I. F. : C'est à eux qu'il faut poser la question. Tout ce que je peux vous dire, c'est que ce sont deux présidents avec une personnalité forte, certes, mais qui pensent d'abord au bien commun et qui savent que seule la coopération pourra nous permettre de faire face aux défis de demain.

Regard : Les débats sur l'ingérence en Libye sont nombreux en Europe de l'Ouest. La Roumanie, en tant que membre de l'Otan y a envoyé une frégate avec plus de 200 militaires. Vous êtes un fervent défenseur du droit d'ingérence ?

I. F. : Notre politique sur ce sujet est très claire : tout peuple a droit à la démocratie et au développement économique, aucun dictateur ne peut le priver de ce droit-là. La Roumanie est bien placée pour le savoir.

Propos recueillis par Laurent Couderc
Photos : D. R.

* République autoproclamée, de facto indépendante, située au sud de l'Ukraine, non reconnue par la communauté internationale, et créée suite à l'indépendance de la république de Moldavie de l'URSS au début des années 1990. Depuis, la 14e armée russe dit y assurer la sécurité. Mais c'est surtout une zone connue pour les trafics en tout genre.

A la sortie d'un hiver long et enneigé, gros plan sur la population la plus précarisée du pays : les retraités. Rencontres au parc Cismigiu de Bucarest, entre vie sacrifiée et franche rigolade.

LA VIE DES VIEUX

C'EST UN JOUR A PRENDRE LE SOLEIL

dans la capitale, d'ailleurs il se dégage dans l'air une odeur de barbe à papa, de pomme d'amour. Les cris des enfants croisent les marcheurs endimanchés. L'hiver est déjà loin et chacun retrouve la quiétude des beaux jours. Le parc de Cismigiu, au cœur de Bucarest, est un de ces endroits vite habités par une ambiance printanière et sur les bancs qui longent les pelouses, par petits groupes, on bavarde. Les retraités de la ville sont de sortie. D'abord, quelques chiffres sur ces seniors : les plus de 65 ans représentent 15 % de la population du pays, et il y a un retraité pour 0,8 actif. Ce qui a conforté le gouvernement d'Emil Boc à plafonner et retarder l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Autres chiffres : 85% des retraités d'aujourd'hui sont des anciens fonctionnaires avec, pour la plupart, des retraites qui s'échelonnent entre 175 et 500 euros par mois. La Roumanie est aussi le pays où l'espérance de vie est de 10 ans moins longue que dans le reste de l'Union européenne. Ces petits vieux, cette « masse silencieuse » a indiscutablement pris de plein fouet les changements des vingt dernières années.

RIRE ET PLEURER

Autour de Mircea Marinescu, c'est « l'équipe du parc ». Ils se retrouvent toujours au même endroit devant les colonnades à l'entrée nord de Cismigiu. A la question, « comment profitez-vous de votre retraite? », le groupe, d'un seul homme, se met à pouffer

de rire. La question est incongrue. Mircea ose quand même confesser son quotidien avec malice, et sans manquer de faire rire ses congénères : « Je suis retraité depuis 23 ans, et ma retraite est de 1000 lei (environ 240 euros), une bagatelle (rire), j'ai travaillé dans l'industrie 42 ans et je suis parti en retraite



anticipée, quand j'ai pu me sauver de l'usine. »

Rire malgré tout et conspuer le gouvernement sont les deux marottes de Mircea, qui se décrit comme un homme modeste. Cet hiver les factures ont été payées par son fils qui l'aide discrètement.

Près du lac, au beau milieu d'une enfilade de chaises au soleil, Alexandra Carabella est assise avec son ancienne chef de service. Toutes les deux sont à la retraite mais « pas au même taux » raconte hilare Alexandra. Mais les inégalités et la baisse des pensions sont au cœur de leurs conversations. Aujourd'hui âgée de 67 ans, Alexandra est partie à la retraite il y a déjà sept ans. Elle se voyait mal continuer jusqu'à 65 ans. Pour

justifier sa réforme, le Premier ministre Emil Boc a rappelé que « dans la pratique, l'âge de départ à la retraite est actuellement de 56 ans et six mois pour les hommes, alors qu'il devrait être de 63 ans, et de 55 ans et sept mois pour les femmes, contre 59 ans, selon la loi ». Et c'est effectivement bien là le

problème. La Roumanie des « fonctionnaires à la retraite » a hérité d'un système où les cotisations ont été pendant des décennies insuffisantes, et où les salariés partaient en retraite anticipée. La démographie n'aidant pas, avec un des taux de natalité les plus bas d'Europe depuis 1992, le résultat est purement mathématique, il y a plus de retraités que d'actifs dans le pays.

Pour Alexandra Carabella, difficile après une vie à travailler d'assumer qu'elle ne peut pas s'en sortir avec sa maigre retraite, ce qui l'a

Les plus de 65 ans représentent 15 % de la population, et il y a un retraité pour 0,8 actif

poussée cet hiver, avec l'augmentation des factures de gaz et d'électricité, à prendre un petit boulot de garde d'enfant. Philosophe elle se dit qu'elle a de la chance d'avoir encore un peu d'énergie.

SYSTEME D

C'est l'un des endroits les plus typiques du parc Cismigiu, la placette des jeux d'échecs.

« Ce sont mes enfants qui paient mes factures, je ne peux tout simplement pas »

Vasile George, en fin stratège, vient de gagner sa partie contre l'un de ses collègues du quartier Militari. C'est la pause, et à la place des pions, les joueurs sortent le casse-croûte.

prohibitifs, les fruits ne font plus partie de son alimentation depuis longtemps.

Un peu plus loin accoudé sur une table de jeu, Marian Dan attend le joueur. A 63 ans, il n'a pas encore droit à sa retraite en raison d'un manque de trimestres. Pour lui, la situation est particulièrement délicate car sans revenu et à un âge où il est très difficile d'être embauché, il doit attendre encore deux ans pour toucher sa pension. « J'ai demandé l'aide sociale l'année dernière et ils m'ont proposé 250 lei (environ 60 euros), j'ai eu honte, je ne les ai même pas pris, aujourd'hui c'est mon frère qui m'aide et m'entretient. Heureusement j'ai mes amis du parc où je viens tous les jours. »

Bucarest. Son trésor : sa bibliothèque de milliers d'ouvrages et les piles de cahiers griffonnés d'une vie passée à servir la langue de Molière. Titulaire d'une chaire de français, son mari académicien, le couple n'a jamais manqué de rien. Mais à la mort de son époux il y a treize ans, Julia a perdu plus de la moitié de ses revenus et devait finir seule de payer les crédits. Sans gêne elle sort volontiers le cahier des comptes. « Ma retraite est de 2000 lei (environ 480 euros), les factures et l'entretien de mon appartement me coûtent plus de la moitié de ma pension, avec le reste c'est la vie courante et les livres. Je ne suis pas à plaindre, mais je ne peux rien mettre de côté. Et viendra le jour où j'aurai besoin d'une aide à la maison... »



Vasile, à la carrure solide, a travaillé toute sa vie sur les chantiers, et quand il a pris sa retraite à 65 ans, en 2000, il s'est demandé à quoi avaient servi toutes ses années de cotisations. « Ma retraite ne dépasse pas 200 euros et je suis cassé en deux. Heureusement que je suis propriétaire et que je ne paie que les charges de l'immeuble, de toute façon ce sont mes enfants qui paient mes factures, je ne peux tout simplement pas. » L'été Vasile travaille dans son jardin et le fruit de sa récolte le nourrit toute l'année, une chance car cet hiver le prix du kilo de pommes de terre a frôlé l'euro. D'ailleurs, avec ces prix

JULIA ET SES LIVRES

Julia Hasdeu est quant à elle une jeunesse de soixante-dix printemps, comme elle aime le dire, en plaisantant avec le gardien de son immeuble, « un autre retraité ». Professeur de français à l'université de Bucarest, Julia a continué à donner des cours jusqu'au dernier semestre de cette année... « Vous m'imaginez devant une centaine d'étudiants, à mon âge, leur expliquer la linguistique et la finesse de la langue, c'était triste, heureusement ils m'ont laissé partir. » Julia vit dans un appartement cossu du centre ville de

Les amis de Julia ont pour la plupart déserté la ville et préfèrent vivre dans une petite maison des alentours de Bucarest. « Ils peuvent cultiver leur jardin et éviter les tentations de la ville ; moi je ne peux pas me séparer de ces murs couverts de livres. » Beaucoup de retraités sont aussi partis jouer les baby-sitters à temps plein chez leurs enfants vivant à l'étranger. Une situation acceptable pour Julia le cas échéant. Elle partira en France retrouver sa famille.

Julien Trambouze
Photos : Mihai Barbu

UNIS PAR L'AMOUR DU FER

Depuis trois ans, les Moldaves de Tibanesti (département de Iasi) entendent résonner les coups de marteau sur l'enclume de la forge du village. Chaque année, grâce à l'architecte Serban Sturdza et à l'association Pro Patrimonio, cette forge accueille un Compagnon français* pour le plus grand plaisir des élèves du village qui apprennent le métier.



Fabien Monestier, 26 ans, aspirant Compagnon serrurier depuis trois ans, devant la forge de Tibanesti. Malgré ce terme qui peut prêter à confusion, Fabien ne forge pas des serrures mais du fer pour en faire des portails, des barrières, des lampes, des rampes. C'est un véritable travail d'artisan – totalement différent des pièces créées industriellement par le métallier – qui lui est commandé par l'architecte Serban Sturdza. Grâce au soutien de l'association Pro Patrimonio, les Compagnons du Devoir serrurier s'associent avec cet architecte roumain pour la troisième année consécutive.

Détail d'un ornement de portail que Fabien restaure en ce moment. Il avoue honnêtement que la restauration n'est pas ce qu'il préfère : « C'est la création que j'aime le plus car la matière vit et on peut laisser une empreinte de soi-même. » En plus de son travail de commande, ce ferronnier est un serrurier d'art : sculpture, objet décoratif, la moindre parcelle de fer qu'il peut étirer, torsader, ressort de ses mains plus esthétique que jamais.

* Les Compagnons du Devoir suivent une formation poussée à des métiers traditionnels, basée sur la vie en communauté et le voyage, notamment le tour de la France.



Bogdan, jeune homme de 18 ans, ici avec Fabien, est un habitué de la forge. Il y vient deux à trois fois par semaine depuis trois ans. Il a reçu ses premiers enseignements de ferronnerie avec les prédécesseurs de Fabien : Clément et Sylvain. L'année prochaine, Bogdan entrera dans sa dernière année de lycée. Puis il lui faudra faire un choix. Un choix de travail et d'avenir. Il espère continuer ce métier, mais les places sont rares. En effet, la forge de Tibanesti est la seule de ce genre en Roumanie, les autres sont industrialisées et créent des pièces à la chaîne où le travail manuel a peu d'importance, à l'inverse de ce que Bogdan apprend ici.



Petite pause entre deux coups de marteau pour Vasile, Bogdan et Ionut. Ce sont trois des quatre élèves du Lycée de Tibanesti, partis en France une semaine en avril 2010, afin de visiter l'Ecole internationale de ferronnerie à Muizon (Marne) et diverses entreprises du secteur du fer forgé. Ces jeunes espèrent beaucoup de cet apprentissage, mais pour le forgeron, « ils ont encore beaucoup de travail car c'est un métier long à apprendre. Même moi, c'est la première fois que je travaille dans ma propre forge et de cette manière-là : avec un architecte et des élèves. Je suis encore novice, mais cette expérience m'aura énormément apporté ».



Texte et photos :
Julia Beurq

« LE CERCLE DE FERRONNERIE » DU GROUPE SCOLAIRE PETRE P. CARP

C'est la troisième année que le lycée propose un cours extra scolaire de ferronnerie le samedi après-midi à la forge de Tibanesti. Une vingtaine d'élèves des classes 9 à 11 y sont assidus. Au programme, cours théorique mais aussi création : les élèves ont cinq heures pour créer un tisonnier. Et bien d'autres outils, qui, selon la directrice du groupe scolaire, Marinela Racu, « leur serviront quand certains d'entre eux ouvriront leur propre forge ». Mais, toujours selon la directrice, « il existe un vide juridique concernant le métier de ferronnier dans le code du travail. Dans ces conditions, il est difficile de promouvoir auprès des jeunes un métier qui tend à disparaître et qui n'est même pas reconnu comme tel dans le code du travail ».

Deux questions à Serban Sturdza, architecte

Regard : Comment a germé en vous l'idée d'installer une forge artisanale à Tibanesti ?

Serban Sturdza : Il y a vingt ans, j'ai acheté une forge à Timisoara et je l'ai offerte à un ami ferronnier. Mais j'ai dû partir de cette ville et sans mes commandes d'architecte, la forge s'est arrêtée. Néanmoins, cette matière m'a toujours intéressé et dès que j'ai pu, je l'ai introduite dans mes projets. Mais il est difficile de trouver un bon travailleur du fer car cela nécessite de la précision dans les détails. C'est pourquoi j'ai mis en place des ateliers – de fer, de bois et de pierre – dans les propriétés de mes amis à condition que ces dernières soient reconnues comme historiques. Ma volonté était d'avoir des ateliers directement sur les chantiers de rénovation de monument historique. En pensant au manoir en rénovation que je possède à Tibanesti, l'idée d'un partenariat entre école, mairie et monument historique s'est naturellement imposée. J'ai donc contacté l'association Pro Patrimonio qui a organisé une alliance avec Les compagnons du Devoir dont le premier est arrivé en 2008.

Regard : Comment envisagez-vous de développer ce projet ?

Serban Sturdza : J'aimerais, dans quelques années, envoyer un jeune Roumain motivé étudier deux ans chez les Compagnons du Devoir afin qu'il enseigne à Tibanesti. Le but serait d'apporter le système de compagnonnage en Roumanie car cela me semble nécessaire d'avoir des travailleurs qualifiés dans ce domaine. De plus, l'état d'esprit de ce système et les règles qu'il promeut mettent le travail au centre des préoccupations : Que signifie le travail bien fait ? Comment le transmet-on ? L'idéal serait de créer un partenariat avec des entreprises roumaines sur le long terme, comme le fait le compagnonnage français.

VOL D'ENFANCE

Le 12 juin célèbre la Journée mondiale contre le travail des enfants. Un événement qui ne laisse pas indifférent plusieurs institutions et organisations en Roumanie qui, encore aujourd'hui, doivent faire face à ce fléau. Qu'ils mendent, travaillent dans l'agriculture ou la construction, au quotidien ces enfants doivent déjà lutter pour survivre.

« J'AI DU TRAVAILLER DUR POUR

ramener de la nourriture à la maison. Faire les vendanges, la cueillette des pommes, j'ai tout fait... », raconte Florin. Contrairement à ce qu'on pourrait croire en l'écoutant, Florin n'est pas un père de famille inquiet. Il n'est même pas adulte. Il a 13 ans et le travail dont il parle, sa petite sœur Elena, 11 ans, et lui l'ont fait pendant des années. Florin et Elena sont nés dans un village autour de Bacau (est du pays). Leurs parents sont séparés et pendant longtemps ils ont habité avec leur père et leurs sept frères et sœurs.

Mais le travail et l'école primaire ne sont pas compatibles. Absences, fatigue... Les deux enfants ont dû abandonner l'école. Récemment, leur vie a cependant changé. Ils ont arrêté de travailler, déménagé et habitent désormais avec leur mère à Bucarest. Florin et Elena suivent des cours dans une école pour les enfants dans leur cas, dans le quartier Damaroia. Pour s'en sortir, leur mère est femme de ménage. Et à l'âge où d'autres commencent à préparer l'admission au lycée, Florin termine à peine son cursus primaire. Tout comme sa sœur.

UNE DEUXIÈME CHANCE

« Nous nous réveillons parfois à 5h30 du matin pour être à l'école. Nous nous sommes habitués au métro, au début, c'était un peu difficile », explique Elena, qui, malgré tout,

a su garder un joli sourire. « Et nous n'avons jamais raté un cours. Sans études on ne peut pas s'en sortir, on ne peut pas avoir un bon travail », répond Florin enthousiaste, d'un seul souffle. Il rêve de devenir présentateur de télévision. Vingt-cinq autres élèves âgés



de 7 à 15 ans suivent dans cet établissement de Damaroia les cours du programme « A doua sansa » (la deuxième chance), une initiative gouvernementale mise en place avec l'organisation Save the children (Salvati Copiii). « Leurs parents sont très pauvres, ils n'ont pas d'argent pour les envoyer à l'école. Les plus petits vont ramasser des emballages ou ils mendent », explique Mirela Bulai, éducatrice à l'école de Damaroia. « Notre école les fait sortir de cet environnement », poursuit-elle, évoquant, outre les cours réguliers, les excursions « pour qu'ils prennent contact avec un autre monde ».

Aujourd'hui encore, environ un millier d'enfants est victime de l'exploitation par le travail en Roumanie et près des trois

quarts sont âgés de moins de 14 ans, selon l'Autorité pour la protection de l'enfant. En 2010, l'organisation Salvati Copiii Romania, grâce à un cofinancement du Fonds social européen et en partenariat avec les ministères de l'Éducation et du Travail, a mis

en place 32 centres spécialisés en Roumanie afin de prévenir et combattre l'abandon scolaire. « Une conséquence dramatique de l'exploitation des enfants par le travail est l'abandon scolaire, ce qui fait qu'ils n'ont plus aucune chance d'intégration. Ils feront toute leur vie des travaux non qualifiés, aux rémunérations modiques. Ce qui dans un premier temps est perçu comme un apport pour le foyer familial se transforme en obstacle pour le développement de l'enfant et de la famille dans son ensemble »,

explique Liliana Bibac, coordinatrice de programmes à Salvati Copiii.

Anca Teodorescu
Photo : Mediafax

UN FLEAU QUI PERDURE

Des centaines de millions d'enfants sont forcés à travailler de par le monde, ce qui viole leurs droits à l'éducation, à la santé et aux loisirs, rapporte l'Organisation internationale du Travail. Le 12 juin 2002, cet organisme a lancé la première Journée mondiale contre le travail des enfants afin d'attirer l'attention sur ce fléau.



MICHELIN,
des performances qui durent du
premier au dernier kilomètre.

www.michelin.com



« Corrompue », « lente », « sous influence ». Des experts à l'opinion publique, personne n'est tendre envers la justice roumaine. Et malgré les réformes annoncées et les relatifs progrès enregistrés, les rapports successifs de la Commission européenne continuent d'épingler les insuffisances du système judiciaire. Mais au-delà des clichés et des évaluations officielles, à quoi ressemble véritablement la justice roumaine aujourd'hui ? Pour le savoir, *Regard* a poussé la porte du Tribunal de Bucarest. Reportage.

LA JUSTICE À BOUT



8H30, UN MATIN D'AVRIL.

Au deuxième étage du tribunal flambant neuf de Bucarest, la petite salle de la IIIe chambre civile bruisse déjà de mille chuchotements. Une poignée d'avocats en robe, entre, suivis de leurs clients, et vient s'entasser dans le fond de la pièce. Les minutes passent; pour tromper l'attente, certains papotent, d'autres feuilletent une nouvelle fois les épais dossiers qui les accompagnent. Une

porte s'ouvre soudain à l'arrière de la salle et madame la juge Sorina Ciobotaru fait son entrée, suivie de sa greffière. Un bref salut plus tard, la jeune femme aux cheveux bruns, l'air grave, s'assoit face à une gigantesque pile de dossiers. 82 pour être précis, le nombre d'affaires qu'elle va devoir traiter aujourd'hui. Au menu du jour : annulation de contrats de vente, affaires de succession, partage de biens et surtout une longue, très longue liste de procès de revendications de biens immobiliers nationalisés sous le communisme. C'est le cas de Gene-Greb Bejan, dossiers numéro 37 et 58. La quarantaine sportive, ce monsieur aux cheveux grisonnants tente de récupérer un terrain et une cave qui appartenaient à ses grands-parents. Avec plus de 44 dossiers en instance depuis dix ans, il est un habitué des audiences. « Les procès s'éternisent. Les juges refusent de juger, ils passent leur temps à reporter, à fixer une nouvelle audience... », soupire-t-il. Comme lui, ils sont des centaines, des milliers à se heurter à la lenteur du système judiciaire roumain, dont les insuffisances sont régulièrement montrées du doigt par les experts européens.

Assise dans son bureau, Laura Andrei, juge et vice-présidente du tribunal de grande instance de Bucarest, reconnaît que le Tribunal de Bucarest, le plus important de Roumanie avec 9 sections (2 pénales, 3 civiles, 2 commerciales, 1 sur les litiges du droit du travail, 1 sur le contentieux administratif et fiscal, ainsi que 2 tribunaux d'instance), est surchargé. « Depuis 2005, l'activité ne cesse d'augmenter, l'an dernier nous avons ainsi traité 186 000 dossiers. Bucarest étant la capitale, c'est nous qui traitons les dossiers les plus complexes, les gros dossiers économiques, les affaires de corruption, de trafic de personnes... Et pour tout cela, il n'y a que 150 juges et environ 200 greffiers », détaille Laura Andrei. « Le ministère n'a pas les moyens de payer du personnel supplémentaire, notre budget baisse... Nous en sommes arrivés au point où, pour un dossier enregistré aujourd'hui, en avril, la première audience est fixée à 2012 ! »

UN MANQUE CRUEL DE MOYENS ET DE PERSONNEL

Une visite rapide des lieux suffit à se rendre compte du problème : partout, des files d'attente, des salles d'audience encombrées, des juges qui doivent gérer 50, 70 parfois 100 dossiers chaque jour; des procès qui durent deux à trois ans contre un an auparavant. Le tribunal suffoque. Et des juges aux citoyens, des avocats aux greffiers, tout le

monde paie au prix fort cet engorgement du système judiciaire. Jeune blonde tirée à quatre épingles, Luminita Bacaila est avocate depuis sept ans. « C'est plus dur qu'avant », avoue cette spécialiste du pénal, « les procédures traînent, faute de moyens, il n'y a pas assez de juges, pas assez d'argent, même pour les photocopies. Les avocats commis d'office par exemple, sont payés en retard, systématiquement. » « C'est un vrai sacerdoce », confesse Laura Andrei. « Pour réussir à traiter tous les dossiers, les juges font des journées à rallonge, travaillent le week-end, pour un salaire loin d'être mirobolant. Résultat, les magistrats sont épuisés, malades, n'ont pas le temps de se tenir au courant des évolutions législatives ou des décisions des instances européennes. Tout cela a un impact sur la qualité de la justice rendue. »

Ces difficultés, Maria ne veut pas en entendre parler. Elle sait seulement que la justice tarde et tarde encore à être rendue. Une nouvelle fois, l'examen du fond de son dossier a été repoussé. « Une histoire de procédure pour ne pas changer », fulmine

« L'an dernier nous avons traité 186 000 dossiers (...) Et pour tout cela, il n'y a que 150 juges et environ 200 greffiers »

cette quadragénaire. Depuis bientôt trois ans, elle et ses frères sont en procès contre une famille qui, selon Maria, « s'est appropriée illégalement un terrain de mon père, situé à Popești-Leordeni, en produisant un faux acte de donation ». D'audience en audience, Maria réclame l'annulation du fameux document prétendument falsifié. Elle a déjà usé quatre avocats, « dépensé une vraie fortune » et risque de devoir s'armer encore d'une sacrée dose de patience, avant d'obtenir une décision de justice définitive. « Moi je veux récupérer ce qui m'appartient, c'est tout ! »

« C'EST LA LOTERIE »

A quelques mètres de là, une jeune avocate aux cheveux frisés, Florina Balint, s'apprête à aller plaider un dossier « compliqué ». Ces coups de colère des justiciables, elle y est habituée. « C'est vrai que les procédures durent de plus en plus longtemps. Mais ce n'est pas le seul problème », avoue la jeune femme. « Le véritable point noir réside dans la pratique juridique non unitaire. » Traduction, dans les faits qu'il n'existe pas véritablement



de jurisprudence normative. « Dans deux cas similaires, on peut obtenir deux décisions complètement différentes. Certes, la loi est susceptible d'interprétations, mais chez nous, c'est carrément la loterie », soupire Florina. En bonne avocate, la voilà qui développe son argumentation contre les dérives du système. « C'est pire en province, j'ai un dossier en cours à Ramnicu Valcea depuis trois ans, un litige sur la propriété d'un terrain, je sais que nous allons perdre, alors que nous ne devrions pas. Et dans cette affaire, je sais que le juge a dû être « influencé ». » Gangrène réelle ou fantasmée, la spaga (pot-de-vin) et les relations qui influenceraient les juges planent, tel un soupçon permanent, sur l'ensemble des décisions. Maria, la quadragénaire en colère croisée plus tôt, est ainsi convaincue que de nombreux maillons de la chaîne juridico-policière « sont de mèche avec (son) adversaire ».

Tout en reconnaissant l'existence de cas de corruption dans la justice, notamment en raison des faibles salaires, la porte-parole du tribunal tient à nuancer. « Seuls deux juges ont été condamnés pour corruption l'an dernier et le Conseil supérieur de la magistrature surveille les magistrats. Ce n'est pas un phénomène endémique, il y a une tendance à exagérer les cas médiatisés », explique Laura Andrei. « Idem pour l'indépendance des juges, elle est réelle et garantie par le Conseil supérieur de la magistrature. La preuve, selon moi, c'est que des professeurs attaquant l'Etat pour obtenir leurs salaires ont gagné ! » Vasile Arhive, avocat, pense tout le contraire. Fraîchement sorti de l'audience devant la IIIe chambre, il fait un rapide débriefing avec son client, un ancien détenu politique qui réclame des dommages et intérêts à l'Etat. Un cas emblématique, selon lui, des permanentes tergiversations et collusions du système judiciaire. « Les juges ont commencé à donner raison aux détenus politiques puis la Cour constitutionnelle a décidé que l'article 5 de la loi en question n'était pas constitutionnel, sur pression du président Traian Basescu selon moi. Cette situation est contraire à la Convention européenne des droits de l'homme. Aujourd'hui, on se retrouve dans une situation où certains juges, indépendants, donnent malgré tout raison aux anciens détenus, et d'autres, moins indépendants, non... »

Au milieu de l'incessant va-et-vient, un de ses confrères, qui préfère rester anonyme, dresse le même constat. « Certes, la situation s'améliore mais les abus et les dérives demeurent, et les lois successives, qui se contredisent les unes les autres ne risquent pas d'arranger la situation. » Lui s'apprête à

plaider dans une affaire de litige autour d'un immeuble nationalisé en 1950, puis racheté via la loi 112 en 1996 par plusieurs propriétaires, et revendiqué par les propriétaires d'origine. Un parfait exemple d'imbroglio juridique sur fond d'intérêts économique-politiques. D'ailleurs, ces affaires de nationalisation sont une épine dans le pied de la justice roumaine : elles encombrant les tribunaux et la Cour européenne des droits de l'homme ne cesse de condamner la Roumanie pour sa pratique non unitaire en la matière. « Il y a des milliers de dossiers comme celui-ci et il va falloir encore 10 ou 15 ans pour régler tous ces litiges », soutient Vasile.

PROBLEMES DE PROCEDURE ET REPORTS D'AUDIENCES

A l'autre bout du couloir blanc, la seconde chambre pénale est loin de l'atmosphère survoltée des audiences civiles. Deux ou trois avocats, une grappe de jeunes gens venus soutenir l'un de leurs amis qui comparait aujourd'hui et quelques témoins au regard inquiet accueillent le président de la séance, Florin Purigiu, avec une gravité solennelle. Le magistrat n'a « que » douze affaires à examiner : Trafic de personnes, corruption, trafic de drogues, escroquerie informatique, vols organisés... Ici aussi l'audience révèle, tel un miroir, les problèmes qui traversent la société roumaine. Le rituel se met en marche, d'abord les nombreuses demandes de report d'audience, pour des problèmes de procédure, d'avocats commis d'office qui viennent tout juste d'être saisis. Nouveau délai : dans un mois. Le temps de la justice s'étire, encore une fois. Six épais classeurs passent dans la pile des affaires – temporairement – traitées.

Après une brève suspension de séance, les policiers de permanence font entrer une petite dizaine de détenus menottés, venus demander leur libération sous contrôle judiciaire. Ils en profitent pour se retourner vers leurs familles, donner de rapides nouvelles, voler un sourire. A la barre, leurs avocats défilent, critiquant tous « la détention préventive qui s'éternise sans raison, au-delà de tout délai raisonnable ». « Mon client n'a même pas causé de véritable préjudice puisqu'il est ici question de tentative de fraude informatique et non de fraude », lance un avocat. Le procureur se dresse, demande le rejet de la requête, réfutant une par une les thèses de la défense. Requête rejetée. Seul un des détenus verra sa demande approuvée. Tous se lèvent et sortent par une porte dérobée, après un dernier regard à la salle.

Nouvelle suspension de séance, avant l'audition des témoins. C'est une vieille femme, un foulard sur la tête, qui est appelée la première à la barre. Témoin principal dans une affaire de pots-de-vin, elle doit prêter serment devant Dieu. Un « toute la vérité, rien que la vérité » plus tard, la vieille femme entame son récit, au rythme des questions du président. Oui, le contrôleur venu inspecter l'un des stands d'un complexe commercial de Bucarest a décelé une température trop élevée pour la conservation des produits et l'a menacée d'une amende de 5000 lei. « Mais si vous me donnez la moitié, on peut s'arranger », lui a-t-il glissé. Debout, les deux accusés ne pipent mot et laissent leurs avocats tenter de décrédibiliser le témoignage, que la greffière consigne scrupuleusement. Fin de l'audition, Florin Purigiu reverra tous les protagonistes de l'affaire dans un mois pour poursuivre l'instruction. A la différence du système judiciaire français, le juge roumain se charge de toutes les étapes d'une affaire : celui qui instruit est aussi celui qui prononce le verdict final. « Cela est appelé à changer », explique Laura Andrei, « avec l'introduction des nouveaux codes de procédure pénale et civile (adoptés en juillet dernier, ils pourraient entrer en vigueur au 1er octobre 2011, ndlr).... »

L'an dernier déjà, une « petite réforme », a permis d'accélérer le traitement des affaires. La grande réforme à venir – nouveaux codes, réorganisation des instances à travers le pays, redistribution du personnel, meilleure formation des magistrats – est censée améliorer en profondeur le fonctionnement du système judiciaire. « Ce sont des codes modernes, estime Laura Andrei, qui vont rendre le travail du juge plus clair, grâce à la création d'un juge des droits et des libertés par exemple, et pourraient permettre d'unifier la pratique judiciaire. Mais pour que la réforme soit digérée et réellement mise en place, cela va prendre du temps, un ou deux ans, et nécessiter du personnel. C'est le fond du problème », résume la jeune femme.

14h30. Oubliée l'agitation matinale, les allées du tribunal sont maintenant quasi désertes, peuplées de quelques ombres assises sur des bancs et de robes noires qui se pressent vers la sortie. La porte de la IIIe chambre civile se referme derrière Gene-Greb Bejan. Blasé, il explique que « le fond de l'affaire n'a pas encore été examiné aujourd'hui, il manquait un document cadastral ». Sur son dossier, il a inscrit la date de la prochaine audience : le 30 juin. « Croyez-moi », lâche-t-il dans un soupir, « ce ne sera pas la dernière. »

Marion Guyonvarch
Illustration : Sorina Vasilescu

Au hasard d'une rue du centre ville de Bucarest, Gheorghe Florescu fait vivre une tradition qui fut l'une des fiertés de la capitale. Ce maître torrificateur importe des grains de café des quatre coins du monde et les « travaille » sur place. A voir et à sentir.

UNE AME DU CAFE



A PEINE LA PORTE DE SON ECHOPPE

poussée, Gheorghe Florescu interroge : « Où achetez-vous votre café ? Vous en buvez occasionnellement ? Ah ! Eh bien maintenant, vous allez devenir accro ! » Difficile de l'entendre. Dans sa minuscule boutique de la Piata Rosetti à Bucarest, dénommée Delicatese Florescu, le comptoir est envahi par d'immenses bocaux en verre contenant cacahuètes, noix de cajou et noisettes grillées. Derrière, de larges tubes en plexiglas laissent apparaître les grains brunis de café du monde entier, qu'il vend entiers ou moulus. Sur la droite, une imposante machine à torréfier est plaquée au mur. Juste de quoi laisser un petit passage au maître des lieux pour s'approcher de ses clients lorsqu'il entame une discussion. Regard fin et observateur, tempérament blagueur, Gheorghe Florescu est décidément un bon commerçant, une rareté dans le centre de cette ville. Surtout, ce sexagénaire est sans doute le plus grand maître cafetier du pays.

« Le café, je l'ai mangé avant de le boire », soutient-il en décrivant la cour du torrificateur chez qui il avait l'habitude de passer son temps lorsqu'il était enfant. « Après la torré-

faction, il me donnait à manger un grain avec un morceau de sucre, parce que c'était trop amer. » Ce goût du café fraîchement grillé l'a suivi toute son adolescence, jusqu'au jour où il rencontra Avedis Carabelaian, ce-

« Le café, je l'ai mangé avant de le boire »

lui qui deviendra son maître dans l'art de choisir, torréfier et préparer le café. Mais avant d'en arriver là, Gheorghe Florescu a beaucoup à raconter... « Je suis né le 8 mai 1944 dans le quartier de Dudesti à Bucarest pendant un bombardement de l'aviation anglo-américaine », commence-t-il. Son père, policier de métier, fait partie d'une brigade spéciale chargée de surveiller l'activité des communistes, et est arrêté au sortir de la guerre. Gheorghe, qui n'est qu'un enfant, n'a pas d'autre choix que de se faire embaucher en tant que commis dans les boutiques du quartier. C'est durant cette période qu'il aigüise notamment sa fibre commerciale.

Sa rencontre avec Avedis Carabelaian a lieu quelques années plus tard. Cet Arménien a été le fournisseur de la maison royale avant la guerre, il est considéré à l'époque comme le meilleur maître torrificateur de Bucarest. Gheorghe Florescu devient vite son disciple. A l'époque, on trouve une quarantaine de torrificateurs à Bucarest, tous arméniens. « Quand Avedis Carabelaian a quitté la Roumanie pour les Etats-Unis, en 1973, j'ai repris son magasin et j'ai été rapidement considéré comme le numéro un du café en Roumanie. » Six ans plus tard, en 1979, les autorités communistes décident de prendre le contrôle du commerce du café. La torréfaction est centralisée dans une seule usine qui distribue le café dans tout le pays. « Tous les maîtres torrificateurs ont perdu le sens de leur travail, car ils sont devenus de simples revendeurs. La très grande majorité est partie aux Etats-Unis. » Gheorghe Florescu est, du fait de sa renommée, appelé occasionnellement à cette usine pour des « tâches spéciales ». C'est lui en effet qui torréfie le café pour les grands chefs de l'appareil d'Etat et les ambassades étrangères. « J'ai aussi torréfié du café pour la Securitate, mais je n'ai jamais eu aucun lien avec la police politique », tient-il à préciser.

En 1990, quelques mois après la révolution, victime d'un accident cardio-vasculaire, il arrête le métier et prend sa retraite. Et décide, en 2003, d'écrire un livre sur sa vie : *Confesiunile unui cafegiu* (Les confessions d'un maître torrificateur, ndlr), sorti en 2008. Deux ans plus tard, il ouvrira cette boutique qui fait aujourd'hui toute sa fierté : « Mon magasin est le seul en Roumanie à vendre les meilleurs cafés du monde. » On veut bien le croire.

Jonas Mercier
Photo : Mihai Barbu

« AUCUN PARTI N'OSE DIRE « NON » À L'EGLISE »

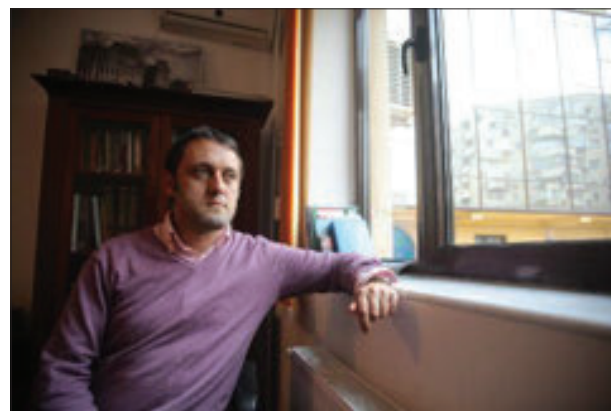
Ionut Sibian est directeur de la Fondation pour le développement de la société civile (FDSC), créée en 1994 à l'initiative de la Commission européenne. Mise à part la recherche ou la gestion de projets, il croit profondément à la fonction de « chien de garde » des ONG. Mi-mars, il a d'ailleurs mobilisé 37 associations contre la Loi sur le partenariat entre l'Etat et les différents cultes du pays, adoptée au Parlement et qui prévoit un financement jusqu'à 80% des projets sociaux menés par ces cultes, en premier lieu l'Eglise orthodoxe. Le président Traian Basescu a cependant renvoyé la loi, la jugeant trop discriminante.

Regard : Quels ont été les arguments que vous avez utilisés pour protester contre la loi sur le partenariat entre l'Etat et les cultes religieux ?

Ionut Sibian : D'abord cette loi ne respecte pas le principe d'égalité des chances et pourrait très facilement mener la Roumanie devant la Cour européenne de justice. Une ONG, une entreprise ou une institution religieuse doit avoir les mêmes chances pour obtenir de l'argent public. Et puis cela voudrait dire instaurer un monopole, ce que nous avons essayé d'éviter pendant toutes ces années de transition. Il est évident que cette loi ne pourra jamais être appliquée. Il y a des programmes d'intérêt national pour la protection des enfants ou des personnes handicapées, par exemple. Il n'est pas concevable que dorénavant tous ces fonds soient uniquement destinés à l'Eglise. D'autant qu'à travers ses nombreuses organisations ou fondations, elle obtient déjà des subventions de l'Etat ou de l'argent européen. L'Etat Roumain souhaiterait-il employer l'Eglise pour s'occuper des services sociaux qu'il devrait gérer lui-même ?

Regard : La presse nationale a tout de suite parlé du « rachat » de l'Eglise avant la campagne électorale, vu son pouvoir et son influence dans la société. Qu'en pensez-vous ?

I. S. : Ce serait peut-être le cas si la loi ne spécifiait pas qu'elle s'adresse aux cultes en



général. D'ailleurs l'Eglise orthodoxe a tout de suite senti que le projet ne lui était pas favorable et a réagi elle aussi auprès du président Basescu. Dans l'ouest du pays, plusieurs cultes comme les témoins de Jehova ou les pentecôtistes offrent des services sociaux avec de l'argent exclusivement obtenu à l'étranger ou de leurs croyants. Avoir accès à l'argent public serait pour eux perçu comme une reconnaissance.

Regard : Dans la lettre adressée au président Basescu, l'Eglise orthodoxe s'est mise en opposition avec les ONG en invoquant sa plus grande influence sur la population...

I. S. : Il n'y a pas de comparaison qui tienne. Les ONG, elles, ne sélectionnent pas leurs bénéficiaires en fonction de leur religion ou de leur appartenance à certaines valeurs.

Cette loi serait aussi une menace pour les services sociaux du type Caritas, de l'Eglise catholique elle-même, qui fonctionnent très bien en Transylvanie. Caritas offre son support à tous les chrétiens sans discrimination. Ils sont dans une autre étape et ils se mettent à la disposition de toutes les personnes en

difficulté. Caritas, ce sont des professionnels, des assistants sociaux et non pas seulement des prêtres. Récemment, nous avons été

« Il est curieux qu'une loi pareille puisse être présentée dans un pays pourtant membre de l'UE depuis quatre ans »

confrontés à une situation ahurissante avec l'une des organisations de l'Eglise orthodoxe. Nous y avons placé un garçon de 13 ans qui a vite été mis dehors à cause de son comportement à tendance homosexuelle. Ils l'ont renvoyé chez lui, dans un milieu très conflictuel. L'Eglise veut faire du social mais comme elle l'entend, d'après ses propres

règles. Même s'il y a des exceptions. A la fondation Vasiliada de Craiova, travaillent des professionnels, des diplômés, des Roms même, chose très rare au sein de l'Eglise.

Regard : Quelle est votre relation avec l'Eglise au quotidien ?

I. S. : En ce moment, nous travaillons sur un projet qui vise à améliorer la qualité des services sociaux dans six secteurs de Bucarest. Nous les avons invités à travailler avec nous, car nous sommes conscients que l'Eglise joue un rôle très important dans la société roumaine. Mais si elle veut préserver son influence, elle doit davantage investir dans des services neutres et de qualité, et pas seulement construire des églises.

Regard : Que pensez-vous de son intention de créer plus d'asiles ou de centres pour les personnes en difficulté, alors que la tendance européenne est d'intégrer et de soutenir l'individu pour qu'il devienne indépendant...

I. S. : Nous soutenons les projets qui ne rendent pas les bénéficiaires dépendants du service social, car à un moment donné il

n'y aura peut-être plus assez d'argent. Cela a été le cas pour le soin à domicile. Une fois le financement européen terminé, ce service n'a plus existé. Nous offrons des services de conseil, des repas, mais aussi des formations pour un métier. Et l'Eglise pourrait être un très bon tremplin pour ce genre de personnes, à partir du moment, encore une fois, où elle offre des services « neutres ».

Regard : Que proposez-vous au lieu de cette loi sur le partenariat Eglise/Etat ?

I. S. : Depuis quatre ans, nous préparons avec plusieurs partis politiques une proposition de loi basée sur une étude approfondie réalisée avec la Faculté de sociologie. Et tout d'un coup, voilà sortie du tiroir cette loi qui nous a fait rire au départ, mais qui ne sert personne. Il est curieux qu'une loi pareille puisse être présentée dans un pays pourtant membre de l'UE depuis quatre ans. Mais en Roumanie, aucun parti n'ose dire « non » à l'Eglise car elle est le principal leader d'opinion en milieu rural. Si jamais la loi passe au Sénat et que le président la promulgue, il ne nous restera plus qu'à faire appel à la justice.

Regard : Vous venez de publier le Livre blanc des ONG. Quels sont les sujets d'intérêt que vous avez identifiés dans la société civile ?

I. S. : Ce Livre blanc est un plan stratégique, un projet sur 10 ans pour la Roumanie et son milieu non gouvernemental. C'est notre façon de dire à la classe politique et aux citoyens que nous avons une stratégie, une vision à long terme, chose qui manque dans ce pays. Pour nous, l'éducation est la première des priorités. Le développement durable, la démocratie participative ou la lutte contre la discrimination sont aussi des thèmes cruciaux. Paradoxalement, sur certains points, comme la discrimination, il me semble que nous avons beaucoup régressé depuis l'adhésion à l'UE. Ce document est censé lancer des débats et faire que ces sujets soient abordés durant la prochaine campagne électorale.

Propos recueillis par Mihaela Carbutaru
Photo : M. C.

Pour plus d'infos : <http://www.stiriong.ro/pagini/carta-alba-a-sectorului-ong.php>

Depuis près de 10 ans, ACVATOT apporte l'expérience, les compétences et l'esprit entrepreneurial d'un groupe international depuis la conception jusqu'à la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux (eau, assainissement, gaz, etc...), de routes ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation qui caractérise nos projets.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a donné naissance à la **Fondation ACVATOT** qui développera des projets dans la sphère sociale et la protection de l'environnement. Dans un même souci de développement durable, notre centre de formation **ACVASCHOOL** formera nos collaborateurs à toutes nos techniques ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.

Contact:
5 - 25, rue Popa Lazar, bâtiment C14, étages 1+2, Secteur 2, Bucarest
Tel.: 0040 212 520 880 • Fax: 0040 212 520 834 • contact@acvatot.ro

www.acvatot.com

DANS LE GOUFFRE

La spéléologie roumaine est l'une des plus réputées du monde, avec des cavités riches en histoires et une possibilité de découverte insondable.

POUR LES SPELEOLOGUES, LA ROUMANIE

est ce que l'on appelle un « spot ». Dans la pure tradition d'un Jules Verne et du *Voyage au centre de la terre*, la spéléologie, une histoire de « gentlemen » et de scientifiques, fut inventée par le biologiste roumain Emil Gustav Racovita, à l'origine du premier institut de spéléologie au monde créé à Cluj en 1920. Dans la seconde moitié du 20^e siècle, cette pratique scientifique et sportive, qui consiste à explorer les grottes et les gouffres, se développe sous un régime politique où il vaut mieux rester sous terre que d'être sur « le plancher des vaches ». Mais il faudra attendre le début des années 1990 pour que de nombreux professionnels étrangers du crapahutage souterrain, notamment français, viennent rendre

visite à leurs homologues des Carpates. L'association franco-roumaine de spéléologie naissait...

Viorel Traian Lascu est aujourd'hui le président de la Fédération roumaine de spéléologie, du Spéléo-secours roumain et de l'Union balkanique de spéléologie. C'est un spécialiste de l'aménagement et de la protection des cavités. Il reçoit entre deux expéditions à quelques kilomètres de Bucarest, où il a aménagé une copie de grotte dans le jardin d'un ami, une manière bien à lui de concilier le métier et le bricolage du dimanche.

A l'âge de 14 ans, son père mineur dans une

mine d'uranium lui offre sa première lampe à acétylène. Viorel se souvient : « Après l'école, j'allais fouiner dans des petites grottes sans aucune protection avec mes copains de classe. Puis j'ai fait mes premières explorations dans les monts Apuseni (ouest), et après mes études à Bucarest en 1993, des spéléologues français sont venus nous former et nous apporter du matériel. » C'est à cette époque qu'est née l'association franco-roumaine de spéléologie avec notamment un Isérois, Thierry Guérin, qui se souvient bien de ses premiers voyages dans les Carpates. « Même s'il y a moins de moyens, les spéléologues roumains – environ 1500 dans l'ensemble du pays, ndlr – sont des sportifs hors pair, des techniciens très bien

documentés. Au début des années 1990, la Roumanie avait déjà une belle réputation de par la qualité de ses cavités », soutient-il.

« Ici on a une approche plus scientifique qu'en France », ajoute Thierry Guérin. « Avec moins, on fait plus, les cartographies sont réalisées avec très peu de moyens mais elles sont d'une excellente qualité ; c'est la même chose avec le matériel. Quant à l'accessibilité des sites, on a vraiment l'impression de se lancer dans une aventure. »

A noter que le sous-sol roumain appartient à l'Etat et non au domaine privé comme en France, ce qui permet, selon Viorel, « une meilleure préservation des sites, en théorie. Il existe une loi qui oblige chaque département à

LES BESTIAIRES DU MONDE SOUTERRAIN ROUMAIN

La grotte de **Pestera Muierii** : située près des Portes de fer est un monument naturel contenant des concrétions calcaires et forme une véritable broderie minérale. Aujourd'hui entièrement électrifiée, la grotte a servi de refuge pour les hommes depuis le Paléolithique moyen.

La grotte de **Scarisoa** : située aux monts Bihor à l'est du pays, elle est la plus grande grotte de glace du pays depuis 3000 ans, et héberge le deuxième plus grand glacier souterrain du monde (première place occupée par un glacier souterrain en Slovaquie).

La grotte de **Comarnic** : dans les monts du Banat (ouest), cette grotte très accessible se trouve sur la pente gauche de la vallée Comarnic, à une altitude de 440 m. Elle est la plus longue grotte du Banat, plus de 4 km. Déclarée monument naturel, elle est composée de vastes chambres reliées par un réseau dense de galeries, disposées sur deux niveaux.

La grotte de **Sura Mare** : située près de Sibiu, la cavité est traversée par la rivière Ohaba, qui forme un lac intérieur ; et où a été découverte la plus grande colonie de chauve-souris du pays.

La grotte de **Tausoarelor** : située sur le versant gauche de la vallée éponyme, près de Barlea, entre Cluj et Dej. La grotte a le gouffre le plus profond de Roumanie, 432 mètres. Et les galeries souterraines s'étirent sur plus de 16 km.

prendre en charge la protection du patrimoine archéologique ».

En 2009, trois spéléologues d'Arad ont fait une « première » en découvrant l'équivalent

« Les spéléologues roumains sont des sportifs hors pair, des techniciens très bien documentés »

de la grotte de Chauvet – fameuse grotte ornée paléolithique située en Ardèche – dans le parc naturel des Apuseni : la grotte de Coliboaia. Fouillée depuis une trentaine d'années, le passage d'une rivière souterraine a mis au jour une partie inédite de la grotte, il y a à peine un an : on y a trouvé

des dessins représentant un bison, un cheval, deux têtes d'ours et deux rhinocéros. Pour la première fois, un art rupestre aussi ancien est avéré en Europe centrale, confirmé par l'expert international auprès de l'Unesco Jean Clottes ; une découverte majeure attribuable à une période ancienne de l'art rupestre, comprise entre – 23 000 et – 35 000 ans.

Le tourisme spéléologique roumain, c'est aujourd'hui 15 000 grottes, mais il en est encore à ses balbutiements et reste confidentiel. Aucune structure ne propose pour l'instant des sorties clés en main. Seul moyen de découvrir ce souterrain riche et méconnu : contacter la fédération qui par la suite trouvera le guide sur place.

Julien Trambouze
Photo : D. R.



BUCAREST, VILLE POUSSIÈRE



A cause de sa capitale, la Roumanie risque d'être punie d'une lourde amende par Bruxelles – jusqu'à 100.000 euros par jour – parce qu'elle n'aurait pas appliqué les mesures convenues en 2009 avec l'Union européenne visant l'amélioration de la qualité de l'air. Selon une étude du Centre pour les politiques durables Ecopolis, la quantité de poussière que chaque habitant respire à Bucarest est de 5 kilos par an... En d'autres termes, les Bucarestois respirent un air six fois plus pollué que la limite maximale admise par l'Union européenne. Le même Centre a relevé que, ces cinq dernières années, plus d'un millier d'habitants sont possiblement morts de maladies respiratoires provoquées par la poussière. Et d'autres études au niveau européen confirment que Bucarest est la capitale la plus poussiéreuse de l'Union, avec 38,2 microgrammes de particules fines par m³ d'air, très loin de la limite admise des 10 microgrammes (Rome : 21,4 – Paris : 16,4 – Londres : 13,1).

Daniela Coman
Photo : Madiafax

Moins de Roumains

La démographie roumaine est toujours en berne, selon l'Institut national des statistiques, principalement à cause d'un faible taux de fécondité. D'ici à 2015, la population devrait perdre 200.000 concitoyens, pour passer de 21,3 à 21,1 millions d'habitants. Il semble que les choix du gouvernement expliquent en partie ce déclin, le montant des allocations familiales et leur durée ayant été diminués et plafonnés. Depuis 1989, la population roumaine n'a jamais cessé de diminuer, notamment en raison de l'émigration. La Roumanie représente aujourd'hui le septième pays en nombre d'habitants au sein de l'Union européenne. J.T.

POUR MIEUX PARLER

Une nouvelle discipline va faire son entrée sur les bancs de l'école à la prochaine rentrée scolaire pour les lycéens. En option, ils pourront en effet parfaire l'art du débat, de l'oral et de la rhétorique. L'objectif de la secrétaire d'Etat au ministère de l'Education, Oana Badea, est de « développer chez les lycéens l'esprit d'analyse, l'expression des idées, et la faculté de parler d'une problématique qui ne correspond pas forcément à leurs études ». Cette option sera matinée d'éducation civique, avec des leçons de communication et de présence en public. Chapeautés par l'Association roumaine de débats, d'art oratoire et de rhétorique (ARDOR), le cursus sera sanctionné pour ceux qui le souhaitent par un concours national « du plus beau parleur ». Déjà, l'an passé, avec le soutien de la Commission européenne, un concours du même genre s'était déroulé à Bucarest dans le cadre du programme Leader européen. J.T.

Adoption : du changement

Le cadre de loi sur l'adoption évolue pour les parents domiciliés à l'étranger. En effet, il sera désormais possible d'adopter un enfant roumain tout en habitant à l'étranger si l'un des parents est citoyen roumain, et que l'enfant adoptable n'a pas trouvé de parents en Roumanie sur une période d'au moins deux ans. La loi cherche à simplifier la procédure qui jusqu'à présent ne permettait pas à des enfants roumains adoptables de partir à l'étranger. Elle répond aussi à une demande et une réalité qui touchent beaucoup de familles roumaines qui vivent à l'étranger et ne peuvent pas adopter dans leur pays d'accueil. J.T.

VIVE LE MAGIUN

Le ministère du Tourisme s'est choisi comme emblème la fameuse confiture de prunes de Topoloveni, petite ville située à 20 km de Pitesti. Pour un an, cette confiture haut de gamme, dénommée *magiun*, servira à promouvoir l'image de la Roumanie à l'étranger. En outre, depuis un mois, elle fait désormais partie du millier de spécialités enregistrées par la Commission européenne en tant que dénomination d'origine protégée, une première pour un produit traditionnel roumain. Déjà primée à plusieurs reprises, la société productrice de cette confiture, Sonimpex Serv Com, est le seul producteur du pays. J.T.

LA CHRONIQUE
D'ISABELLE WESSELINGH

LA CHARRETTE, MODERNE ET PLEINE D'AVENIR ?

Aux abords des villes roumaines comme Brasov ou Sighisoara, le voyageur motorisé venu de pays d'Europe de l'Ouest a souvent la surprise de croiser un panneau de circulation inhabituel. Rond et entouré de rouge, il indique aux conducteurs de charrettes en bois tirées par un cheval ou par tout autre animal de trait qu'ils ne sont pas les bienvenus en ville. Ce panneau est aussi très présent aux abords des villes bulgares. « Messieurs et mesdames qui vous déplacez en charrette en bois depuis vos villages, n'entrez pas dans le monde plus moderne des villes », semblent dire ces panneaux. Comme si ces carrioles en bois (pour certaines très jolies à mes yeux) que l'on croise dans les campagnes de Roumanie et de Bulgarie faisaient honte aux citadins.

Lors d'un reportage dans le nord de la Roumanie, un porte-parole d'une administration s'est lamenté tout haut quand il vit débouler une charrette en bois tiré par un cheval devant un groupe de journalistes étrangers. « Ces charrettes, cela donne toujours une mauvaise impression », me dit-il. Evidemment, difficile de nier que la photo d'une charrette en bois sur une route roumaine, vient souvent illustrer des articles sur ce qui est décrit comme le « retard de la Roumanie, le pays le plus pauvre de l'Union européenne, la crise économique, le dernier pays entré dans l'UE etc. ». Elles en sont donc devenues aux yeux de certains Roumains, un objet rétrograde et passé de mode, à faire disparaître au plus vite.

Pourtant, comme je le fis remarquer à mon interlocuteur, il est sûrement plus économique et écologique (et donc tout simplement plus pertinent) pour certains villageois d'aller de leur maison à leur champ ou de leur maison vers un magasin en charrette tiré par un cheval qu'en voiture. En France, après avoir été snobées, méprisées, jugées ringardes et remisées, les charrettes tirées par des chevaux ont commencé à faire leur retour remarqué dans les villages et les villes. Ainsi, à Saint-Pierre sur Dives, une ville de 4000 habitants en Normandie, Pola est devenue officiellement cheval municipal. Chaque matin, au lieu d'aller à l'école en bus, les enfants s'y rendent en charrette en bois tirée par cette jument de trait (plus de détails sur le célèbre cheval municipal sur www.mairie-saint-pierre-sur-dives.fr). La carriole de bois sert aussi à organiser des balades pour les touristes. Dans plusieurs villes françaises, chevaux de trait et charrettes sont employés pour l'entretien des espaces verts.

A Hazebrouck, une ville de 20 000 habitants du nord de la France, l'entreprise Veolia, en partenariat avec les autorités chargées de la collecte et du traitement des ordures, expérimente depuis février la collecte des déchets à cheval. Une carriole futuriste en matériaux composites (pour pouvoir stocker un tonnage plus important) sillonne ainsi les rues de la ville tirée par un cheval de trait. Moins bruyante que les traditionnels camions à ordures, plus écologique car moins gourmande en essence, la charrette semble séduire habitants et éboueurs. Plusieurs autres communes de France sont intéressées par cette méthode (pour photo et détail : http://www.lavoixdunord.fr/Region/actualite/Secteur_Région/2011/04/14/article_collecte-des-dechets-par-des-chevaux-on.shtml)

A Laval, la collecte des cartons des commerçants se fait aussi depuis fin 2010 dans une charrette tirée par un cheval. « Cet animal crée une ambiance différente en ville, plus apaisée. Il véhicule des valeurs très positives pour la ville et les habitants », souligne le président de l'agglomération. Le projet a aussi permis un retour à l'emploi pour des personnes en difficulté. La charrette des campagnes roumaines est donc peut-être plus « tendance » que certains ne croient. A condition de savoir déceler sa valeur. Et d'être créatif !

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.



Clics sur le **WEB** ROUMAIN



On parle souvent des réseaux sociaux, des blogs, des sites Web, mais peu d'Internet dans son ensemble, ou plus comme avant. C'est devenu un moyen de communiquer tellement ancré dans notre quotidien qu'on n'y fait plus attention. Qui plus est quand il s'agit de l'analyser dans un pays en particulier. C'est ce que nous avons tenté de faire dans ce nouveau dossier, parler d'Internet, des principaux aspects de la « toile » en Roumanie.

Evidemment, la tâche est plutôt lourde. Des nombreux sites au marché des fournisseurs de réseau en passant par les habitudes des internautes, il y avait beaucoup de sujets à traiter. Nous avons sélectionné ceux qui nous ont paru les plus pertinents afin de dégager enfin une image d'ensemble de ce qui se passe ici sur la nébuleuse infinie du Net.

Car si la Roumanie partage la plupart des particularités d'autres pays occidentaux en la matière, elle se distingue aussi. Bien que le réseau bénéficie d'une des meilleures connexions au monde, que les programmeurs roumains soient de véritables hommes à tout faire, que les jeunes internautes notamment se soient très vite adaptés aux nouvelles offres proposés sur le Net, il reste des choses à faire dans plusieurs domaines. Du design des sites à l'accès au réseau dans les campagnes, Internet en Roumanie a encore une bonne marge de progression.

Pour ouvrir ce dossier, l'une de nos journalistes s'est d'abord penchée sur ceux qui alimentent Internet, sur les sites qui sont les plus visités et comment ils fonctionnent. Voici donc non pas un seul mais plusieurs « clics » sur le Web roumain.

L.C.

Illustration : Sorina Vasilescu

QUI FAIT INTERNET EN ROUMANIE ?

Pas facile de répondre à cette question tant la toile roumaine foisonne de sites, se transforme tous les jours. Tour d'horizon d'un marché où les affaires vont bon train, en pleine évolution, mais qui demande encore à se structurer.

PREMIERE CONSTATATION : INTERNET

en Roumanie reste immature, même si le réseau s'est développé à grands pas. La preuve, aucun des organismes qui mesurent le trafic des lecteurs (appelés plutôt visiteurs) sur les sites n'est reconnu par l'ensemble des acteurs du marché. D'une source à l'autre, le classement des sites les plus visités dans le pays sera différent. La division Sati (Etude de l'audience et du trafic sur Internet) du Bureau roumain de l'audience et du tirage (Brat), serait l'organisme officiel, doté d'une méthodologie reconnue par les professionnels, mais qui « surveille » seulement les sites inscrits au Brat. De son côté, trafic.ro calcule l'audience de la plupart des sites roumains, mais ses instruments de mesure sont fréquemment contestés. La troisième source, alexa.com, le site international d'audit, fait ses comptes en fonction des gens qui ont téléchargé le logiciel Alexa...

Quoi qu'il en soit, trafic.ro et Sati sont d'accord sur les trois premiers sites les plus visités en Roumanie (Facebook ou Google ne sont pas pris en compte car ils sont référencés hors du pays – voir encadré) : hi5.com (réseau social qui s'adresse plutôt aux jeunes), trilulilu.ro (partage de vidéos), et forum.softpedia.com (discussions sur les nouvelles technologies), avec respectivement 3 491 146, 3 413 926 et 2 951 422 visiteurs uniques selon les statistiques de Sati pour mars 2011. De son côté, Alexa.com met plutôt en deuxième position emag.ro, leader sur le marché de l'électronique, suivi par okazii.ro, un site de ventes d'objets divers. « Selon moi, avec Sati, le dilemme est résolu

», assure cependant Calin Rotarus, directeur d'Arbointeractive et ancien directeur des ventes (jusqu'en 2008) d'Arbomedia, l'une des plus grandes agences de publicité multimédia de Roumanie. « Le fait que Sati appartienne à une association de l'industrie, qu'il contienne la quasi-totalité des sites qui comptent en termes de rentrées publicitaires, et que l'étude est effectuée par une société de renommée internationale sont des arguments difficiles à réfuter », soutient-il.

Selon Sati donc, le top 10 des sites roumains est surtout complété par les versions web des journaux à grands tirages : gsp.ro – (site de Gazeta Sporturilor; 2,37 millions de visiteurs uniques en mars), tpu.ro (site de réseau social local - 2,13 millions), deux tabloïdes, cancan.ro (2,11 millions) et libertatea.ro (2,08 millions), sport.ro (2,03 millions), adevarul.ro (1,99 million) et le portail réunissant plusieurs quotidiens ziare.com (1,98 million). A citer également dans le top 30, bizoo.ro, ejobs.ro, bestjobs.ro, eva.ro, ele.ro, mais ce sont en général les versions « online » des journaux et télévisions qui dominent. Alexa.com note par ailleurs qu'un site à contenu illégal s'est glissé dans les dix premiers visités, il s'agit de vplay.ro, où l'on peut regarder des séries TV en même temps que leur première aux Etats-Unis. « Internet est aujourd'hui un média au même titre que la presse, la radio ou la télé avec un potentiel au final bien plus grand et des possibilités d'analyse de retour sur investissement bien meilleures », souligne Frank Chapaveire, président fondateur de Brioude Internet Référencement en France, et d'Iseom – Inter-

national SEO Marketing à Bucarest, société spécialisée dans le référencement des sites notamment sur les moteurs de recherche tels Google.

D'après les dernières études publiées en décembre 2010 par Roads (Romanian Online Advertising Study), le marché roumain publicitaire d'Internet est estimé à environ 20 millions d'euros. Au premier semestre 2010, le volume de publicités online avait augmenté de 65% par rapport à la même période en 2009. Et sur l'ensemble de l'année 2009, malgré la crise, le chiffre d'affaires total des sociétés Internet avait atteint 15,4 millions d'euros. A noter que ces chiffres n'incluent que les revenus enregistrés par les 18 plus importantes régies de publicité du pays, comme Arbointeractive (plus de 150 sites), AdEvolution, Digital ADS, F5-X Media, Apropro Media, MediaCafe ou Splendid Interactive.

Des centaines de sites génèrent aussi des revenus non négligeables en négociant

Aux trois premières places des sites les plus visités, hi5.com, trilulilu.ro et forum.softpedia.com

directement avec les sociétés à la recherche de services Internet. « Si on prend comme référence l'étude Roads, qui ne compte pas les encarts publicitaires sur Google, Yahoo ou Facebook, en 2010 le marché fut d'environ

20 millions d'euros, et c'est une estimation, jusqu'à présent nous n'avons que les résultats du premier semestre. Personnellement, je pense que ce chiffre va tout simplement doubler. Sans parler de la croissance exponentielle des sites de concours ou de jeux », affirme Calin Rotarus, qui analyse le marché depuis ses débuts. Pour 2011, il prédit une augmentation de 20 à 30%.

Mais il est assez difficile d'obtenir des informations sur les chiffres d'affaires respectifs des sites. Hotnews.ro, l'un des sites d'informations les plus réputés pour son professionnalisme (21e position dans le top Sati) aurait rapporté en 2009 des revenus publicitaires d'environ 900 000 euros. Neogen.ro et gsp.ro, un million d'euros chacun. Le numéro deux du top en termes de visites uniques, trilulilu.ro, aurait rapporté pour la même année, selon le Registre du commerce, un chiffre d'affaires de 350 000 euros. Pas si mal pour un site de vidéos fondé à Cluj-Napoca qui a réussi à « séduire et fidéliser les internautes roumains alors que dans d'autres pays Youtube a écrasé tous les sites du même genre », souligne Frank Chapaveire. Trilulilu.ro emploie 14 personnes et a démarré avec un investissement initial d'à peine 20 000 euros. Des investisseurs le financent désormais pour plusieurs centaines de milliers d'euros.

Les tarifs des bannières publicitaires qui font vivre ces sites varient, le prix standard pour

un millier de visites par mois va de 30 à 95 lei. Pour les campagnes dites de branding ou d'image, c'est le double, mais cela reste beaucoup moins cher qu'en Occident. « Le nombre de sites qui font du profit grâce à la publicité en ligne est limité, il s'agit habituellement de sites créés il y a plus de dix ans qui se sont développés sans devoir affronter une grande concurrence. Ce qui n'est plus le cas désormais, car la plupart des trusts médias par exemple disposent d'un budget important pour développer leur site en ligne. Ceci étant, il reste encore de la place et beaucoup de choses à faire notamment dans les services », précise Calin Rotarus.

Par ailleurs, Frank Chapaveire accuse la concurrence acerbe du marché noir en Roumanie, qui tire les prix vers le bas : « Depuis

« Le nombre de sites qui font du profit grâce à la publicité en ligne est limité, il s'agit habituellement de sites créés il y a plus de dix ans »

un peu plus d'un an et suite à la crise, la plus grande difficulté que nous rencontrons est la concurrence du marché noir, il est impossible d'être compétitif face à ce phénomène quand on est une société qui paie des salaires, des

charges, des impôts etc. De plus, ces pseudos prestataires n'assurent pas un service de qualité à leurs clients et il n'y a aucun suivi, cela ne donne malheureusement pas une bonne image des sociétés web », déplore le président d'Iseom, qui compare le marché roumain d'aujourd'hui avec celui de la France des années 2002-2003, « (...) Ce qui laisse une marge de progression importante au marché Internet en Roumanie. »

A noter enfin qu'une des tendances fortes du marché est le développement croissant des sites de type achats groupés, sur le modèle du site américaingroupon.com, comme 123reduceri.ro, et qui permettent à leurs utilisateurs de trouver rapidement les meilleures réductions. « La multiplication de ce type de sites en Roumanie est surtout liée au contexte économique, les gens recherchent des produits bon marché, des bons plans. Ce qui me choque c'est que tous ces sites se ressemblent, c'est du copier/coller de Groupon, de l'idée de base, contrat inclus, au design... », remarque Frank Chapaveire. A l'inverse d'emag.ro, l'un des principaux sites de commerce électronique, par le biais d'Internet, ou E-commerce. Pour Chapaveire, « Emag.ro est « la » référence de l'e-commerce en Roumanie, le site est très bien construit, il favorise les canaux d'achats pour les internautes, c'est aussi l'un des seuls sites roumains e-commerce à avoir son propre système d'affiliation ». Une exception sur un marché encore en devenir. Comme le prouvent les sociétés en



demande de services Internet qui ne se rendent toujours pas compte du coût réel d'une présence sur la toile. « Les budgets investis sont souvent très bas par rapport aux besoins, les demandes ne sont pas réfléchies et il n'est pas rare d'être contacté pour des choses du genre : « Nous souhaitons un site d'e-commerce et nous avons 1000 lei de budget... » », affirme l'expert français. Ce qu'il apprécie par contre, c'est qu'en Roumanie 95% des commandes sur Internet sont confirmées par téléphone, car la carte bancaire est très peu utilisée. « Cela donne un peu plus de chaleur dans les relations internaute/acheteur et commerçant, ce qui n'est malheureusement plus le cas dans les pays où le paiement par carte s'est généralisé. » Un avis pas vraiment partagé par Alexandre Almajeanu, investisseur franco-roumain sur Internet, qui estime que le téléphone est « un frein pour faire du vrai commerce sur le Net. Il faut que l'acheteur arrive à s'engager par le biais de la carte de paiement, et qu'il n'y ait plus de perte de temps ».

Quoi qu'il en soit, malgré des progrès à faire dans plusieurs domaines, il est à noter que la Roumanie bénéficie de la quatrième meilleure vitesse moyenne de connexion après la Corée du Sud, Hong Kong et le Japon.

Florentina Ciuverca
Photo : Mediafax

« POUR LES INFORMATIONS, AVANT 1989, C'ETAIT LA PENURIE, MAINTENANT C'EST L'INFLATION »

Journaliste indépendant et professeur à la faculté de journalisme et des sciences de la communication de l'université de Bucarest, Alexandru-Bradut Ulmanu est aussi un expert des comportements sur Internet. Il vient notamment de terminer un livre sur le réseau social Facebook *Cartea fetelor* (Le livre des visages) publié aux éditions Humanitas. Il livre ici quelques réflexions sur Internet en général, et sur Internet en Roumanie en particulier.

Regard : Sous le communisme, tout était caché, secret. Aujourd'hui, grâce à Internet, tout est rapidement connu. Comment les Roumains vivent-ils cette sorte de démocratisation forcée ?

Alexandru-Bradut Ulmanu : Du temps a passé depuis la fin du communisme, et même si certaines attitudes de l'époque ont survécu, nous avons maintenant deux générations d'utilisateurs d'Internet : ceux

qui étaient trop jeunes pour s'en souvenir et ceux nés après 1989. Sur tout, j'ai remarqué une chose dont je parle dans mon livre sur Facebook : le réseau social sur Internet fonctionne un peu comme la société com-

Classement des sites Internet en Roumanie (référencés depuis la Roumanie). Nombre de visiteurs uniques au mois de mars 2011 :

1. hi5.com	3 491 146	Source : division Sati (Etude de l'audience et du trafic sur Internet) du Bureau roumain de l'audience et du tirage (Brat). A noter que selon Alexa.com, qui prend tous les sites en compte et pas seulement ceux référencés depuis la Roumanie, google.com, facebook.com, yahoo.com, youtube.com, blogger.com, wikipedia.com, wordpress.com, twitter et imdb.com, sont, sans surprise, les sites les plus visités du pays, avant les premiers du classement de Sati.
2. trilulilu.ro	3 413 926	
3. forum.softpedia.com	2 951 422	
4. Ggsp.ro	2 375 558	
5. tpu.ro	2 130 880	
6. cancan.ro	2 115 756	
7. libertatea.ro	2 089 824	
8. sport.ro	2 036 931	
9. adevarul.ro	1 992 992	
10. ziare.com	1 988 203	
11. protv.ro	1 963 394	
12. stirileprotv.ro	1 956 311	
13. bizoo.ro	1 931 809	
14. realitatea.net	1 909 506	
15. a1.ro	1 720 127	
16. click.ro	1 691 427	
17. antena3.ro	1 655 355	
18. cinemagia.ro	1 661 326	
19. gandul.info	1 625 373	
20. acasa.ro	1 596 303	
21. hotnews.ro	1 465 323	
22. ejobs.ro	1 421 504	
23. eva.ro	1 413 995	
24. prosport.ro	1 402 731	
25. rol.ro	1 385 898	
26. kappa.ro	1 304 967	

muniste. Peut-être cela vous semblera-t-il une affirmation aberrante, mais les deux « systèmes » sont dysfonctionnels. Avant 1989, les gens n'avaient pas suffisamment accès à l'information et au divertissement à travers les médias, parce qu'ils étaient essentielle-



ment consacrés à la propagande de l'Etat et du parti. A contrario, depuis plus de dix ans, nous subissons un bombardement quotidien d'informations, ce qui produit aussi un dysfonctionnement : comment choisir parmi autant de sources ? Avant 1989, c'était la pénurie, maintenant c'est l'inflation. A l'époque, les gens avaient également recours au réseau social, à la famille, aux amis, pour obtenir des produits, des informations ou se divertir. Il y avait ainsi un marché informel de biens culturels, on s'échangeait des cassettes vidéos venues de l'étranger, tout un tas de choses indisponibles dans les magasins d'Etat. De la même façon, aujourd'hui, les gens déplacent leur attention des médias traditionnels vers le réseau social, qui est cette fois sur Internet. Si nous voulons voir un bon film, on accordera plus d'attention aux recommandations des amis qu'aux critiques des revues spécialisées.

Regard : Selon vous, quelle est ou quelles sont les particularités de l'utilisateur roumain sur Internet ?

A-B. U. : L'agressivité de ceux qui laissent des commentaires sur les sites Internet ne cesse de m'étonner. Bien sûr, ils le font sous couvert d'anonymat. De ce point de vue, le réseau social Facebook (3,2 millions d'utilisateurs en Roumanie, ndlr) est positif parce qu'il encourage les gens à assumer leurs opinions en dévoilant leur identité, ce qui génère un milieu plus civilisé.

Regard : Selon une étude récente de l'Institut roumain d'évaluation et de

stratégie, un pourcentage important des utilisateurs d'Internet en Roumanie a plus de 65 ans. Cela vous surprend-t-il ?

A-B. U. : Je sais que dans les pays plus développés les retraités âgés de plus de 65 ans

sont une catégorie importante d'utilisateurs. Cela se comprend, ils ont plus de temps, d'argent et facilement accès à la technologie. Chez nous, sans doute, les mentalités et les possibilités sont différentes. Quoi qu'il en soit, ceux qui ont maintenant plus de 65 ans étaient de toute façon plus jeunes quand Internet est apparu en Roumanie. De plus, beaucoup ont des enfants qui ont environ 30, 40 ans, une génération familiarisée avec Internet, qui a probablement contribué à l'alphabétisation cybernétique de leurs parents pour communiquer, particulièrement ceux qui ont décidé de vivre à l'étranger.

Regard : La même étude montre qu'ici, sur Internet, la politique vient après le sport en tant que principal centre d'intérêt...

A-B. U. : Cela me surprend. Peut-être que cette enquête a été réalisée pendant une période de troubles politiques ? Si le

« L'agressivité de ceux qui laissent des commentaires sur les sites Internet ne cesse de m'étonner »

pourcentage est réel, il est clair encore une fois qu'il y a un abîme entre les politiques et la population. C'est un signal que nos dirigeants devraient prendre en compte, car la plupart des hommes politiques sont actifs sur le Net seulement en période électo-

ale. Mais je crois que ce désintérêt et que l'absentéisme aux élections n'est pas dû à un désintérêt pour la politique dans l'absolu, mais au fait que nos dirigeants ne répondent pas aux attentes.

Regard : Un autre sondage, européen celui-là, affirme que les Roumains envoient deux fois plus de messages obscènes sur Internet que la moyenne européenne. Est-ce que le Net nous rend plus « courageux » ?

A-B. U. : Oui, sans doute... C'est comme le dit Caragiale, si la lettre est anonyme, je la signe... Mais si ces gens qui se défoulent sur le Net se comportaient dans la rue comme sur le Web, on ne verrait que des bâtons rompus et des têtes cassées...

Regard : Internet signifie – encore – la gratuité, et la Roumanie est un pays particulièrement « amoureux » des téléchargements gratuits. Comment voyez-vous l'évolution d'Internet à ce niveau-là ?

A-B. U. : Si on examine attentivement la question, les choses ne sont ni blanches ni noires. Qu'est-ce qui est gratuit sur le Net ? L'accès n'est pas gratuit. La plupart des gens paient un abonnement Internet. Et les produits qu'on achète en ligne coûtent de l'argent. Dans la plupart des cas, le Web est un lieu de commerce. D'un autre côté, il y a les téléchargements gratuits de films, musiques, livres, articles... Concernant les informations, le modèle payant, comme le propose par exemple *The New York Times*, est très peu probable en Roumanie, parce que l'offre d'informations est, en général, de mauvaise qualité. Et vu le nombre de sources, il faudrait proposer quelque chose de vraiment unique et de haute qualité pour que l'internaute roumain accepte de payer. Pour revenir aux téléchargements gratuits, dont beaucoup sont illégaux, il s'agit surtout d'un problème d'exécution de la loi. Autant que je sache, il existe une législation en la matière en Roumanie, si elle était appliquée, les gens seraient probablement beaucoup moins tentés de télécharger sans permission. Et puis il nous faudrait sans doute un nouveau modèle de distribution commerciale. Aux Etats-Unis, iTunes et Netflix ont facilité le téléchargement de musiques et de films en proposant un service facile et peu onéreux, les gens choisissent alors la légalité plutôt que de « pirater ». Quoi qu'il en soit, je pense qu'Internet ne se contentera pas d'un seul modèle économique, la gratuité aura toujours sa place.

Propos recueillis par Florentina Ciuverca
Photo : D. R.



Blogs À PART

La blogosphère roumaine est l'un des médias les plus foisonnants du pays en densité et en qualité. Portraits croisés de trois artilleurs du Net qui ont quitté plus ou moins volontairement leurs rédactions et qui cumulent à eux trois une audience de plusieurs centaines de milliers d'internautes par jour. Le dénominateur commun de tous ces blogs : le désir de liberté de leurs auteurs, et la mise en avant de leur nom et personnalité en guise de vitrine.

VICTORKAPRA.RO : c'est le spécialiste du High Tech roumain, tout ce qui sort à partir de composants électroniques est disséqué par ses soins. Journaliste sur le tard, Victor Kapra a fait une partie de sa carrière bien éloignée des rédactions puisque pendant le régime communiste il était ingénieur dans le pétrole. A la révolution, il troque le casque pour la plume et en 22 ans il passe par plusieurs médias du pays, de Mediafax à *Ziarul Financiar*, en passant par *Business Magazin*. En plus de son statut de pigiste spécialiste des nouvelles technologies, il crée son blog en 2006, l'un des premiers sur la toile.

Victor Kapra revient sur son parcours : « J'ai assisté à la mort de la presse écrite dans mon pays où la sacro-sainte déontologie du journalisme n'a jamais été vraiment respectée ; moi j'écris sur ce que je veux et quand je veux ». Un luxe quand on connaît les difficultés financières des journalistes indépendants. Comment expliquer le succès de cette forme de presse en ligne et sa viabilité financière ? Victor Kapra explique : « La Roumanie est une spécificité, car juste après la révolution on a été l'un des premiers pays câblés d'Europe centrale, ce fut aussi le cas en Amérique du sud. Il y a ici plus qu'ailleurs une

culture de l'écran, et le passage de la presse papier à celle de l'écran s'est fait naturellement. » Sur son blog, on trouve des critiques incisives sur les derniers écrans plasma, les nouveautés 3D, les applications téléphoniques. A chaque fois l'article fait mouche et les commentaires suivent, un succès qui se traduit par une manne financière pour Victor Kapra qui, grâce au trafic généré par son site, peut y accueillir les encarts publicitaires de grandes marques.

PITICU.RO : difficile de mesurer le degré d'ironie de Cristi Dorombach, l'un

des blogueurs les plus connus du pays quand il parle de son désir d'écrire en ligne. « J'ai beaucoup d'amis et j'ai besoin de leur dire ce que je pense, ce que je fais ; le blog est le moyen le plus facile de communiquer sur ma vie. » Cristi Dorombach est un blogueur tous azimuts, politique, société, écologie, culture, tous les sujets l'intéressent, son site est le miroir de ce que l'auteur pense tout haut. Dans la culture blog plus que dans les autres médias, on travaille sur sa popularité pour attirer le chaland et donc le sponsor. Cristi Dorombach écrit seul, sans pression ni autorité. Sa popularité actuelle est le résultat d'un travail de fourmi pour se faire accepter et vivre de sa plume. « Certaines compagnies comprennent l'intérêt de s'associer avec moi car je défends une manière de faire et de dire les choses. Quand un sponsor me contacte pour communiquer à travers moi, il peut m'envoyer quelques suggestions d'articles mais il sait que je vais écrire à ma manière, c'est comme ça que le site marche, grâce à ma liberté de ton. » Cristi Dorombach a fait des études de journalisme puis a travaillé comme manager de site. Son blog est un peu la combinaison des deux. « Le blog a changé ma façon d'écrire, je suis un mélange de journaliste et d'auteur, je suis direct dans ma façon d'écrire, je n'ai pas à me soucier

LE « ROBLOGFEST »

Et si on se rencontrait ? Voici sûrement la question qui a dû germer dans la tête des jeunes et hétéroclites communautés de blogueurs de Roumanie. Chaque année, au mois de mars, le « Roblogfest » rassemble ce qui ressemble à la « crème » des blogs les plus influents et lus du pays, et met enfin un visage sur la nébuleuse Internet. Le « Roblogfest » est un concours qui récompense les meilleurs sites suivant trois catégories : personnel, professionnel, et média social. Le maître de cérémonie est Dragos Novac, l'un des pionniers du *blogging* en Roumanie et le promoteur d'une bonne dizaine de sites Internet. Pour lui, le « Roblogfest » a pour but de « coaguler » une communauté mais aussi fédérer et développer le Net roumain. Ce concours, c'est aussi le moyen le plus sûr de maintenir un niveau d'exigence et de qualité entre les blogs et soutenir leur diffusion. J.T.

de mon commanditaire, de la mise en page, moi j'attends juste les commentaires. »

BOBBYVOICU.RO : c'est le site de référence des blogueurs roumains... Autant aimé que détesté par les internautes, Bogdan Andrei Voicu alias Bobby Voicu est omniprésent sur la toile, et son CV virtuel est aussi épais qu'un bottin téléphonique. Notre homme est impliqué dans une dizaine de projets sur le Net, son nom est synonyme de contrats publicitaires, la preuve avec « Redescopera Romania » (redécouvrir la Roumanie), un

projet qui permet via son téléphone ou son ordinateur portable de suivre un itinéraire culturel et naturel en Roumanie. Le blog qui se décline en format de poche est l'équivalent d'un GPS interactif avec photos et textes, et propose les plus beaux sites à visiter à proximité. Le site est sponsorisé par le plus grand pétrolier du pays, toutes les stations services sont répertoriées sur le parcours, pratique, non ?

Julien Trambouze
Photo : Mediafax



**DONNEZ
DE L'OXYGÈNE**
ENSEMBLE NOUS AIDONS NOTRE PLANÈTE À RESPIRER!



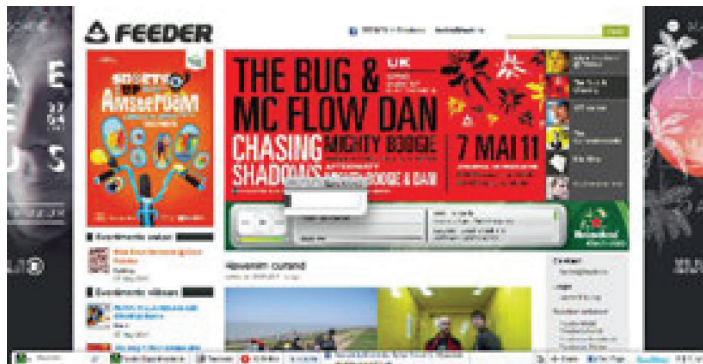
BRICOSTORE RÉPOND AUX BESOINS ACTUELS DE LA PLANÈTE ET S'ENGAGE DANS LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION AVEC LE PROJET "DONNEZ DE L'OXYGÈNE".

NOUS VOULONS PROFITER D'UNE PLANÈTE (PLUS) PROPRE ! DE CETTE IDÉE EST PARTI NOTRE PROJET "DONNEZ DE L'OXYGÈNE". LA DIFFÉRENCE PEUT ÊTRE FAITE PAR CHACUN D'ENTRE NOUS. LA CAMPAGNE "DONNEZ DE L'OXYGÈNE" SOUTIEN T CEUX QUI AIMENT LA NATURE ET QUI SONT CONSCIENTS DU FAIT QUE CHACUN D'ENTRE NOUS EST RESPONSABLE DE L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT. PAR LE SOUTIEN DES ACTIONS ÉCOLOGIQUES, DE REBOISEMENT, DE NETTOYAGE DES ZONES TOUCHÉES, BRICOSTORE CONTRIBUE À LA RÉDUCTION DE LA POLLUTION DES VILLES ROUMAINE S.



AU DETOUR DES PAGES...

Promenade sur la toile roumaine, avec une sélection de quelques sites, originaux, pratiques, parfois insolites.

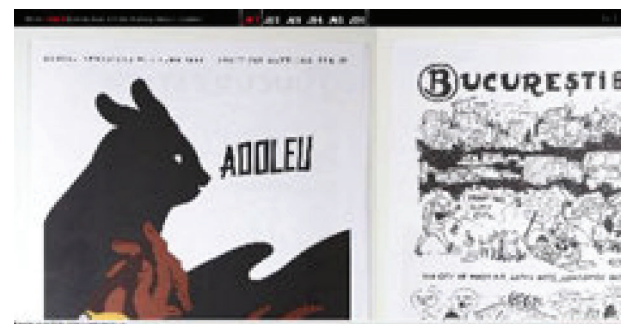
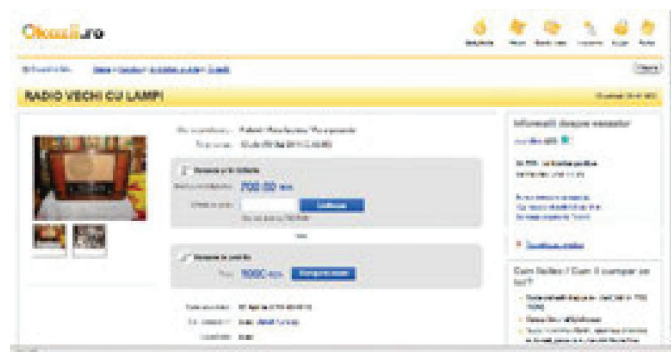


www.feeder.ro

Où ? Quand ? Comment ? Voilà à quoi répond le site feeder.ro qui est l'une des bibles des noctambules roumains. Le site recense au jour le jour, les concerts, spectacles, expositions à Bucarest et dans les grandes villes du pays. Il est orienté vers une cible étudiante, urbaine et alternative, avec une dizaine de pages qui vont de l'actualité musicale au design en passant par des liens avec toute la blogosphère roumaine. Le site propose des articles, portraits, interviews. Un poumon de la culture.

www.okazii.ro

EBay n'est pas en Roumanie, okazii.ro est son digne avatar et le plus grand magasin en ligne du pays. Le site est dédié aux particuliers, et propose à peu près tout à la vente, voitures, vêtements... Le principe est le même que les sites du genre, on crée un « profil », on met en vente son produit et les internautes consultent les offres. Mention spéciale pour la section antiquités qui permet de découvrir et acquérir les trésors des greniers roumains.

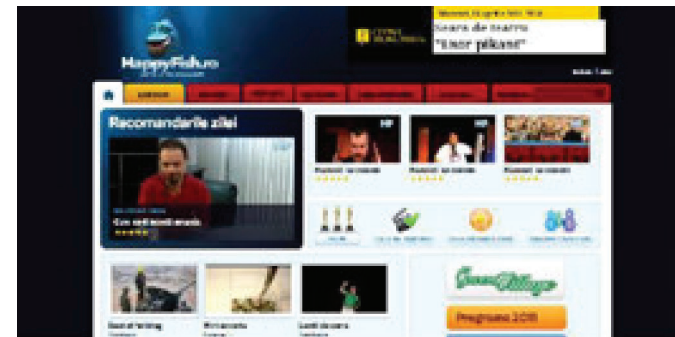


www.aoleu.ro

La traduction du site donnerait un « ohmondieu.ro »... Le site du magazine du même nom rassemble ce qui se fait de mieux en culture visuelle. Les artistes, illustrateurs, auteurs de bande dessinée, la crème des dessinateurs « à la main » présentent des extraits de leurs dernières bulles. Esprit non caustique s'abstenir

www.miresei.ro

Future mariée, vous avez votre site Internet. Sous la forme d'un forum, la communauté « miresei » répondra sûrement à toutes les questions mariage. L'alliance, la location de fleurs, la tradition du mariage, le site à la présentation simple est une source d'informations précieuses pour les fiancés souvent stressés. Né sur le net, Miresei.ro est devenu, fort de son succès, un magazine, une première dans ce sens-là.

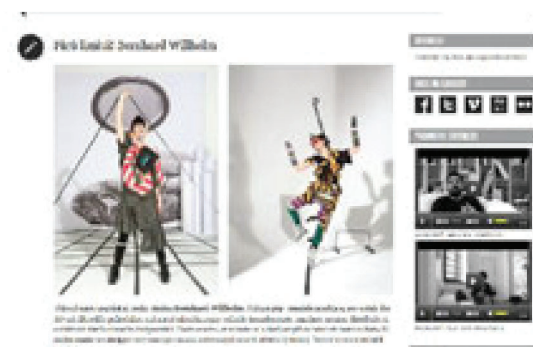


www.happyfish.ro

Une autre Roumanie, voilà le sous-titre de cette télévision sur Internet. Uniques en leur genre et fort d'un esprit parodique et frondeur, les joyeux du bocal tirent leur épingle du jeu dans le paysage médiatique roumain. Vous apprécierez leur version décalée et régressive de l'émission *La Roumanie a du talent*.

www.maimultverde.ro

La voix de l'écologie roumaine, bien souvent absente des tribunes classiques, a pris son essor sur le net, avec des sites comme www.maimultverde.ro, ou www.civica.ro. Leur mission : développer l'esprit de volontariat, organiser des collectes de déchets dans la nature et faire du lobbying auprès des industriels et des politiques.



www.doitrei.ro

Chic et urbain, « doitrei » est le nouveau site branché et consacré à la mode dans un spectre large. Imaginé par un groupe d'amis (c'est comme ça qu'ils se présentent), le site se veut être le pouls des dernières tendances en cuisine, design, mode, bio, la liste n'est pas exhaustive. Quoi de différent ? La présentation est soignée et la ligne éditoriale claire et assumée. Le site s'adresse au lecteur curieux de l'avant-garde roumaine et qui n'a pas le temps de fouiner sur le net pour nourrir sa curiosité.

www.ghiseul.ro

L'Etat roumain s'est mis au Net depuis longtemps mais il ne propose qu'un portail informatif sur les différents ministères, peu reluisant. Depuis quelques mois, il s'est cependant doté d'un site qui permet de payer ses taxes et ses amendes en ligne. Quand on connaît les difficultés et la lenteur de certains services publics, le système devrait désengorger les guichets.



LES MAITRES DU WEB ROUMAIN

Le monde du virtuel en Roumanie se matérialise dans une mansarde à deux rues du Parc Cismigiu de Bucarest. Ici est installé l'un des studios les plus prolifiques de web design roumain : le studio Meka. Une exception dans un environnement qui, dans l'ensemble, peine à suivre la tendance et reste peu enclin à faire son esthétisme.



Radu Tinc

RADU TINC ET ADRIAN DAN, A PEINE âgés de 30 ans, ont derrière eux une carrière d'homme à tout faire de la communication. Mais huit ans passés en agence ont visiblement suffi pour les pousser à prendre le large d'une ambiance corporatiste, où la créativité s'arrête là où le chef de service ouvre la bouche. Pour ces deux « mécaniciens » du « net », l'idée de monter un studio allait de pair avec une approche différente de l'esprit d'entreprise, d'où l'idée de créer une coopérative et de mutualiser les savoir-faire autour d'eux. « Nous n'allions pas reproduire

ce qui nous avait fait fuir les grosses boîtes, explique Radu Tinc, on a loué une mansarde qu'on a repeinte à nos frais, puis on a dit à nos amis d'agences de venir s'installer. Mais on ne fournit qu'une table, une lumière, et le net. » Il s'en suit une effervescence autour du duo, qui travaille dans une ambiance qui fuse, la console branchée sur un écran plasma, et le coin canapé qui ne désemplit pas. Une salle de jeux ? « Non, une salle de travail dédiée au web », répondent les « Meka ».

Mais qu'en est-il du web roumain dans son ensemble ? « Tout va bien Madame la Mar-

quise », rien à signaler selon ces deux compères... Car depuis la fin des années 1990, une génération entière n'a qu'Internet en tête, les autres moyens de communication tels que la télévision ayant du

mal à se défaire de la lourdeur héritée du passé communiste. « On n'avait pas forcément

« On fabrique comme des artisans, les images, l'architecture du site, les animations... »

les moyens ni la connaissance mais on a rattrapé notre retard par rapport à l'Ouest, insiste Radu Tinc. Nous sommes une génération

spontanée et autodidacte qui a vite compris le principe de gratuité d'Internet. »

Ici, pas d'école ni de formation particulière au métier du net, la plupart des techniciens du web, les « web masters », sont sortis d'une école d'art ou d'art décoratif et par la suite ont plongé les mains dans le cambouis des logiciels de programmation. Radu Tinc a lui aussi un parcours atypique : « J'ai travaillé neuf ans dans une agence où je faisais de tout, des affiches, de l'illustration, de la communication... Quand j'avais un client je l'accompagnais du début à la fin du processus de création, puis j'ai commencé à regarder du côté des web designers et j'ai appris en les regardant ; chaque discipline de la communication inspire l'autre. » Peut-être que le plus des « web designers » ou « web masters » en Roumanie, c'est qu'ils ne sont pas spécialisés et ne se limitent pas dans leurs tâches. Ici, une seule personne peut prendre en charge le travail d'une équipe à l'Ouest.

Le studio Meka travaille notamment pour de très grandes marques mais aussi des particuliers. Ils créent leurs sites de A à Z. « Nous n'utilisons pas de logiciel de construction de site comme Wordpress, affirme Radu, on fabrique comme des artisans, les images, l'architecture du site, les animations... » Le style du studio est d'être minimaliste, épuré et il revendique

« Un magasin ferme dans la rue, un autre ouvre sur le Net »

une forme de classicisme dans les formes et la présentation, une manière de se démarquer et de durer dans le temps pour résister au mode du « tout le monde communique ». La crise n'aurait pas vraiment de conséquence sur le milieu, dixit Radu. Adrian Dan avoue lui travailler de plus en plus : « Un site web coûte de 2000 à 8000 euros, une campagne sur une chaîne de télévision ou dans la rue n'a pas le même coût, beaucoup d'entrepreneurs se sont rabattus sur le web, un magasin ferme dans la rue, un autre ouvre sur le Net. »

Mais on connaît la marotte, les cordonniers sont les plus mal chaussés, et il en est de même pour les « Meka » qui n'ont pas de site Internet pour présenter leur travail. Un comble qui prouve que les affaires tournent bien pour Radu et Adrian... « On n'a même pas le temps de se faire un blog. »

Julien Trambouze
Photo : Mihai Barbu

UNETOILE EN GENERAL PAS TRES BELLE

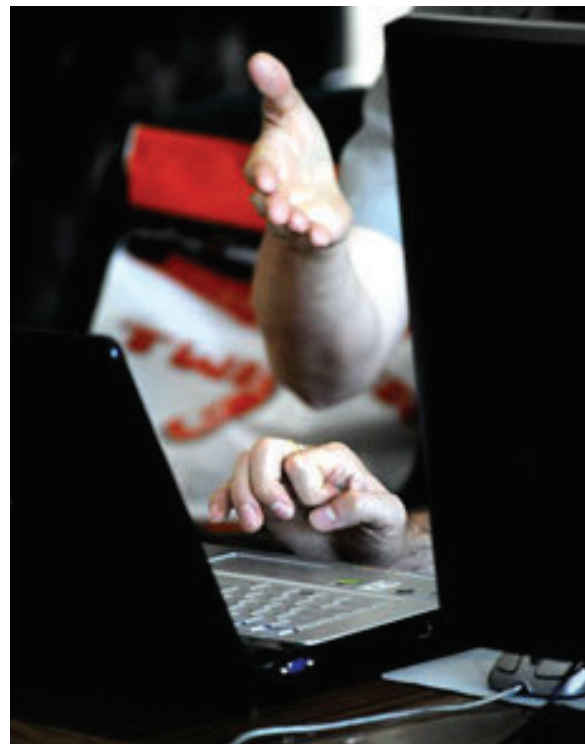
Mises à part quelques exceptions, comme le studio Meka, le tour du Net roumain a de quoi effrayer la police du bon goût. Le point faible de l'Internet roumain est bien son esthétisme, son absence de graphisme, son architecture vieillotte, une ergonomie désuète. Manque d'intérêt et manque de moyens semblent les deux arguments les plus recevables. Tout faire en interne est la norme pour la plupart des petites sociétés, il en résulte que le web roumain « date », dommage quand la connexion haut débit est de qualité. Les sites de l'Etat roumain, ministères en tête, sont des labyrinthes où il est difficile de trouver son chemin, avec une mention spéciale pour les sites des ministères qui publient en première page les ordonnances de loi.

Quelques agences tirent cependant leurs épingles du jeu et hissent la Roumanie aux standards européens. Exemple : www.brandient.com, l'agence bucarestoise la plus importante sur le marché et qui compte parmi son portefeuille de clients la télévision nationale, des banques ou des enseignes de la grande distribution. L'agence propose, en plus de la création de sites, de réaliser logo, typo, communication et même de trouver le nom d'une marque, un travail en vertical spécifiquement roumain qui permet d'optimiser son temps et donc son argent. J.T.

Bd. Dacia n° 56, Secteur 2, Bucarest
tel: +40 (0) 31 8092739
fax: +40 (0) 31 8067739
mobil: +40 (0) 74 5202739
office@apex-team.ro
www.apex-team.ro

Nos services :

- Tenue de la comptabilité
- Gestion de la paie et audit social
- Préparation des déclarations fiscales et sociales
- Assistance comptable (mensuelle / trimestrielle)
- Révision comptable, assistance à la clôture des comptes
- Préparation de reporting et de liasse de consolidation
- Assistance au retraitement des situations financières selon les normes IAS-IFRS (normes internationales et normes roumaines)
- Gestion de projets de mise en place des méthodes et procédures comptables
- Conseil



PAROLES D'INTERNAUTES

Comment les Roumains utilisent-ils Internet ? Un peu comme tout le monde, on s'en doute. Mais qu'en pensent-ils ?

ADELINA, 16 ANS, LYCEENNE, MORENI (DEPARTEMENT DE DAMBOVITA) :

« Je passe de deux à trois heures en ligne tous les jours, après l'école. Je suis passionnée d'animation et de graphisme, sur le net je cherche des formations qui m'intéressent. Et puis je profite d'Internet aussi pour regarder des films, aller sur Messenger (conversation en ligne) discuter avec des amis ou des professionnels et voir mon compte Facebook. Mais je ne suis pas trop fan des réseaux sociaux. Pour moi, c'est une perte de temps. J'ai commencé à utiliser Internet il y a seulement trois ans, et à l'époque c'était surtout pour jouer. Maintenant j'ai un bon ordinateur qui me permet d'utiliser des logiciels tels Adobe Flash ou Photoshop. »

VALENTIN, 46 ANS, INGENIEUR INFORMATIQUE, BUCAREST :

« J'utilise Internet surtout pour mon activité professionnelle. Après le travail, dans la semaine, je ne passe jamais plus d'une demi-heure en ligne chaque jour. Je ne regarde pas de films en ligne, je ne lis pas les journaux électroniques et je ne suis pas connecté aux réseaux sociaux. J'ai gardé le plaisir d'avoir un livre ou un journal papier dans les mains, ou le plaisir de construire une relation humaine face-à-face. A mon avis, Messenger par exemple ne se justifie que pour les contacts à distance et qui ne peuvent pas se maintenir autrement. C'est utile, certes, mais à la condition de s'en servir avec modération. Et puis

il faut garder un esprit critique, et savoir profiter de toutes les autres options disponibles pour profiter au mieux de son temps, c'est mon avis. »

CIPRIAN, 37 ANS, COORDINATEUR DE PROGRAMMES UNIVERSITAIRES, BUCAREST :

« Très souvent l'utilisation d'Internet à l'université continue pour moi à la maison. On s'en sert surtout comme moyen de communication : la plateforme eLearning nous permet par exemple de rester en contact avec les étudiants. Et quand il ne faut pas corriger leurs épreuves ou répondre à leurs mails, je me documente. Je suis notamment actif dans l'espace associatif international, je rédige des articles ou des études. Mais paradoxalement, la communication en ligne dans le milieu universitaire prend plus de

temps qu'en utilisant les moyens classiques. Il faut désormais expliquer la même chose individuellement par mail à chaque étudiant. Alors que s'ils étaient tous réunis dans une salle de cours, le message pourrait passer plus vite. »

ANDREEA, 23 ANS, ETUDIANTE, BRASOV :

« Je passe beaucoup de temps sur Internet. A l'accueil du poste de secours en montagne où je travaille, je me renseigne surtout sur les trajets de montagne, les informations liées au tourisme. Chez moi, sur Internet, j'écoute de la musique, je lis la presse et je discute avec beaucoup de mes amis qui ont quitté le pays. Maintenant nous pouvons parler et se voir gratuitement en ligne, je ne me rends même pas compte que le temps passe. Des fois je reste devant mon écran pendant cinq, six heures. Internet, c'est merveilleux, mais cela fait aussi longtemps que je n'ai plus touché un livre... Même à l'université, les étudiants écrivent leurs cours en utilisant des abréviations propres à Internet. »

Propos recueillis par Mihaela Carbanaru
Photo : Mediafax

Une connexion à grands pas

La Roumanie a commencé à être « connectée » à partir du milieu des années 1990, idem pour la plupart des pays européens. Mais ce n'est qu'à partir de 2001, 2002 que le réseau a été vraiment accessible à l'ensemble de la population. En 2002, 2003, l'administration publique « s'informatise ». Mais la connexion était analogique et non pas digitale, elle se faisait en « dial up », au moyen de la ligne de téléphone fixe. Ce n'est qu'à partir de 2004, 2005 que les compagnies de télécommunications ont investi dans la technologie ADSL. Et aujourd'hui, la Roumanie peut se targuer d'avoir la quatrième meilleure vitesse moyenne de connexion au monde. Ce qui devrait encore s'améliorer grâce aux câbles à fibres optiques (voir article pages 38-39). M.C.

INTERNET à la campagne

Si dans les villes de Roumanie les jeunes et les professionnels ne peuvent plus s'en passer, à la campagne 80% des logements n'ont pas accès à Internet, confirme Catalin Marinescu, président de l'Autorité nationale pour l'administration des communications. Malgré une hausse continue du nombre d'internautes, la Roumanie reste pour l'instant le pays européen comptant le moins d'utilisateurs, selon Eurostat. Reportage à Scrioastea, commune du département de Teleorman, à 130 km au sud ouest de Bucarest.

Selon le maire Marian Sefu, sur un peu plus de 4000 habitants, seules 600 familles disposent d'une connexion Internet. Ce sont surtout des familles qui ont des enfants travaillant à l'étranger. Grâce à Internet et notamment au logiciel d'appels Skype, ils peuvent être en contact gratuitement.



Marian Muresan est un fan et un utilisateur constant d'Internet. Son fils Victor, ingénieur informaticien, lui a d'ailleurs laissé deux ordinateurs dont il se sert pour écrire des mails et discuter sur Skype. Victor travaille aujourd'hui à Amsterdam, et si jamais son père a des soucis techniques, il le conseille en ligne. Sur la photo, Marian Muresan a trouvé des images de son village à l'aide du logiciel Google Maps.

L'école générale dispose d'une salle Internet dotée de 10 ordinateurs et d'un Centre de documentation et d'information (CDI). Le directeur Marin Peleasa explique que les ordinateurs ont été reçus grâce à un programme du ministère de l'Education, mais pour la connexion Internet tous les parents ont dû contribuer. « Actuellement l'école est inscrite dans un concours départemental, « Internet dans ton école », afin d'avoir un meilleur accès et gratuit », explique Ioana Popa, la comptable de l'école.

Texte et photos : Mihaela Carbanaru

Le maire Marian Sefu explique que la commune dispose d'une connexion de qualité depuis 2006. RCS&RDS et Romtelecom sont les deux principaux fournisseurs. « Le grand avantage de Scrioastea est qu'elle est proche de

Bucarest et qu'elle est située sur la route nationale DN65A. » Les deux autres villages qui composent la commune, Brebina et Cucuieti, ne sont pas encore connectés et les gens utilisent surtout les connexions mobiles, de moins bonne qualité. « La demande existe mais pour l'instant elle n'intéresse pas les opérateurs », explique le maire.



Les initiatives pour « connecter » le monde rural, et notamment sa jeunesse, ne manquent pas. L'une des plus performantes est sans doute le programme national du ministère roumain de l'Education, en partenariat avec l'ambassade de France à Bucarest, des Centres de documentation et d'information (CDI). Objectif : faciliter l'accès à l'information pour les élèves et les enseignants en installant des centres multifonctions (bibliothèques, médiathèques). Depuis 2000, environ 1200 CDI partout dans le pays sont fonctionnels. A noter également un nouveau site destiné aux 9300 professeurs de français de Roumanie, VizaFLE (<http://roumanie.vizafle.com>), à la croisée du réseau social professionnel et du site portail. Ou encore Biblionet.ro, une initiative des fondations « Bill et Melinda Gates » et Irex, qui, entre autres, raccorde les bibliothèques rurales au réseau Internet.

LES FOURNISSEURS bataillent

C'est un marché en croissance constante et solide depuis plus de dix ans. Fournir une connexion Internet à la population est devenu l'une des activités les plus juteuses, où les grands groupes de télécommunications du pays rivalisent en offres et nouvelles technologies pour dominer le secteur.

« SEULEMENT 42% DES ROUMAINS

ont accès à Internet et 23% ont aussi une connexion haut débit. Le marché local est donc loin d'être saturé », affirmait fin mars Iulia Florea, directrice opérationnelle de UPC Roumanie, après avoir annoncé le lancement en première d'un système qui permettra une vitesse de transfert de 120 Megabytes par seconde. Selon des statistiques européennes, sur les huit régions de développement de la Roumanie, Bucarest-Ifov était fin 2010 la mieux « branchée », avec 67% des logements ayant accès à Internet. Pour le reste du pays, la meilleure situation se trouve dans la région ouest, où 47% des logements ont accès au réseau. Par contre, la région nord-est est à la traîne, puisque seulement 36% des logements ont Internet.

UPC, avec 9% du marché national, est le troisième plus important fournisseur d'Internet du pays. Selon une étude de l'Institut roumain d'évaluation et de stratégie (IRES), rendue publique en mars, la compagnie américaine est devancée par Romtelecom, qui occupe, avec Clicknet, 52% du marché, et RDS&RCS, avec 21%. Les 18% restants sont partagés entre des dizaines de petits fournisseurs locaux. Encourager

ces petits fournisseurs est d'ailleurs l'un des objectifs du projet Neticity, qui est en train de se mettre en place à Bucarest.

En théorie, dès la fin de cette année, grâce à ce nouveau réseau souterrain de câbles à fibres optiques, les petits fournisseurs pourront mieux se développer et concurrencer les géants du domaine. Le réseau couvrira la totalité de la capitale, coûtera 202 millions d'euros et devrait devenir totalement fonctionnel avant la fin de cette année. Les 5000 boulevards, rues et impasses de Bucarest – plus de 1400 kilomètres au total – seront connectés à ce nouveau service de transmissions de données ultra performant. Le projet est un partenariat public-privé entre la mairie de Bucarest et le construc-

teur UTI, qui sera aussi le concessionnaire du réseau pour une durée de 49 ans. Les revenus estimés seraient de plus de 35 millions d'euros par an, dont la municipalité devrait encaisser 12%.

Mais dans la pratique, c'est surtout la bataille pour devenir le leader incontesté du marché qui aujourd'hui fait rage, entre Romtelecom d'un côté, et RDS&RCS de l'autre, tous les deux voulant mettre la main sur UPC Roumanie. RDS&RCS, dirigée par le très discret Zoltan Teszari (41 ans et 12ème dans le top 100 des Roumains les plus riches), est plus incisive, et vient de conclure un accord avec un consortium de banques pour un crédit de 368 millions de dollars qui lui permettra de payer ses dettes.



Teszari aura cependant du mal à rassembler les 300 millions de dollars supplémentaires nécessaires pour racheter UPC. En cas de réussite néanmoins et à condition que le Conseil de la concurrence approuve une telle transaction, le résultat serait la naissance d'un « monstre » des télécoms locales (téléphone, tv et Internet), avec 10 millions d'abonnés et un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de dollars par an. « Pas de commentaires... », s'est contenté de déclarer fin avril Severina Pascu, directrice générale de UPC. A leur tour, les dirigeants de Romtelecom affirment, en privé, être intéressés par ce rachat, « mais les Allemands ne nous laissent pas », soutiennent-ils. Romtelecom est à 54% propriété du groupe grec OTE, les autres 46% appartenant à l'Etat roumain. Mais en réalité, le groupe OTE est contrôlé par Deutsche Telecom, ce qui complique la donne.

A noter que Romtelecom, grâce notamment à sa branche de téléphonie mobile Cosmote, génère un chiffre d'affaires annuel de 1,4 milliard de dollars (1 milliard d'euros), RDS&RCS 700 millions de dollars (500 millions d'euros), tandis que UPC n'affiche « que » 160 millions de dollars (120 millions d'euros). Le marché roumain des télécoms représente presque 4 milliards d'euros par an, dont 2,4 milliards pour la téléphonie mobile, 500 millions pour la téléphonie fixe, 400 millions d'euros pour la télévision par câble et satellite et enfin 700 millions d'euros pour Internet et la transmission de données.

Sur le marché du mobile (téléphonie et Internet), la situation est plus équilibrée. Le principal acteur, Orange, avec 10,4 millions d'abonnés, a obtenu en 2010 un chiffre d'affaires de 973 millions d'euros. Vodafone, deuxième au classement, avec 9,8 millions

d'abonnés, est à 830 millions d'euros, tandis que le troisième joueur Cosmote, avec 6,8 millions d'abonnés, a atteint 469 millions d'euros de chiffre d'affaires l'année dernière.

En juin 2010, selon les analystes du secteur, le nombre d'abonnés au réseau fixe Internet était de 2,93 millions, soit 3,9% de plus par rapport à décembre 2009. L'Internet sur portable est encore plus dynamique : en décembre 2009, il y avait 4,58 millions de connexions, leur nombre a augmenté à 5,77 millions en juin 2010, dont 3,32 millions de connexions pour l'Internet à grande vitesse. Et l'avenir s'annonce encore plus prometteur : selon la société de consultance PMR Research, le marché de l'Internet en Roumanie croîtra de 12 à 15% par an jusqu'en 2014. Les estimations de PMR sont confirmées par Panos Makris, directeur commercial de Cosmote, qui a déclaré en avril que « le marché des services de transfert de données augmentera dans les prochaines années à des taux de deux chiffres ».

Et les opérateurs ne sont pas en manque d'idées pour consolider leur croissance. En octobre 2010, Romtelecom a par exemple installé des connexions Internet gratuites dans 80 stations d'essence Rompetrol. Pour Petrian Radulescu, directeur marketing à Rompetrol Downstream, « ce partenariat soutient l'objectif de notre compagnie de transformer les stations d'essence Rompetrol en stations d'énergie au sens large. Nous allons offrir aux clients tout ce qui est nécessaire pour leur mobilité : l'essence, les huiles, les aliments et l'information. »

Rasvan Roceanu
Photo : Mediafax

QUATRIEME MEILLEURE CONNEXION AU MONDE

Au niveau mondial, la vitesse moyenne de connexion à Internet est de 1,7 Mbps alors qu'en Roumanie elle est de 6,3 Mbps et aux Etats-Unis de 4,7 Mbps. Selon une étude de la compagnie américaine Akamai, la Roumanie est le premier pays européen au niveau des connexions Internet et le quatrième au monde. Elle est dépassée par la Corée du Sud, Hong Kong et le Japon. Des villes telles Constanta, Iasi ou Timisoara apparaissent elles aussi dans le top 100 des villes du monde ayant la meilleure vitesse moyenne de connexion Internet. M. C.

CHOISISSEZ LE CONFORT !

Leader pour les services en efficacité énergétique
Le meilleur prix de chaleur en Roumanie
Toutes nos Energies pour un développement durable

Dalkia Roumanie

Bucarest, 41 rue Frunzei, sectorul 2
tel. +40 21 322 96 37
fax +40 21 320 94 36
www.dalkia.ro
secretariat@rtdalkia.ro

Dalkia Roumanie
membres du Group
VIBLIA

QUAND LA TOILE SERT LE CRIME

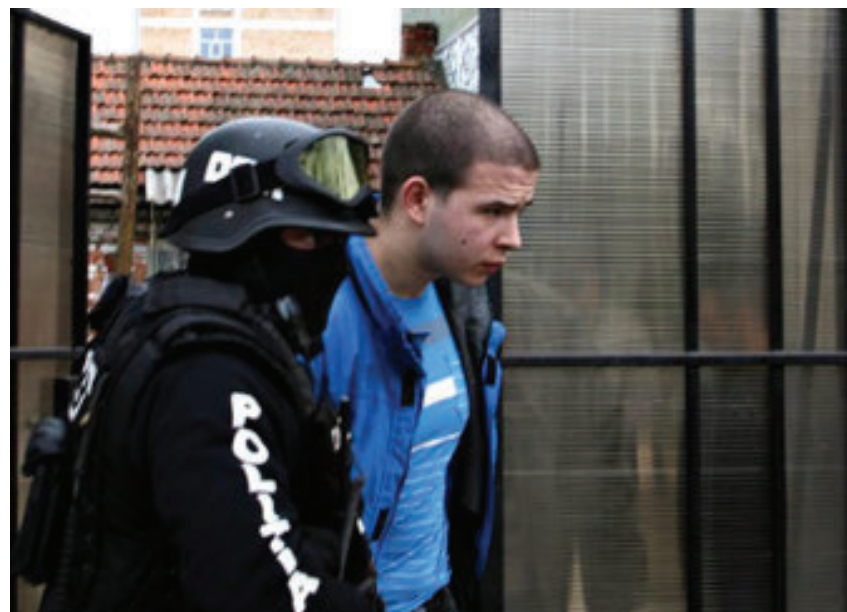
La Roumanie figure parmi les pays champions en matière de cybercriminalité. Des réseaux pirates ou spécialisés dans l'escroquerie financière aux génies de l'informatique qui « crackent » les sites ultra-protégés des institutions en passant par les hackers vengeurs qui défendent l'honneur de leur pays, les pirates du Net *made in Roumanie* font trembler la toile et mobilisent les enquêteurs du monde entier.

FEVRIER 2011, THE WIRED,

magazine américain pointu et revue de référence en matière d'informatique, consacre un long reportage à la capitale mondiale du piratage informatique. Une ville « de 120 000 habitants » qui, comme l'écrit le journaliste, « a un surnom chez les enquêteurs du monde entier : Hackerville ». Derrière ce nom de code, se cache en réalité une petite ville située au cœur de la Roumanie, Ramnicu Valcea. C'est de là que des réseaux organisent attaques et escroqueries sur les sites Internet du monde entier. Selon les autorités, cette économie pirate aurait drainé des dizaines de millions d'euros et largement financé les résidences de luxe et les Mercedes qui ont envahi la ville.

Mais la Roumanie n'est pas une nouvelle venue sur la scène de la cybercriminalité. En 2008, c'est la ville de Dragasani, dans le département de Valcea toujours, qui avait été qualifiée de capitale du crime informatique par les autorités américaines. Et depuis des années, de prestigieuses institutions comme le Pentagone, la Nasa, ou, plus récemment, l'Agence spatiale européenne, sont la cible de hackers roumains, qui « crackent » leurs systèmes de protection. Bref, derrière leurs écrans, les pirates roumains menacent le monde entier. A tel point que certains hackers, à l'image de Vladut, le gamin qui mit en péril le système d'enchères d'eBay il y a trois ans, ou Victor Faur, arrêté et jugé pour avoir cracké – entre autres – les serveurs de la Nasa et de l'US Navy, sont devenus des ennemis numéros 1, recherchés par les polices du monde entier.

Mais comment la Roumanie est-elle devenue l'un des pôles mondiaux de la cybercriminalité ? Les enquêteurs n'ont qu'une idée assez floue des raisons pour lesquelles le phénomène a explosé. Seule certitude : à partir de 2002, le développement des cybercafés et des connexions Internet peu chères a permis à des jeunes lycéens ou étudiants de



Flavius Bragaila, 21 ans, leader d'un groupe de hackers, a eu plusieurs fois affaire à la justice. Sur la photo, en mars 2009, il est arrêté à Caransebes (ouest du pays).

lancer leurs premières escroqueries en ligne. de nombreuses autres villes touchées par le chômage, le « bon plan » se répand :

HACKER POUR « DEFENDRE LA DIGNITE DES ROUMAINS »

Depuis l'an dernier, une nouvelle catégorie, « specific romanesc », est apparue : celle des hackers vengeurs et citoyens. Sous le nom de Romanian National Security, cette organisation secrète a choisi d'utiliser le hacking pour « laver l'image de la Roumanie ». Derrière ce sigle, se dissimule en fait un groupe d'une vingtaine de jeunes de moins de 20 ans, aux idées nationalistes fleurant souvent le racisme anti-rom, qui utilisent leurs talents informatiques pour « défendre la dignité des Roumains », expliquait l'un des membres l'an dernier. Et la RNS ne plaisante pas avec l'honneur de la patrie. Un comique français fait une mauvaise blague sur les Roumains qui mentent ? Des militants nationalistes hongrois « pendent » un mannequin à l'effigie d'Avram Iancu ? Aussitôt les hackers réagissent via des attaques ciblées sur la toile, piratant ainsi le site de France 2 après le sketch du comique Jonathan Lambert au printemps dernier, celui de *The Daily Telegraph* ou du *Monde* pour protester contre des articles « insultant l'honneur national », ou encore ceux de plusieurs quotidiens hongrois après l'épisode Avram Iancu.

il suffit de poster de fausses annonces sur des sites d'enchères en ligne et de récupérer les sommes virées par les acheteurs via Western Union, sans jamais envoyer l'article acheté. Au fil des ans, les hackers font évoluer leurs méthodes, de plus en plus élaborées, volant et utilisant des numéros de cartes bancaires et les clonant, récupérant des données personnelles qu'ils revendent ensuite à des tiers, ou mettant en place de faux sites de fausses sociétés pour monter des escroqueries ou récupérer des données personnelles.

Profil type de ces hackers-escrocs : de jeunes hommes entre 20 et 30 ans, qui veulent s'enrichir rapidement. Un réseau compte en général une vingtaine de membres qui se répartissent les tâches. Et l'escroquerie en ligne peut rapporter gros – et coûter très cher à ceux qui en sont victimes. Ainsi, un réseau de 50 personnes démantelé en décembre dernier par les autorités roumaines avait causé un préjudice estimé à plus de 11 millions d'euros à plusieurs sociétés basées aux Etats-Unis, en Roumanie ou encore en Afrique du Sud.

Face à ces cybercriminels et au danger croissant qu'ils représentent, les policiers roumains

se mobilisent. La législation a été modifiée : depuis 2003, les hackers risquent des peines allant jusqu'à 15 ans de prison. Quatre procureurs de la Direction d'investigation des infractions du crime organisé et du terrorisme (DIICOT) se consacrent à ces dossiers à plein temps. L'un d'entre eux, Nadina Spinu, explique que « la spécificité de la cybercriminalité roumaine réside dans la spécialisation des délinquants et la division des tâches dans ces fraudes (organisation, collecte de l'argent dérobé...), qui complique les enquêtes ». Sans compter que les réseaux

Profil type de ces hackers-escrocs : de jeunes hommes entre 20 et 30 ans qui veulent s'enrichir rapidement

mafieux traditionnels tendent de plus en plus à se replier sur ces délits informatiques, moins risqués.

Face à l'ampleur du phénomène et à sa dimension internationale, la DIICOT travaille main dans la main avec 50 Etats et avec le FBI. Michael Eubanks, agent détaché à Bucar-

est, a participé à l'arrestation de nombreux pirates roumains (jugés sur place ou parfois extradés aux Etats-Unis), et a récemment expliqué à *Adevarul* que « si le suspect se trouve en Roumanie, les victimes et les preuves sont aux Etats-Unis », d'où le besoin d'une collaboration transnationale, ajoutant que la Roumanie aurait besoin de plus d'enquêteurs.

L'an dernier, les enquêteurs ont multiplié les coups de filet et démantelé plusieurs réseaux, notamment dans le département de Valcea. En 2010, la DIICOT a résolu 536 dossiers, soit deux fois plus qu'en 2009, mais cette hausse s'explique aussi bien par l'intensification de la lutte contre la cybercriminalité que par l'augmentation du nombre de ces délits. Et malgré ces opérations médiatisées et les quelques arrestations symboliques – comme celle de Victor Faur qui a piraté le site de la Nasa – la chasse aux hackers apparaît comme une quête sans fin. Comme le confesse ainsi un policier de Ramnicu Valcea : « Quand on en attrape un, 20 nouveaux apparaissent. »

Marion Guyonvarch
Photo : Mediafax



« INTERNET DEVIENT UN OUTIL NATUREL »

Parti de Roumanie pour la France en 1982, à l'âge de 10 ans, Alexandre Almajeau a créé à Paris VoyagerMoinsCher.com en 1999, vendu en 2007 à PriceMinister.com. Depuis, il investit principalement dans Internet. En Roumanie, fondateur de Fundatia Gentica, il a aussi lancé des sites tels metropotam.ro ou 123reduceri.ro, et finance des projets comme la revue *Decat o revista*.



qu'ils se soient appropriés Internet et ce qui va avec. Le e-commerce est sans doute le secteur qui va exploser. On peut tout vendre sur Internet, en Roumanie comme ailleurs. Et il est intéressant de voir que des modèles de business récents et novateurs même aux Etats-Unis, type Groupon (offre quotidienne de prix intéressants dans des magasins physiques, ndr) marchent déjà en Roumanie.

Regard : Quels sont les points forts des sites

roumains, et ce qui leur manque ?

A.A. : Concernant tout site Internet il y a deux choses : ce que l'utilisateur voit, le site en lui-même, et ce qu'il ne voit pas, le *back-office*, à savoir la technologie utilisée. Les sites roumains peuvent être très forts en *back-office* car les informaticiens roumains sont parmi les meilleurs au monde. Preuve en est que beaucoup d'étrangers viennent faire de l'*outsourcing* en Roumanie. Mais il manque pas mal de choses. En premier lieu, le design. A l'image du cadre de vie en Roumanie, la rue, les espaces communs, les intérieurs, le Roumain n'est pas sensible,

ou du moins est indifférent au design, au « beau ». Cela génère des sites Internet avec ce que j'appelle un « design de bloc », réalisés par un ingénieur dans sa cuisine, qui pense que le design c'est de la programmation. Cela enlève toute crédibilité. En second lieu, l'ergonomie des sites ne facilite pas le parcours de l'internaute ; là aussi, c'est un savoir-faire qui ne s'improvise pas.

Regard : Miser sur Internet en Roumanie est une bonne affaire ?

A.A. : Il y a trois, quatre ans nous étions en plein boom de l'immobilier ; comparativement, les montants en jeu sur Internet étaient, et sont encore, plus petits. Personne ne s'intéressait à Internet et y investir paraissait aussi étrange que d'investir dans l'immobilier fin 1990. C'est en train de changer, des investisseurs, étrangers et locaux, regardent de près le secteur et investissent des montants à six chiffres en euros. Nous sommes cependant très loin d'une bulle car il y a un grand retard à rattraper en termes d'offres. Donc la réponse est oui, miser sur Internet en Roumanie reste une très bonne affaire sur le moyen et long terme. Mais le business est plus compliqué, il ne s'agit pas d'acheter un appartement et de le revendre. Cela implique des équipes, une stratégie. C'est un secteur où l'on verra plus de jeunes et moins d'anciens bergers, et il faut s'en féliciter. D'un autre côté, pour prolonger la comparaison, dans un business Internet il y a peu d'actifs ; dans l'immobilier, même en temps de crise, on peut toujours garder son bien et attendre. Sur Internet, soit le business marche, soit il ne marche pas et dans ce cas on a perdu sa mise de départ et son temps.

Regard : La publicité restera-t-elle la première source de revenus pour la plupart des sites, que ce soit en Roumanie ou ailleurs ?

A.A. : Elle reste une source de revenus très importante pour la plupart des sites, le média Internet a empiété sur la radio, la télévision et la presse. A l'étranger, il n'existe pas de plan média sérieux qui ne comprenne pas l'achat de pubs sur Internet. Mais ici, le retard à combler à ce niveau-là est important. D'abord parce que les média télé et papier ont longtemps été peu chers, ensuite parce que souvent les décideurs des grandes sociétés, donc les annonceurs, ne connaissent pas bien Internet et ses possibilités immenses. Ce second point est lié à un troisième : pendant longtemps, les pratiques des régies publicitaires et agences Internet, qui ont eu un rôle d'intermédiaire important entre les sites et les annonceurs, ont été obscures voire légalement répréhensibles. La pratique intolérable du « bakchich » à l'image d'autres secteurs de l'économie roumaine s'est développée. Cela est en train de changer plus ou moins rapidement. Le fait que les principaux

acteurs dans ce secteur soient des jeunes, le plus souvent de moins de 25 ans, participe à la volonté réelle, et qu'à titre personnel je mesure au quotidien, de vouloir faire les choses « bien » et non pas « à notre façon »...

Regard : Quelles parties d'Internet doivent ici se développer, que ce soit en termes de réseau ou de connexion ?

A.A. : Au niveau connexion, le pays est très bien situé avec un accès généralisé, du haut débit et des prix corrects. Viennent ensuite des points divers mais fondamentaux. Les moyens de paiement en ligne et leur développement sont une partie essentielle de l'écosystème. Or, pendant longtemps, les banques en Roumanie ne se sont pas intéressées au sujet car elles avaient plus à faire dans le « retail » et l'immobilier. Mais on est en train de passer d'une situation de monopole de fait à une offre plus concurrentielle. C'est très important car lorsqu'on est un site de e-commerce et que le processeur de paiement en ligne vous prend 4 ou 5 voire 7% sur chaque transaction et qu'il n'y a pas d'alternative, il n'y a pas de business, c'est la marge qui disparaît ! La logistique et donc

la possibilité de livrer son client par la poste ou bien par des services express à coût raisonnable est un point également important. Sur ce sujet, la concurrence est présente et donc des solutions correctes existent. Et puis il y a une donnée psychologique importante : la confiance. Ce n'est pas le sentiment le plus répandu dans le pays, il est donc normal que sur Internet les utilisateurs rechignent à se lancer. Cependant, après une première expérience positive, les comportements changent. J'ajouterai que si Internet peut être une source de désinformation voire de manipulation, c'est avant tout un lieu d'échanges et de transparence. Or, la transparence n'est pas la première chose qui me vient à l'esprit quand je pense à la société roumaine. Et les roumains sont plutôt individualistes. Heureusement, avec la dernière génération, qui n'a souvent plus de télé, Internet est devenu un outil naturel. C'est sans retour et je m'en réjouis. Peut-être qu'à l'avenir Internet pourra jouer un nouveau rôle, politique cette fois, comme cela a été le cas récemment dans les pays d'Afrique du Nord.

Propos recueillis par Laurent Couderc
Photo : D.R.

Regard : Comment le marché Internet roumain évolue-t-il ?

Alexandre Almajeau : Très vite, mais il est plutôt neuf. Il a commencé à « bouger » et être vu comme un business depuis trois, quatre ans. En Europe occidentale cela fait depuis plus de dix ans déjà, et aux Etats-Unis depuis quinze ans. La bonne surprise, si toutefois c'en est une, c'est que ce qui marche en Roumanie, c'est ce qui a marché aussi dans les autres pays. Les sites d'information, le e-commerce, les réseaux sociaux... Les Roumains ont très vite adopté le style de vie occidental, il est donc naturel

Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 61 pays
fédérant plus de 13.000 professionnels

www.mazars.com

Mazars, services intégrés en Roumanie

AUDIT

- Assurance : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information.
- Conseil : Evaluations ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets ; Transactions ; Due Diligence ; Audit de fiabilité ; Gestion du changement ; Procédure ; Propriétés.

CONSEIL FISCAL

- Fiscalité des entreprises ; Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Litiges avec les autorités fiscales ; Fiscalité indirecte ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux.

EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE

- Services de comptabilité : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables de Roumanie ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives.
- Gestion de la paie et des dossiers du personnel

CONSEIL JURIDIQUE

- Droit des sociétés ; Secrétariat juridique, Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Immobilier ; Droit de la concurrence ; Règlements UE ; Droit du travail et droit social ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle et droit des technologies de l'information ; Résolution des litiges et arbitrage.

Contact :
Jean-Pierre Vigroux - Managing Partner
Str. Economu Ciresescu, nr. 318, sector 6, Bucarest, Roumanie
Tel. / Fax : +4 031 225 2600 / 01 ; contact@mazars.ro / www.mazars.ro

LA ROUMANIE EST-ELLE SORTIE DE LA CRISE ?

Après deux années de récession sévère, la Roumanie est en passe de sortir du gouffre. Une promesse d'embellie qui appelle toutefois à la prudence, alors que dans l'ensemble de l'Europe la croissance économique s'annonce fragile.



Lors d'une conférence au siège de la Banque nationale de Roumanie en février dernier, Jeffrey Franks (au milieu), chef de la mission du Fonds monétaire international pour la Roumanie, affirmait que le pays était en train de se relever après deux ans de crise.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, le moindre indicateur économique est déséquilibré et examiné à la loupe. Et avec chaque secteur qui sort du rouge, les autorités se montrent un peu plus confiantes quant à un retour de la croissance. « Si la tendance actuelle se maintient, la Roumanie enregistrera une progression de son produit intérieur brut au premier trimestre », déclarait fin mars le Premier ministre Emil Boc. Techniquement, cela signifierait une sortie de récession, après que le quatrième semestre de 2010

avait déjà marqué une hausse – ne serait-ce que de 0,1% – du PIB.

Selon les chiffres fournis par l'Institut national des statistiques (INS), la production industrielle a progressé de 11,5% au cours des deux premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2010, tandis que les exportations ont bondi de 41,9%. Après avoir chuté de 19% en 2010, les ventes automobiles ont, elles, augmenté de 10%. « Les principales activités qui soutien-

nent l'économie, à savoir l'industrie, le commerce et le tourisme, ont enregistré des hausses à deux chiffres au cours des deux premiers mois de l'année », s'est félicité le président de la Commission nationale des prévisions économiques (CNP), Ion Ghizdeanu. Selon lui, la croissance au premier trimestre pourrait atteindre 1,3% par rapport au même trimestre 2010, et 0,5% par rapport au trimestre précédent (au bouclage de ce numéro, les chiffres pour le premier trimestre n'étaient pas encore sortis).

Une étude du cabinet de conseil PricewaterhouseCoopers montre que l'optimisme a également gagné les entrepreneurs. 43% des chefs d'entreprise déclarent ainsi s'attendre à voir leurs bénéfices progresser au cours des douze prochains mois. Un taux de confiance supérieur à la moyenne au sein de l'Union européenne. « Les chiffres sont effectivement encourageants, mais l'incertitude va persister et les autorités ne doivent surtout pas baisser la garde », souligne l'analyste financier Aurelian Dochia. En fait, beaucoup dépend de ce qui se passera en Europe et aux États-Unis, où la situation est loin de s'être stabilisée. « En Europe, la question de la dette souveraine est une bombe à retardement, nul ne sait quand elle va exploser. S'ajoute en outre la question des prix du pétrole et des matières premières qui ont atteint un niveau record ces derniers mois », ajoute-t-il.

« Mais nous avons des chances d'atteindre la croissance économique prévue par le Fonds monétaire international (FMI) pour 2011, soit 1,5% du produit intérieur brut. Même si des obstacles peuvent apparaître », conclut M. Dochia.

LES FONDS EUROPEENS : « UN POTENTIEL ENORME »

Parmi les risques, il évoque les tensions politiques, qui font que « toutes les initiatives du gouvernement sont bloquées » par l'opposition, ainsi que l'approche des échéances électorales de 2012, qui rend le gouvernement « plus sensible » au coût politique des réformes et donc moins enclin à les mettre en œuvre. Paradoxalement, la progression des recettes publiques de près de 10% au premier trimestre 2011 – une excellente nouvelle pour un budget assoiffé de fonds – risque de se transformer en un cadeau empoisonné. Car un allègement de la pression budgétaire risque d'affaiblir la volonté du gouvernement d'imposer de nouvelles mesures impopulaires, comme la restructuration des compagnies d'État non rentables. Cette mesure figure parmi les engagements de Bucarest auprès du FMI et de l'UE, dans le cadre de l'accord conclu avec les bailleurs de fonds en mars, qui prévoit également une poursuite du dégraissage de la fonction publique et une majoration au compte-gouttes des salaires des fonctionnaires. En vertu de cet accord, de type préventif, la Roumanie peut obtenir en cas d'urgence un crédit de 5 milliards d'euros. Mais, plus important, il agira comme un garde-fou contre toute tentation des autorités de s'écarter de la politique d'austérité adoptée l'année dernière, soulignent les analystes.

Pour le chef de la mission du FMI pour la Roumanie Jeffrey Franks, la clé d'une croissance économique saine réside en une meilleure utilisation des fonds mis à la disposition de la Roumanie par l'Union européenne, d'un montant total de 20 milliards d'euros jusqu'en 2013. « Les exportations et la production industrielle resteront les moteurs de l'économie, mais elles dépendent de la situation dans la zone euro, notamment. En revanche, l'absorption des fonds européens représente un potentiel énorme pour pousser la croissance », souligne-t-il. Le Premier ministre promet lui aussi des mesures pour accélérer l'utilisation de cet argent, dont le taux d'absorption reste le plus faible en Europe. Il assure en outre que 8,5 milliards d'euros seront consacrés en 2011 à des investissements, notamment dans les infrastructures.

Prévision de croissance du Produit intérieur brut en pourcentage :

	2010	2011	2012
EU10	2.1	3.1	3.8
Bulgarie	0.2	2.5	3.4
Tchéquie	2.5	2.2	2.7
Estonie	3.1	3.7	3.9
Lettonie	-0.3	3.3	4.0
Lituanie	1.3	4.3	3.2
Pologne	3.8	4.0	4.2
Roumanie	-1.3	1.5	4.4
Slovaquie	4.0	4.1	4.3
Slovénie	1.2	2.2	2.5
Hongrie	1.2	2.8	3.0

Selon une étude de la Banque mondiale, la Roumanie enregistrera en 2012 le taux de croissance le plus élevé parmi les dix derniers pays entrés dans l'UE (EU10), soit 4,4%. En revanche, la hausse du PIB prévue en 2011 – 1,5% – reste la plus faible de la région. À noter que la Banque mondiale prévoit un retour de la croissance pour l'ensemble de ces dix pays en 2011, mais à des rythmes différents. Toutefois, des risques demeurent, car si les exportations ont retrouvé leur niveau d'avant la crise, les investissements privés sont toujours faibles, en raison notamment du bas niveau de la demande et d'un secteur de la construction languissant, souligne le rapport. M.R.

Quoi qu'il en soit, même si une reprise de la croissance se confirme, cela ne se reflètera pas immédiatement dans les revenus des Roumains. « Le niveau de vie augmentera de manière différenciée. Une hausse sera visible dès cette année dans les secteurs industriels et notamment ceux qui exportent leur production, mais beaucoup plus tard dans la fonction publique », a récemment déclaré le gouverneur de la Banque nationale, Mugur Isarescu. Selon lui, les bénéficiaires des programmes d'aide sociale et surtout les retraités ne retrouveront leur niveau de vie de 2008 – année où l'économie roumaine tournait à plein régime – qu'en 2015.

Mihaela Rodina
Photo : Mediafax

CE QUE DISENT LES CHEFS D'ENTREPRISE

Un Baromètre de conjoncture économique a été réalisé en avril par la Chambre française de commerce, d'industrie et d'agriculture en Roumanie (CCIFER). Ce Baromètre est une enquête périodique, réalisée quatre fois par an, auprès des membres de la CCIFER.

Quel est le moral des chefs d'entreprise par rapport à l'évolution à court terme du contexte général, de leurs affaires et de l'attractivité de la Roumanie ? Le Baromètre de la CCIFER indique une amélioration de la perception globale de l'évolution du climat général dans le pays, sans pour autant que cela se reflète directement dans les affaires. Les commentaires qui ont accompagné le questionnaire mettent en évidence une prudence de la part des chefs d'entreprise (principalement français) qui conditionnent globalement la sortie de la crise à la volonté de proposer des politiques saines et structurées. « L'évolution de l'économie dépendra essentiellement de la capacité d'absorption des financements européens et des mesures de relance économique du gouvernement : des investissements dans les infrastructures et des politiques sectorielles cohérentes », a précisé l'un des participants. Actuellement, la CCIFER compte 320 membres et pour l'édition d'avril, le Baromètre a enregistré plus de 100 réponses. Source : CCIFER

QUESTION DE CAPITAL

Comme ailleurs, les investissements étrangers sont cruciaux pour la Roumanie, tant en termes de création d'emploi que pour la modernisation du pays dans son ensemble. Ils représentent, selon la Banque nationale roumaine, environ 50 milliards de dollars. Mais qu'en est-il du capital roumain ? Comment se positionne-t-il par rapport aux investisseurs étrangers ?

SELON LES CHIFFRES OFFICIELS,

seules sept compagnies figurant dans le top 100 des exportateurs ont un capital majoritairement roumain, et ne représentent qu'un peu plus de 5% du capital total de ces 100 premiers exportateurs. En 2009, leur chiffre d'affaires a été de 1 079 millions d'euros, sur un total de 19 000 millions d'euros pour l'ensemble du top 100. Suite à l'essor des exportations enregistré ces derniers mois, les choses ont pu changer légèrement, mais les données fondamentales demeurent les mêmes.

Face aux chiffres, il semble évident que le capital roumain ne joue plus qu'un rôle secondaire dans les principaux secteurs d'activités économiques tels que l'industrie mécanique, le pétrole, ou les hautes technologies. Avec un chiffre d'affaires de 312 millions d'euros en 2009, le plus important exportateur à capital roumain, Interagro, spécialisé dans l'agriculture, n'occupe que la 23e place dans le classement dominé, de loin, par Automobile Dacia (capital français), Nokia (capital finlandais), Rompetrol Rafinare (capital kazakhe), Arcelor Mittal (capital indien) et OMV Petrom (capital autrichien).

Pour ce qui est des finances, le constat est similaire : dans le classement des dix banques les plus importantes du pays (avec des actifs totalisant 342 milliards de lei en 2010), il n'y en a qu'une seule à capital intégralement roumain, CEC Bank, qui, en 2010, a occupé la 4e place, détenant 6,35% du total du marché.

Pas mal, mais loin derrière les ténors de la scène : BCR, racheté en 2006 par Erste Bank (19,8% des actifs), et BRD-Société Générale (13,8% des actifs).

Une situation qui pousse certains à des commentaires plutôt protectionnistes. En juin

« La classe politique a fait cadeau de la partie la plus importante des actifs stratégiques du pays »

2010, Nicolae Tucunel, vice-président de la Chambre nationale d'industrie et de commerce, et proche du Parti social démocrate (opposition), a voulu tirer la sonnette d'alarme : « Le capital roumain ne représente que 15% de l'économie du pays, c'est la raison pour laquelle le gouvernement ne dispose plus des leviers nécessaires pour redresser l'économie (...) Et cela risque de s'aggraver, car avec la crise, davantage de sociétés roumaines ont été rachetées par des grands groupes étrangers. » Raul Ciurtin, président d'Albalact, la plus grande société à capital entièrement roumain sur le marché des produits laitiers, affirme de son côté que « les banques étrangères proposent aux agriculteurs roumains des crédits à des taux d'intérêt de 20%, tandis qu'en Hongrie ou en Pologne les agriculteurs ont accès à des crédits avec des taux de 6% ».

Même vision des choses du côté de l'analyste économique et ancien ministre Ilie Serbanescu, qui dénonce l'absence de l'Etat : « La classe politique a fait cadeau de la partie la plus importante des actifs stratégiques du pays, ressources naturelles, banques, services publics, au capital privé, principalement étranger », soutient-il. « Le comble, c'est que les entrepreneurs roumains ont appuyé cette stratégie qui, en réalité, les a mis hors jeu. Ils l'ont fait probablement parce qu'ils croyaient pouvoir en profiter, mais n'ont eu au final que des miettes. » Plus nuancé, Florin Pogonaru, président de l'Association des hommes d'affaires de Roumanie (AOAR), explique que « le milieu des affaires roumain manque de capital, mais aussi de savoir-faire pour absorber les fonds européens. Il y a de bonnes intentions, mais aussi beaucoup de bureaucratie et une trop grande inertie, surtout sur le plan législatif ».

Quoi qu'il en soit, comme l'affirme le journaliste Laurentiu Rosoiu de la revue *Forbes Romania*, la question du poids du capital roumain dans l'économie nationale serait un « faux problème »... « Au-delà des effets visibles des investissements étrangers, en

« L'apport des investissements étrangers est essentiel pour que la Roumanie puisse rattraper son retard »

termes de création d'emploi, de rentrées fiscales pour l'Etat, leur apport est essentiel pour que la Roumanie puisse rattraper son retard par rapport aux autres pays européens. Sans eux, nous n'aurions jamais pu améliorer la productivité et la rentabilité des différents secteurs d'activités économiques du pays. Sans parler du professionnalisme et de la transparence que les grandes multinationales ont imposés, eux aussi cruciaux pour la modernisation de notre pays. »

Rasvan Roceanu



Lafarge este lider mondial în industria materialelor de construcții, deținând poziții de vârf cu toate diviziile sale: Cement, Agregate & Betonare și Căpi.

În 2010 și pentru al zecelea an consecutiv, Lafarge a fost clasificată printre „cele mai mari 100 de companii din lume”.

Prin intermediul celor mai importanți centri de cercetare în domeniul materialelor de construcții din lume, Lafarge planșează inovația în cadrul priorităților sale, într-un domeniu de a realiza construcții durabile și creativitatea arhitecturală.

LAFARGE
din viața materialelor

CHIFFRES SUR LES SALAIRES

Fin avril, l'Institut national des statistiques révélait qu'en octobre dernier, deux tiers des salariés du pays (62%, soit 2,58 millions de personnes) gagnaient moins de 1500 lei brut par mois (environ 375 euros), dans les proportions suivantes : 65,7% des femmes et 58,4% des hommes actifs. Concernant le nombre total de salariés, celui-ci a chuté de 4 872 900 en octobre 2008 à 4 162 500 en octobre 2010. Le salaire moyen brut, toujours en octobre 2010, était de 1 721 lei mensuel (environ 430 euros). L.C.

Miser sur le vent

Transelectrica a approuvé 186 projets de centrales éoliennes, dont la puissance totale installée sera de plus de 7000 Megawatts, a annoncé fin avril Stelian Gal, directeur général de Transelectrica. Les vingt projets les plus importants cumuleront 4000 Megawatts et coûteront 6,4 milliards d'euros aux investisseurs. Le revers de la médaille est que, pour subventionner ces projets d'énergie renouvelable, le gouvernement devra dépenser 10,5 milliards d'euros d'ici 2020. En 2010, la Roumanie a occupé la septième place en Europe pour la production d'énergie éolienne, avec une capacité totale installée de 448 Megawatts. R.R.

PLEIN DE PROJETS

Transports, énergie, infrastructures, le gouvernement roumain cherche des fonds privés pour moderniser le pays, a récemment déclaré le Premier ministre Emil Boc. Dans un plan de relance économique basé sur le partenariat public-privé, la Roumanie veut attirer encore plus d'investisseurs. Selon le Premier ministre, le programme prévoit notamment la construction de quatre autoroutes d'une longueur totale de 550 km, d'un canal reliant Bucarest au Danube (voir article page 54), et de deux nouveaux réacteurs pour la centrale nucléaire de Cernavoda (un projet estimé à 4 milliards d'euros). Prévue depuis plusieurs années, l'extension de la centrale semble être toujours une nébuleuse après la décision de quatre de ses six actionnaires de se retirer. Autres projets conséquents, la construction d'une hydrocentrale à Tarnita-Lapusesti (département de Cluj), d'une centrale thermique à Doicesti (département de Dambovită) et du tronçon roumain du gazoduc AGRI devant acheminer du gaz naturel liquéfié d'Azerbaïdjan vers l'Europe occidentale. J.T.

Pas que du petit bricolage

Dedeman, la chaîne de bricolage leader du marché en Roumanie, vise un chiffre d'affaires de 400 millions d'euros cette année et l'ouverture de quatre ou cinq nouveaux magasins. Dedeman a inauguré, mi-avril, son 23e hypermarché à Drobeta Turnu-Severin, une surface de plus de 11 000 mètres carrés. Les frères Dragos et Adrian Paval (67e dans le top 300 des Roumains les plus riches), co-propriétaires de la chaîne, misent sur une augmentation de 10% des revenus en 2011 par rapport à 2010. Sur le marché roumain, Dedeman devance Praktiker, Bricostore et bauMax-x. R.R.

L'EGLISE DONNE, ET PRETE

Début mai la Métropole de Moldavie et de Bucovine a annoncé qu'elle allait mettre en place une caisse d'aide aux croyants. Ces derniers pourront y effectuer des emprunts à un taux de 6%. Deux conditions : être chrétien orthodoxe et avoir des revenus constants. Pour l'instant, l'emprunt maximum sera limité à 5000 lei (environ 1250 euros). L'inscription à cette « institution financière non bancaire » est de 35 lei et la cotisation mensuelle de 30 lei, auxquels s'ajoutent 2 lei qui constitueront un fonds d'aide. Quelques jours après son ouverture, 14 personnes s'étaient déjà inscrites, dont le Métropolitain de Moldavie et de Bucovine IPS Teofan. L.C.

LES CHANTIERS REPRENENT

400 millions d'euros, c'est la valeur totale des projets d'immeubles de bureaux qui vont démarrer ou redémarrer cette année à Bucarest, a récemment annoncé Ziarul Financiar. Un de ces projets, Sky Tower, un immeuble de 36 étages, sera financé par Raiffeisen Evolution et construit par la société autrichienne Strabag. Quant à la compagnie Proiect Bucuresti, elle a reçu l'accord pour construire un immeuble situé en plein centre-ville d'une surface totale de 30 000 mètres carrés. A son tour, l'homme d'affaires George Copos s'est associé à la compagnie GTC pour construire Ana Tower, un immeuble de 33 000 mètres carrés, tandis que l'investisseur Anchor Group pourrait reprendre les travaux de construction du mall Anchor Plaza Metropol, gelés depuis 2009. Rasvan Roceanu

LA ROUMANIE PEU COMPETITIVE SUR LE LITTORAL

Les stations roumaines de la mer Noire n'ont pas vraiment le vent en poupe. Car leurs rivales attirent toujours plus de touristes, notamment roumains, en proposant un rapport qualité-prix assez imbattable.

La Bulgarie et la Grèce ont déjà annoncé des prix jusqu'à 20% moins chers que l'an dernier. En Bulgarie, une nuit d'hôtel coûte en moyenne entre 15 et 30 euros par personne, et les paquets touristiques de cinq jours, tout inclus, dépassent rarement 300 euros. De leur côté, les Grecs ont renoncé aux taxes d'aéroport pour toutes les grandes stations, y compris celles sur les îles. Ceci étant, les professionnels du tourisme roumain commencent à répondre, et de façon plutôt savante : ce sera gratuit pour les tout-petits, avec des lits pour bébés, des chaises hautes pour les repas, des menus et boissons adaptés à l'âge, des appareils pour stériliser les biberons et des poussettes pour les promenades... « C'est bien pensé car nous ne devons plus emporter toutes ces affaires avec nous », affirme Mihaela, mère d'une petite fille de 7 mois. Le paquet touristique « Prichindel », pour les enfants ayant entre 3 et 7 ans, comprend un lit supplémentaire, la moitié du menu d'un adulte, des jus naturels et de l'eau plate, et le paquet « Junior » (7-14 ans) inclut un lit supplémentaire et la moitié du menu d'un adulte. Mais les opérateurs roumains n'ont fait des réductions que de 10% par rapport à l'année dernière. Une nuit dans un hôtel 3 étoiles coûtera environ 50 euros. Carmen Constantin. Photo : Marius Suditu L.C.

GRUIA DUFAUT
AVOCATS – PARIS & BUCAREST

6 Avenue George V
75008 Paris – France
Tél. : + 33 (0)1.53.57.84.84
Fax : + 33 (0)1.49.52.07.85
E-mail : paris@dgd-conseil.com

Boulevard Hristo Botev n° 28
Sector 3 – Bucarest – Roumanie
Tél. : + 40.21.305.57.57
Fax : + 40.21.305.57.58
E-mail : bucarest@dgd-conseil.com



Dana GRUIA DUFAUT
Avocat aux Barreaux
de Paris et de Bucarest

**Fondateur du cabinet
GRUIA DUFAUT**

Loredana VAN DE WAAERT

Avocat au Barreau
de Bucarest
Associé



Le Cabinet GRUIA DUFAUT, présent en Roumanie depuis 1990, fort d'une équipe solide d'avocats et de juristes roumains, tous francophones et francophiles, accompagne les investisseurs sur ce marché avec des services clefs en mains pour leur installation, puis suit localement le déroulement de leurs affaires au quotidien.

Nos domaines d'intervention, sont en matière de:

- droit des sociétés;
- fusions – acquisitions;
- droit commercial;
- droit fiscal;
- droit immobilier;
- droit social;
- propriété intellectuelle;
- droit de la concurrence;
- litiges et arbitrages.

**PROTÉGER VOTRE INVESTISSEMENT EN ROUMANIE,
C'EST NOTRE SAVOIR-FAIRE**

**NOTRE RÉUSSITE,
EST CELLE DE NOS CLIENTS**

L'ETAT, UN BON CLIENT

La pratique est courante, et se retrouve partout en Europe: faire des affaires avec l'Etat peut rapporter gros, grâce notamment à des actes additionnels aux contrats pas toujours très clairs. La Roumanie n'y échappe pas, loin de là. Du pain béni pour la presse locale qui a révélé nombre de ces « arrangements ».

« APRES MON ARRIVEE A LA TETE DU ministère, j'ai découvert des contrats dont la valeur avait augmenté de 170% après la signature » déclarait, indignée, Anca Boagiu, ministre des Transports, lors de la conférence « L'infrastructure routière – le pari de l'année 2011 » qui a eu lieu au mois de mars à Bucarest. La ministre ne faisait que reconnaître une réalité souvent commentée par la presse : en dépit des coupes budgétaires, l'Etat demeure le client idéal pour les sociétés commerciales qui ont les « bons contacts », et maîtrisent les rouages du système.

Le cas de la nouvelle patinoire de Brasov a notamment fait beaucoup de bruit. Selon *Gazeta Sporturilor*, elle a été payée par le ministère du Développement régional et la mairie de la ville, 12 millions d'euros, c'est-à-dire trois fois plus qu'une patinoire de même capacité et de mêmes dimensions construite en Hongrie, à Miskolc, qui n'a coûté que 4 millions d'euros... Le constructeur de Brasov, la compagnie MBS, propriété du conseiller local PDL (Parti démocrate libéral, au pouvoir) de Turda, Gabriel Silagyi, a exigé initialement 8 millions d'euros, mais la somme



La ministre des Transports Anca Boagiu (à droite) souhaiterait mettre un peu d'ordre dans les contrats publics.

pléments de dépenses de plus de 10% par rapport à la valeur initiale du contrat.

La ministre se montre ainsi plus intransigente que la présidente de l'Autorité de réglementation des acquisitions publiques, Cristina Traila, qui, en juin 2010, annonçait que le gouvernement allait adopter une Ordonnance d'urgence suite à laquelle les actes additionnels ne pourraient plus dépasser 20% de la valeur initiale du contrat, les augmentations de 50% n'étant acceptées qu'à titre d'exception. Annonce peu convaincante pour le sénateur Sorin Bota, chef du département transports et infrastructures au PSD (Parti social démocrate, opposition). « Les constructeurs savent pertinemment que la somme qu'ils ont proposée pour remporter un contrat ne sera pas suffisante, et qu'à la fin, le prix réel sera le double de celui avancé initialement », soutient-il.

Le sénateur PSD dénonce par ailleurs que les contrats sont souvent octroyés directe-

ment aux compagnies, sans appel d'offres. Des accusations qui ne sont pas purement politiques. Toujours selon *Gazeta Sporturilor*, le contrat pour la patinoire de Brasov a été par exemple accordé à MBS sans appel d'offres. L'habitude « d'offrir » des contrats à certaines sociétés commerciales « agréées » serait très répandue. Le quotidien *Romania Libera* présentait, il y a un an, une liste de 17 sociétés commerciales qui, après avoir financé la campagne du PDL pour l'élection présidentielle de 2009, ont été « récompensées ». Ainsi, Transilvania Constructii SA, qui a fait une donation de 435 000 lei pour la campagne, a obtenu, à Cluj, plusieurs contrats avec la municipalité et le Conseil départemental pour une valeur totale de 121 millions de lei. UMR SA, qui a donné 300 000 lei, a remporté 60 contrats avec des sociétés commerciales d'Etat, pour une valeur totale de 142 millions de lei. Plus modeste, la société Bercas SA, qui a offert 120 000 lei en 2009, a remporté ensuite des contrats totalisant 3,3 millions de lei. *Romania Libera* remarque que certaines

de ces sociétés ont aussi bien financé la campagne du PDL que celle du PSD.

Autre anomalie : des dizaines de millions d'euros seraient payées par l'Etat ou les autorités locales suite à des erreurs qui leur sont imputables. Selon le quotidien en ligne *ziarulnational.ro*, la mairie de Bucarest, par exemple, a dû dépenser 100 millions de lei de plus que prévu pour les expropriations nécessaires à la construction du Passage Basarab, expropriations dont le coût aurait été sous-estimé initialement. Le quotidien *Jurnalul National*, à son tour, affirme dans son édition du 7 janvier que la Compagnie nationale des autoroutes et routes nationales (CNADNR) a payé 87 millions d'euros aux différents constructeurs à titre de dédommagements. Ces dédommagements sont le résultat de « claims » (exigences, revendications) qui font suite à des erreurs techniques reconnues par la CNADNR. Les constructeurs, naturellement, exploitent ces erreurs sans états d'âme. « Dans la plupart des cas, écrit *Jurnalul National*, les fonctionnaires de la CNADNR qui s'occupent du projet donnent de mauvaises réponses aux demandes des constructeurs, ou pas de réponse du tout. De cette façon, les constructeurs obtiennent des millions d'euros de dédommagements. »

A noter que selon certains spécialistes, les « claims » viennent du fait que les autorités roumaines ont accepté de conclure les contrats d'infrastructures selon les règles de la Fédération internationale des ingénieurs consultants (FIDIC), règles qui, semble-t-il, ne sont pas adaptées à la loi roumaine, et donc souvent inapplicables. La ministre Anca Boagiu reconnaît la situation puisqu'elle a affirmé à la conférence sur l'infrastructure routière du mois de mars ne pas être contre les « claims », mais qu'elle n'accepterait pas que celles-ci « deviennent une source permanente de revenus ». A noter que, toujours selon la loi roumaine, les sommes obtenues par les constructeurs à titre de dédommagement sont exemptées d'impôts...

Rasvan Roceanu
Photo : Mediafax

DES PARLEMENTAIRES PAS MAUVAIS EN AFFAIRES

48 des 334 membres de la Chambre des députés ont conclu ces dernières années des contrats avec l'Etat pour une valeur totale de presque 225 millions d'euros, affirme le site www.cursdeguvernare.ro qui cite les déclarations officielles déposées par les députés eux-mêmes et publiées sur le site du Parlement. Parmi les 48, 18 sont membres du PDL, 12 sont membres du PNL, 11 représentent le PSD, 6 l'UDMR (parti de la minorité hongroise) et un seul membre du Groupe des autres minorités nationales. Florin Anghel, député PDL, a conclu à travers sa compagnie FIBEC SA des contrats totalisant plus de 12 millions d'euros avec une dizaine de mairies. La compagnie Polaris Holding, propriété d'Eduard Stelian Marin, député PSD, a signé des contrats de plus de 2 millions d'euros avec plusieurs institutions gouvernementales et sociétés d'Etat. Marin Bobes, député PDL, grâce à sa compagnie Serena 94, a conclu des contrats totalisant plus de 3 millions d'euros avec plusieurs mairies. Mihai Lupu, député PNL, a conclu quatre contrats avec la société publique Hidroelectrica pour 150 millions d'euros. Ion Dumitru, député PSD, au nom de la compagnie de son fils, a conclu 11 contrats avec plusieurs mairies pour 1,8 million d'euros. Et la liste continue.

Redescoperim împreună energia pentru o viață mai simplă



Viața devine mai ușoară când toată energia unui lider mondial este pusă în slujba confortului dumneavoastră:

gaze naturale pentru confortul casei dumneavoastră	pachete complete de încălzire individuală prin ExpertGaz	electricitate și soluții personalizate pentru companii	verificare promptă și atentă a instalațiilor de gaze naturale și a centrelor termice prin Asgiaz
monitorizare permanentă a consumului și a plăților prin Agenția Online	scos rapid la Factura transmisă prin e-mail	Call Center dedicat	

www.gdf-suez-energy.ro
Call center: București, 021.9395*. Arde Județ, (prețuri locale) 0267*
*Apelul este liber în cadrul rețelei de comunicații fixe, dar poate fi scutit, în funcție de operator, de taxe de servicii.

GDF SUEZ

REDESCOPIREM ENERGIA

Riche en hydrocarbures, largement dotée en installations hydro-électriques et détentrice de la technologie nucléaire, la Roumanie possède un système de production énergétique important et diversifié. Qui demande cependant à être davantage exploité et entretenu. Aureliu Leca, qui fut directeur de l'ancienne Régie autonome d'électricité (RENEL) entre 1991 et 1998, membre de l'Académie des sciences techniques, fait le point sur la situation.

« LA ROUMANIE PERD ENTRE 30 ET 35% DE L'ENERGIE QU'ELLE PRODUIT »

Regard : Pourquoi le plus gros consommateur d'énergie en Roumanie reste aujourd'hui le système de chauffage urbain des grandes agglomérations ?

Aureliu Leca : Ce que l'on appelle le *district heating*, ou chauffage urbain, s'est développé en Roumanie dans les années 1960 d'après le modèle soviétique. Ces centrales de « termoficare » ou cogénération ont été construites autour des grandes villes dans le but de chauffer non seulement les habitations, mais aussi d'alimenter en énergie les plateformes industrielles. La récession économique des années 1990 a obligé la majorité de ces industries à mettre la clef sous la porte. Aujourd'hui, ces centrales sont donc surdimensionnées et ne fonctionnent que durant les

six mois d'hiver pour alimenter les villes en chauffage et le reste de l'année pour produire de l'eau chaude ménagère, ce qui ne représente pas plus de 20% du total de leur capacité de production énergétique thermique.

Regard : Et les pertes énergétiques de ce chauffage urbain sont connues pour être importantes...

A. L. : A la source, c'est-à-dire dans les centrales de cogénération, les pertes sont déjà d'environ 20 à 25% du fait de la vétusté des technologies utilisées. Lors du transport de l'eau chaude, qui se fait par le biais de conduites dont la durée de vie est dépassée, les pertes sont là aussi d'environ 20 à 25%. Il existe enfin des pertes dans les habitations. Sept millions de personnes, soit un tiers de la population roumaine, vivent dans des immeubles de type communistes. Construits rapidement et avec du matériel bon marché, ces bâtiments enregistrent des pertes énergétiques de 40 à 50%. Du combustible consommé dans les centrales jusqu'aux habitations, les pertes énergétiques se situent généralement entre 50 et 78%.

Regard : Il existe toutefois un programme national pour réhabiliter thermiquement ces immeubles...

A. L. : Sur les 80 600 immeubles existant en Roumanie, seuls 800 ont été réhabilités à ce jour. Donc moins d'1%. Dans ces immeubles, la facture a été réduite de 40 à 50% grâce aux isolations. C'est donc la solution pour limiter les pertes d'énergie, mais elle n'est pas traitée de façon adéquate. Au rythme actuel, il faudra cent ans pour isoler tous les immeubles du pays. Je pense effectivement que le principal problème énergétique de la Roumanie est celui du chauffage urbain. En plus de la réhabilitation des immeubles, il faut remplacer les centrales de cogénération, qui sont vieilles et ne répondent pas aux normes de l'Union européenne. Pour cela, nous avons besoin d'environ cinq à six milliards d'euros. Il faut donc attirer des investisseurs étrangers.

Regard : Comment les ressources énergétiques du pays sont-elles réparties ?

A. L. : La Roumanie possède ce que l'on appelle un « mix » équilibré. C'est-à-dire que nous utilisons différentes ressources, en proportions à peu près égales, pour produire notre énergie. Le charbon, dont la majorité est autochtone et une petite partie est importée, représente environ 35% de notre

production d'énergie. Les hydrocarbures, gaz et pétrole, environ 25%. L'énergie hydraulique représente entre 25 et 30%. Et enfin l'énergie nucléaire couvre 18%.

Regard : La Roumanie peut-elle compter sur ses réserves en gaz naturel et en pétrole ?

A. L. : Nous possédons des réserves en pétrole pour les quinze années à venir, sur la base de la consommation actuelle qui est très faible. En ce qui concerne le gaz naturel, qui est fondamental pour notre pays, nous pouvons compter sur nos propres ressources pour les trente prochaines années. Sous réserve que celles-ci soient soutenues par des importations, qui représentent actuellement entre 30 et 40% de notre consommation et qui proviennent d'un fournisseur unique, la compagnie russe Gazprom. Le deuxième combustible sur lequel notre pays peut se baser est le charbon. Mais nos ressources actuelles ne dureront pas plus de 50 ans et ce combustible a le désavantage d'émettre beaucoup de dioxyde de carbone. Enfin, le troisième type de ressource significatif est l'hydraulique. A l'heure actuelle, la Roumanie enregistre des pertes de 30 à 35% du total de l'énergie qu'elle produit. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elle a toujours été un pays riche en pétrole et en gaz et que la culture de l'économie d'énergie est très peu développée.

Regard : La Roumanie compte aujourd'hui deux réacteurs nucléaires, deux autres sont en projet. Après la catastrophe de Fukushima au Japon, que pensez-vous de la voie nucléaire ?

A. L. : Selon moi, la Roumanie a besoin de ces deux nouveaux réacteurs. Evidemment, ce qui s'est passé au Japon a démontré qu'aucune technologie n'est sûre à 100%. Mais notre

« Le principal problème énergétique de la Roumanie est celui du chauffage urbain »

pays doit assumer ce risque car il n'a pas d'autre alternative pour compléter son besoin d'énergie et maintenir ce « mix » équilibré. Pour ce secteur, je suis en faveur d'une décision réfléchie et non pas basée sur l'émotion.

Regard : On parle beaucoup du potentiel éolien de la Roumanie ces derniers temps. De nombreux projets ont été lancés, notam-

ment en Dobrogea. Qu'en est-il réellement ?

A. L. : Le secteur de l'éolien en Roumanie est, actuellement, considéré comme une « bulle ». C'est un marché surdimensionné et surchauffé. De plus, l'introduction de l'électricité produite par des éoliennes dans le réseau national augmente les prix de l'énergie. Tout simplement parce que l'énergie renouvelable coûte plus cher à la production et doit bénéficier de subventions pour devenir compétitive. Ces subventions se matérialisent par des certificats verts, qui sont supportés par les producteurs d'énergie conventionnelle. En d'autres termes, n'importe quelle centrale thermoélectrique sera obligée d'utiliser 10% d'énergie verte à partir de l'année prochaine. En dehors de cet aspect, l'éolien pose un autre problème : celui de l'évacuation de l'énergie. En Dobrogea, l'énergie produite par la centrale nucléaire de Cernavoda est évacuée par deux lignes à haute tension, qui vont devenir insuffisantes lorsque les deux nouveaux réacteurs seront en fonctionnement. Il faut donc construire de nouvelles lignes électriques de haute tension. Ces investissements doivent être faits par Transelectrica, la société d'Etat qui gère le réseau électrique. Mais Transelectrica est dépassée. Plus que l'énergie renouvelable, ce qui manque aujourd'hui à la Roumanie est la capacité d'économiser son énergie.

Propos recueillis par Jonas Mercier
Photo : Mihai Barbu

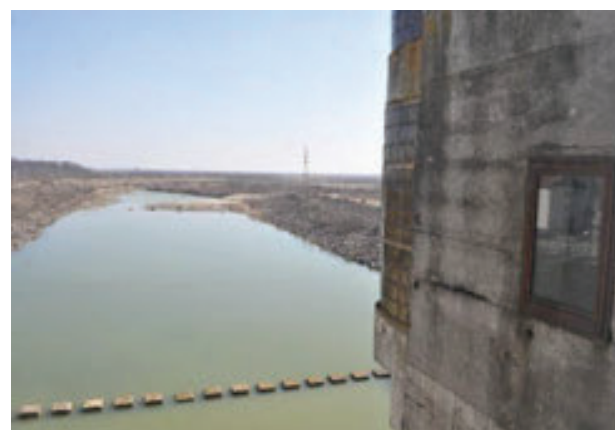
UN LIVRE BLANC POUR ECONOMISER L'ENERGIE

Dix clefs pour aider le système énergétique de la Roumanie à se développer et profiter des opportunités importantes qui s'annoncent... Voilà en substance ce qu'a proposé la France aux autorités roumaines, par le biais de son ambassade à Bucarest, de sa Chambre de commerce et de ses conseillers pour le commerce extérieur. Dix propositions réunies dans un livre blanc présenté le 13 avril dernier pour améliorer l'efficacité énergétique, favoriser l'équité et poursuivre l'harmonisation européenne. « C'est un ensemble de petites améliorations qui peuvent conduire rapidement à des résultats concrets », note Yvonnick David, membre du conseil d'administration de la Chambre française de commerce et d'industrie, qui ajoute que ce document a été rédigé dans un « esprit positif et de collaboration ». J. M.

BUCAREST, VILLE PORTUAIRE ?

Le barrage de Mihailesti, situé à 30 km au sud de Bucarest sur la DN6, dans le département de Giurgiu, est la seule construction terminée du projet de canal Danube-Bucarest, démarré par Nicolae Ceausescu en 1986. Désormais géré par le ministère des Transports, ce projet pourrait voir le jour.

Bucarest, 5e capitale portuaire sur le Danube... Tel était l'idée de départ de l'ancien dictateur. Et pour sa réalisation, les habitants avaient dû payer un prix élevé : deux villages et deux cimetières furent rasés. « Jusqu'à la chute du régime, 80% du projet était déjà construit. Mais ce pourcentage n'est plus valable aujourd'hui car les constructions se sont beaucoup détériorées et ont été vandalisées », commente Leonard Dobre (en photo), ingénieur électricien du barrage depuis sa réalisation.



L'immense lac d'accumulation de Mihailesti a une capacité de 100 millions de mètres cubes d'eau. Les pêcheurs du village et de Bucarest s'y rendent le week-end. Depuis l'arrêt des travaux en 1990, le lac sert surtout à contrer les inondations, et à la production d'énergie grâce à une micro hydrocentrale. Il pourrait aussi alimenter Bucarest en eau potable, mais le réseau ne sert aujourd'hui qu'à l'irrigation des terres. Sur les bords du lac, quelques grandes villas, et par endroits des amas d'ordures. Le projet de canal Danube-Bucarest semble bien enterré, mais pourrait cependant reprendre (voir encadré). L'idée de départ était, grâce au barrage, de rendre la rivière Arges navigable en régulant son cours. Trois ports avaient même été pensés : Oltenita, I Decembrie et Glina (rivière de Dambovit).



En 2010, la ministre du Développement durable et du tourisme, Elena Udrea, avait proposé de relancer le projet de canal Danube-Bucarest pour l'inclure dans « La stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube ». L'idée de cette « stratégie » est de réduire le décalage économique entre les pays du cours supérieur du fleuve (Allemagne, Croatie, Slovaquie, République tchèque, Autriche et Hongrie) et les pays du cours inférieur (Serbie, Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Roumanie, Moldavie et Ukraine). Mi-avril, malgré les réticences d'organisations environnementalistes qui craignent que l'équilibre de l'écosystème du Danube soit mis à mal, la Commission européenne a décidé d'adopter le projet, soit un investissement d'environ 100 milliards d'euros pour les 14 pays impliqués. Le canal Danube-Bucarest pourrait ainsi voir le jour, ainsi que deux grands ponts sur le fleuve.

Texte et photos : Mihaela Carbanaru

NOUVELLE RENAULT LATITUDE ON NE PEUT PAS RÊVER MIEUX POUR SE DÉTENDRE.



www.renault.ro

DRIVE THE CHANGE



Proportions équilibrées, lignes élégantes, siège conducteur avec système massant à 4 modes, ioniseur d'air, double diffuseur de parfum, motorisations performantes dont 3.0dCi V6 240 ch. Avec la nouvelle Renault Latitude, luxe, raffinement, détente et technologie ne font qu'un.

Emissions CO2 en cycle mixte : 188g/km. Consommation en cycle mixte : 7,2 l/100 km. Recyclable à 95%. Pour plus de détails, consultez notre site internet (www.renault.ro) ou visitez nos concessionnaires Renault.

Renault recommande **elf**

Le chef d'orchestre français Alain Pâris connaît l'orchestre George Enescu depuis 1982, lorsqu'il est venu pour la première fois à Bucarest pour le diriger. Et depuis 1999, il vient chaque année dans la capitale roumaine. Alain Pâris, qui a dirigé une soixantaine d'orchestres, dit entretenir une relation de « vieux copains » avec les instrumentistes de l'Athénée roumain.

« LA ROUMANIE EST UN RESERVOIR D'INSTRUMENTISTES POUR LES ORCHESTRES DU MONDE ENTIER »



Regard : Comment a évolué votre collaboration avec l'orchestre George Enescu de Bucarest depuis votre première rencontre ?

Alain Pâris : Je les ai dirigés pour la première fois au mois d'avril ou mai 1982. C'était une autre époque, et l'orchestre n'était pas du tout le même. En termes de qualité sonore tout d'abord, et pour une bonne raison : ils avaient des instruments à vent et des percussions dans un état vraiment déplorable. En ce qui concerne les instruments à vent, il y avait un réel problème, car les musiciens vivaient sur un patrimoine qui remontait à une époque antérieure à l'arrivée du communisme et comme ils ne pouvaient pas en acheter dans le monde occidental, il n'y avait pas moyen d'en changer. Ces instrumentistes faisaient vraiment des miracles sur des instruments

obsolètes, certains n'avaient plus toutes leurs pièces... C'était du sport ! Les instruments à cordes n'étaient pas au top non plus, mais ils ne gênaient pas trop l'école de cordes roumaine, dont le niveau a toujours été très élevé. A partir de 1990, la situation a heureusement changé, et on trouve aujourd'hui à Bucarest les mêmes instruments que

dans le monde entier. Mais je dirais que les mentalités ont changé plus vite que la qualité de l'orchestre. Pendant une dizaine d'années, les pages se sont tournées un peu dans le désordre. D'ailleurs, avec le recul, les musiciens roumains le reconnaissent. Et c'est normal, car après une révolution, on ne peut pas effacer du jour au lendemain ce qui

s'est passé pendant quarante ans, il faut tout reconstruire petit à petit. Mais aujourd'hui, le problème est autre : les réductions de salaire du personnel public affectent les musiciens, ils en souffrent énormément. Je sens une tension, ils sont démotivés, et il faut déployer des trésors d'imagination pour arriver à les sortir de ce marasme. C'est une période très dure en ce moment.

REGARD : Quelle est la spécificité de l'orchestre George Enescu ?

A. P. : Il y a une tradition des instruments à cordes, la Roumanie est un réservoir pour les orchestres du monde entier dans le domaine. On trouve des violonistes roumains absolument partout. Je me balade dans les quatre coins du monde et je revois dans

« Si vous êtes là à les porter, à les stimuler, ces musiciens sont prêts à tout »

différents orchestres des Roumains que j'ai connus ici (à l'orchestre George Enescu, ndlr) ou ailleurs et qui, eux aussi, se sont beaucoup baladés.

Regard : Il y a deux ans, les musiciens de l'orchestre George Enescu ont accusé la direction de corruption et ont refusé de jouer avec la première violoniste, Anda Petrovici. Ce conflit s'est terminé par le départ de Cristian Mandeal, le directeur général. Comment avez-vous vécu cette crise ?

A. P. : Eux ont appelé cela une révolution. Moi, je suis arrivé six mois après que tout se soit passé, mais l'ambiance était toujours très tendue. C'est un épisode rarissime dans la vie d'un orchestre. Je n'ai jamais entendu parler d'une telle situation. Aujourd'hui, il y a encore beaucoup de blessures ouvertes. Et la crise économique est venue en rajouter une couche. Quand les choses auraient pu commencer à s'apaiser, le mécontentement a été ravivé. Nous, Français et Roumains, nous sommes des latins, et nous avons les mêmes qualités et les mêmes défauts. Les qualités sont la vivacité et la rapidité de compréhension. Les défauts, c'est le côté individualiste, indiscipliné, moqueur qui, en période de crise, n'offre aucune base pour réagir.

Regard : Quel est le niveau de l'orchestre George Enescu ?

A. P. : Il est très difficile de parler de niveau. On ne classe pas les orchestres comme des

équipes de foot, il n'y a pas de critères. Ici, ça dépend des périodes. Cette année, on a travaillé dur car le programme était difficile. On a joué des œuvres que les musiciens ne connaissaient pas. Après la répétition générale, je n'aurais jamais imaginé que le concert allait être aussi bon. Sincèrement, ils ont une marge de réserve qui est incroyable. Si vous êtes là à les porter, à les stimuler, ils sont prêts à tout.

Regard : Les musiciens de l'orchestre George Enescu sont-ils restés les mêmes depuis la chute du communisme ?

A. P. : Après 1990, il y a eu une hémorragie terrible chez les musiciens roumains. A l'époque du communisme, cela existait déjà, mais à dose homéopathique. D'ailleurs une petite plaisanterie courait dans le monde musical : qu'est-ce qu'un orchestre symphonique roumain qui revient d'une tournée en Occident ? Réponse : un quatuor à cordes (rire...). Les Roumains la racontaient même entre eux. Tous ceux qui ont pu émigrer, et en France nous en avons largement profité, ont choisi la porte de sortie tant la vie était dure, et tant ils avaient le capital pour réussir ailleurs.

Propos recueillis par Jonas Mercier
Photo : Jean-Baptiste Millot

IMPRIMERIA ARTA GRAFICA

• agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere •

Numărul 1 în România!

B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, BUCUREȘTI, ROMÂNIA
Tel: 0040 21 306 61 00; Fax: 0040 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu

BELLES REVUES

Loin de l'influence des grands groupes de presse, un petit cercle de revues indépendantes a fait son apparition dans le paysage médiatique roumain ces derniers mois, et se veut l'incarnation d'un autre journalisme. Gros plan sur l'une d'entre elles, *Decat o Revista*.

C'EST PEUT-ÊTRE « JUSTE UNE revue » comme son nom l'indique, mais elle fait souffler un vent de nouveauté dans le paysage médiatique roumain. *Decat o Revista* (DoR), dont le cinquième numéro est apparu il y a quelques semaines, est l'un des exemples les plus emblématiques et les plus aboutis de ces nouvelles revues indépendantes, nées en pleine crise, d'une envie de faire de la presse de qualité. Comme l'explique Cristian Lupsa, l'un de ses fondateurs, « DoR est une idée née en avril 2009, autour d'une bière, celle de monter une publication indépendante détachée des contraintes et des implications politiques



des trusts de presse pour lesquels nous travaillions tous ».

Indépendante mais surtout différente, DoR propose un « journalisme en profondeur, des histoires bien documentées, bien illustrées et éditées, combine les articles sérieux sur la démographie future de la Roumanie, le parcours d'un malade du cancer, essais personnels et articles plus courts sur des sujets plus

« frivoles » », détaille Cristian Lupsa. Une véritable alternative qui vient combler – un peu – le vide en matière de longs formats, de récits et d'analyse dans la presse roumaine.

Le fond prime, mais DoR n'en oublie pas pour autant la forme et mise aussi sur un design original et créatif. Lire DoR doit être « un moment de loisir, une expérience pour le lecteur ». « Un de nos lecteurs nous a définis comme une revue faite pour ceux qui continuent à chercher », explique Cristian Lupsa pour mieux définir l'esprit DoR. « Selon moi, elle s'adresse à tous ceux entre 18 et 50 ans, qui sont jeunes d'esprit et surtout qui regardent vers l'avenir, dans un pays habitué à regarder vers le passé. »

Mais vouloir raconter, informer autrement et surtout indépendamment n'est pas simple sur un marché de la presse roumaine qui se caractérise par une concentration extrême. Certes, DoR n'a pas l'ambition d'égaler les chiffres de vente de *Click* et vise un public

« On parvient à survivre en expérimentant, risquant, essayant »

de niche. Reste que le pari est osé. Car de la production à la distribution en passant par la publicité, DoR, comme toutes les autres initiatives similaires, a dû partir de zéro ou presque. « On parvient à survivre en expérimentant, risquant, essayant », résume Cristian Lupsa. « Nous n'avons rien à perdre, justement car le marché est construit de telle façon qu'il empêche pratiquement toute initiative indépendante. Nous avons tout à réinventer, de

la création du contenu à la mise en forme, en passant par le mode de vente et de distribution. De toute façon, selon moi, le modèle actuel est malade et il ne sert à rien de faire une revue indépendante si on n'essaie pas de la faire autrement. »

Résultat de cette « réinvention » : en un an d'existence, DoR est parvenue à se faire connaître notamment par le biais des réseaux sociaux via lesquels elle réalise une grande partie de sa promotion. Elle est distribuée dans toutes les grandes villes du pays dans les kiosques Inmedio, Relay et les librairies Carturesti. Et les résultats sont encourageants : après cinq numéros, DoR se vend bien, puisque 2000 des 2500 exemplaires édités à chaque sortie s'écoulent. Sans avoir encore atteint l'équilibre financier, la revue parvient à couvrir ses coûts de production. De plus, DoR vient de sortir une version en anglais, mise sur la vente sous format électronique et entend surtout continuer à sortir des numéros qui privilégient les histoires et le journalisme narratif.

S'il n'est pas possible de prédire leur avenir, il est certain que ces nouvelles publications, DoR en tête, sont le signe d'une évolution en profondeur du paysage médiatique. Certes, comme le rappelle Iulian Comanescu, analyste des médias, il est difficile pour ces revues de survivre, comme le montre l'exemple de *Time Out* – racheté par un groupe et transformé en profondeur. Mais, explique-t-il, « il manque à la Roumanie un *Rolling Stone*, un *Time*, un *L'Express*... les revues actuelles n'ont sans doute pas le potentiel ni la stratégie marketing pour le devenir mais en sont les précurseurs ».

Marion Guyonvarch

« J'AI TOUJOURS REVE DE MELANGER MON DESSIN AVEC LA PENSEE DE CIORAN »

Pour célébrer le centenaire d'Emil Cioran, l'artiste Dan Perjovschi croise son feutre avec la plume de l'écrivain. Regard l'a rencontré, en plein travail à l'Institut français de Bucarest.



Regard : Pourquoi avoir choisi d'associer votre travail de plasticien avec celui d'Emil Cioran ?

Dan Perjovschi : C'était un défi car d'habitude je suis très fier de moi, je ne suis habité que par moi-même (rire...). Dans mon dessin, j'utilise le texte, et mes sources d'inspiration sont la politique et la vie quotidienne. Cioran, ce sont des mots et des phrases qui sont très profondes avec plusieurs niveaux de lecture, j'ai toujours rêvé de mélanger mon dessin avec sa pensée. A l'Institut français, sur le mur du cinéma, j'ai donc décidé de réunir mes dessins habituels et les phrases de Cioran, comme une bande dessinée surréaliste. Sur les affiches placées dans les rues de Bucarest, l'idée n'était pas de faire une illustration de la pensée de Cioran mais de rendre un certain regard. Avec des phrases comme « J'exècre cette vie que j'idolâtre », Cioran est réputé pour avoir une vision négative de la vie, mais c'est un pessimiste très vivant qui a vécu longtemps ! Et puis ce serait trop facile de limiter Cioran

à cette vision des choses, c'est un philosophe plus profond que ça, je l'ai vu comme une force de réaction plus que du fatalisme.

Regard : Qu'attendez-vous de la réaction du public, qui va vous lire dans la rue ?

D.P. : Les affiches avec Cioran seront comme une pause, et je souhaite que les Bucarestois aient la conscience que l'espace public est aussi un espace intellectuel. On peut discuter

de choses profondes et gagner du temps en attendant le bus. Selon moi, il est essentiel qu'une ville de deux millions d'habitants comprenne que l'art ce n'est pas seulement des tableaux, mais aussi une attitude. Ce sont les gens de la rue qui comptent, même si la ville a perdu sa poésie, même s'ils sont nerveux. Les Bucarestois ont oublié qu'ils ont fait la révolution dans la rue. Je voudrais faire en sorte que cet espace d'échange redevienne « révolutionnaire ». Mon travail n'est pas une provocation, je voudrais simplement dire aux Bucarestois « écoute, ça c'est notre vie, notre culture », et qu'on peut construire à partir de cette pensée. Ce que j'apporte n'est pas unique ni radical, c'est une pause culturelle pour faire réfléchir, c'est un essai pour comprendre l'un des plus importants penseurs du 20e siècle.

Regard : Comment travaillez-vous ?

D.P. : Ma pratique de l'art est fluide, je m'adapte, que ce soit un journal politique ou une galerie. Ici, à Bucarest, je maîtrise un langage qui peut être en dedans ou en dehors du champ de bataille culturel. Je fais des petits dessins préparatoires. Quand je dessine sur un mur, c'est un processus de transfert et de mise en scène, puis j'improvise pour faire mes collages. Le mur que je peins à l'Institut français, c'est pour le spectacle, il va être détruit avec les travaux de la salle de cinéma. Je vais donc disparaître, et ce qui restera de moi, ce sera Cioran...

Propos recueillis par Julien Trambouze
Photos : Mihai Barbu

100 ANS DE CIORAN

Selon ses mots, il pense en roumain et écrit en français... Le plus célèbre des « non philosophes roumains », Emil Cioran, aurait eu 100 ans en avril. Son anniversaire fut l'occasion pour l'ambassade de France à Bucarest et l'Institut français, avec le soutien de la mairie de Bucarest, de célébrer en grande pompe l'auteur et de faire sortir dans l'espace public son œuvre avec une trentaine d'affiches et de bannières « cosignées » avec l'artiste contemporain Dan Perjovschi. Cioran/Perjovschi, une rencontre autour de deux esprits acides et critiques, entre citations ironiques et percutantes de l'auteur et dessins aphoristiques du plasticien. Le projet grave l'esprit du lecteur dans son environnement urbain. « Pour l'animal : la vie est tout ; pour l'homme : elle est un point d'interrogation. » J.T.

L'HEURE DU TIFF

Cette année, les organisateurs du Festival international du film Transilvania, le fameux Tiff (du 3 au 19 juin à Cluj et Sibiu), propose un Focus sur le cinéma belge. La Communauté française de Belgique présentera cinq long métrages : *Illégal*, d'Olivier Masset-Depasse, *Les Barons*, de Nabil Ben Yadir, *Sœur Sourire*, de Stijn Coninx, *Marieke*, de Sophie Schoukens, et *Un ange à la mer* de Frédéric Dumont, de même qu'une rétrospective de trois films de Jaco Van Dormael : *Toto le héros*, *Le huitième jour*, et *Mr Nobody*. A noter aussi la présence d'un autre film de Wallonie-Bruxelles dans la section « No limits » : *Kill Me Please*, d'Olias Barco. En parallèle, le Tiff présentera une exposition sur les dix plus importants réalisateurs belges francophones des dix dernières années.



L.C.

Jaco Van Dormael (D.R.)

Pour plus d'infos : www.tiff.ro.

BUCAREST, VILLE ROCK

Comme chaque année, de grands noms du rock rendent visite à la capitale roumaine entre mai, juin et juillet, et pas seulement des *has been*. Certes, certains tels le groupe Roxette, Scorpions ou même Bon Jovi ne sont plus très jeunes, mais gardent de beaux restes. La qualité sera en tout cas au rendez-vous avec notamment Sting le 6 juin qui se produit place de la Constitution (en face du Palais du parlement). A noter les deux principaux festivals rock de l'été : Rock The City et B'Estfest (www.bestfest.ro).

Carmen Constantin

LIVRES RARES SUR LA TOILE

Sur www.biblacad.ro, le site de la bibliothèque de l'Académie roumaine, déjà quarante livres rares dans leur version digitale peuvent être consultés, et il y en aura plus de cent d'ici à la fin de l'année. Parmi eux, une édition de 1497 de *La Divina Commedia* de Dante Alighieri, enrichie par des gravures uniques ou *Eugénie Grandet* de Balzac, édition illustrée de 1911, parue à la Librairie des amateurs de Paris. La bibliothèque de l'Académie roumaine est la plus grande d'Europe du Sud-Est, elle abrite plus de 14 millions de livres, tableaux, manuscrits, estampes.

Daniela Coman

LIBERTE DE LA PRESSE

A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai, un colloque sur ce thème a été organisé le jeudi 5 mai à la Bibliothèque centrale universitaire de Bucarest. Baptisé « Liberté de la presse, contexte et réflexions », il réunit experts et professionnels du métier, venus principalement du monde francophone, et abordé les problématiques médiatiques actuelles en Roumanie. Des ateliers consacrés aux nouveaux médias électroniques et aux problèmes de déontologie ont également eu lieu. La journée s'est terminée par les témoignages de journalistes de RFI Roumanie sur leurs récents reportages dans les Balkans. L'événement était organisé par l'antenne locale de l'Organisation internationale de la francophonie, la faculté de journalisme de Bucarest, l'ambassade de France, la Délégation Wallonie-Bruxelles, l'Agence universitaire de la francophonie, Radio France Internationale-Roumanie, le magazine *Regard* et *Lepetitjournal.com* de Bucarest. LPJ

11 juin, grande journée Liszt

Comme en 2010, l'Institut français de Bucarest offre aux mélomanes bucarestois une journée entière dédiée à un grand compositeur : après Chopin, c'est l'autrichien Franz Liszt, dont c'est le bicentenaire de la naissance, qui est célébré. A 11h, un récital aura lieu dans la station de métro Unirii 1. Puis à 17h, la pianiste Brigitte Engerer, premier prix au Conservatoire de Paris à l'âge de 15 ans, puis invitée en 1980 par Herbert von Karajan en personne à se produire avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, jouera à la grande salle de l'Athénée romain. A 19h, le pianiste Bertrand Chamayou, lauréat des Victoires de la musique classique dans la catégorie « révélation soliste instrumental de l'année » en 2006 et en 2011 en tant que « soliste instrumental de l'année » et spécialiste de Liszt, donnera à entendre l'intégrale des *Années de Pèlerinage*. IFB

L'agenda des alliances, centres et instituts culturels français sont sur les sites suivants :

Institut français de Bucarest : www.institut-francais.ro
Centre culturel français de Cluj : www.cccluj.ro
Centre culturel français de Iasi : www.ccfiasi.ro
Centre culturel français de Timisoara : www.ccf Timisoara.ro
Alliance française de Brasov : www.afbv.ro
Alliance française de Constanta : www.afconstantia.org
Alliance française de Pitesti : www.afpitesti.org
Alliance française de Ploiesti : www.afploiesti.ro

EGLISE ORTHODOXE : PRECISION

L'entretien accordé par le P. Michel Kubler, directeur du Centre Saint Pierre – Saint André de Bucarest, dans le précédent numéro de *Regard* (n° 49) comportait une erreur. Il y était dit, à propos de la Semaine annuelle de prière pour l'unité des chrétiens : « En Roumanie, depuis deux ans, le patriarche a décidé que les prêtres des autres Eglises ne participeraient pas à la liturgie orthodoxe. » M. Kubler rectifie : « Une telle décision ne peut pas, dans le mode de gouvernement des Eglises orthodoxes, être du ressort du seul patriarche : elle relève du saint-synode, un organe collégial qui, tout en étant présidé par le patriarche, dispose de toute latitude pour gouverner l'Eglise. Précisons que d'autres grandes Eglises orthodoxes, comme celles de Russie ou de Grèce, pratiquent depuis toujours, à l'égard des ministres des autres confessions chrétiennes, cet interdit liturgique que le saint-synode orthodoxe roumain a édicté, pour sa part, fin 2008. » L.C.

24 juin, Nuit des instituts – Soirée Paris-Berlin, avec un concert de Stereo Total au club Kulturhaus (Sfanta Vineri 4)



Le duo électro, créé en 1995, est composé d'une Française, Françoise Cactus, et d'un Allemand, Brezel Goring, couple dans la vie et dans la musique. Entre punk-rock et électro minimaliste, avec des textes en allemand, français, anglais, japonais, espagnol ou turc et accompagnés en concert d'une guitare et d'une batterie, leur succès les a amenés à être invités un peu partout et leurs créations sont notamment reprises dans les publicités de grandes marques. Evénement organisé par l'Institut français de Bucarest, en collaboration avec l'Institut Goethe. Entrée libre. IFB

ALEX

Certains d'entre vous connaissent déjà la triste nouvelle. Alex Leo Serban, critique de film, est décédé le 8 avril dernier à l'âge de 52 ans. Il écrivait aussi pour *Regard*, et ses chroniques étaient très appréciées. Alex rédigeait dans un français impeccable, il avait un humour et une sensibilité rares. J'avais un plaisir immense à le lire et l'ensemble de la rédaction était fière de le publier. Tes mots nous manquent Alex. Et toi, surtout. L.C.

Créer > Echanger > Grandir

Wallonie-Bruxelles

au cœur de l'Europe

Nature et sports
Découvrez l'une des plus belles régions d'Europe.
Et ses nombreuses activités.

Art de vivre
Vivrez au rythme de la région.
Et ses nombreux sites.

Communication
Mettez en avant votre région.
Grâce à nos services.

www.wbi.be

LIRE, ECOUTER, VOIR

par Matei Martin

LIVRE CHARMANTE BUCAREST

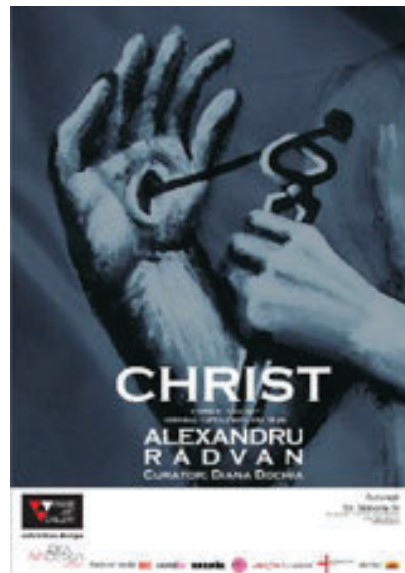
Quel avenir pour le « petit Paris » ? Eclectique, contrastante, paradoxale, Bucarest semble de moins en moins préoccupée par son passé. L'histoire semble se répéter – tout comme pendant l'époque de Ceausescu, des dizaines d'immeubles de patrimoine sont démolis pour faire place à de grands projets immobiliers. Pendant la dictature, c'était surtout la nouvelle vision de la ville qui donnait le ton aux destructions : tout ce qui rappelait le passé bourgeois devait disparaître en faveur de l'architecture socialiste. Aujourd'hui, l'argent est au pouvoir, et le profit se fait sur les grandes surfaces ou sur les hauteurs, adieu donc aux petits bâtiments et aux jardins de fleurs devant les maisons coquettes... Les lois sur le patrimoine et les réglementations urbaines ? L'Etat reste incapable de les mettre en œuvre. Dans quelques années, le « petit Paris » ne sera plus qu'un souvenir, avertissent les quelques organisations civiques réunies sous la plateforme « Sauvez Bucarest ». Les photos seront alors les seuls objets tangibles nous rappelant cette courte et glorieuse histoire. Ce n'est donc pas un hasard qu'une série de photographies réalisées depuis 30 ans par Dan Dinescu paraissent maintenant en volume. Son album est une sorte de muséographie de la ville, avec les quelques monuments d'architecture restés intacts. Cet ouvrage montre à la fois ce qui reste de beau et d'authentique dans Bucarest et incite à la vigilance, car, faute de lois pour le protéger, ce patrimoine risque d'être totalement détruit.



Dan Dinescu, Andrei Pippidi, *Farmecul discret al Bucurestilor / The Discreet Charm of Bucharest* (édition bilingue en roumain et en anglais), ICR, 2010.

BEAUX-ARTS LE NOUVEAU VISAGE DU CHRIST

Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas, disait Malraux à la moitié du siècle passé. Pour ce qui est du présent, les démocraties occidentales semblent avoir évacué presque toute référence religieuse en faveur d'une laïcité politiquement correcte. L'expérience spirituelle a été remplacée par le pragmatisme – voilà l'état d'esprit de ce début de siècle. Que reste-t-il de l'attachement aux idées religieuses ? Quel visage pour le Christ contemporain ? Alexandru Radvan donne ses propres réponses à ces questions d'une actualité pressante. Son exposition personnelle tourne autour de l'image du sauveur et de son rôle aujourd'hui. Et seul un Christ humanisé, adapté au XXI^e siècle est un Christ crédible, pense l'artiste. Libéré des dogmes religieux, Radvan construit son programme artistique sur ses propres troubles spirituels. Un Christ à lui est une manière personnelle de se positionner de manière critique par rapport à l'Eglise. Ce que Radvan évite de nous dire est si, finalement, ce Christ est un roi ou bien un bouffon. C'est dans cette ambiguïté que réside tout l'intérêt de sa démarche à la fois artistique et philosophique.

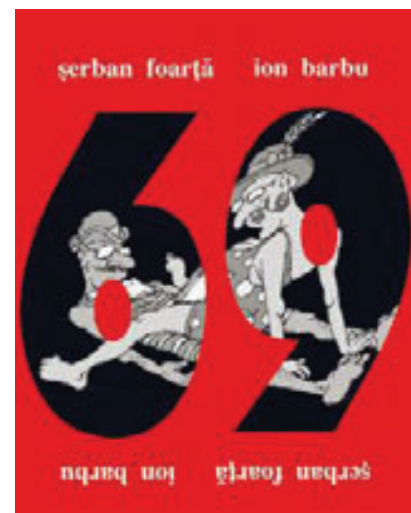


Alexandru Radvan, « Christ », Anaïd Art Gallery (Slobozia, 34, Bucarest).

LIVRE LE SEXE. MODE D'EMPLOI

Depuis des siècles le Kamasutra est une sorte de livre des livres, une référence bibliographique presque obligatoire pour toute personne adulte. Malgré cette dimension monumentale, la lecture devient presque ennuyeuse : il n'y a vraiment rien de neuf dans ce vieux bouquin. Tout ce qui y est décrit en détail a déjà été vérifié en pratique. En fait, pour améliorer votre vie sexuelle il faut tout d'abord hausser le niveau intellectuel, suggère le poète Serban Foarta. Son *69* est un petit recueil de textes sur les mœurs, illustré avec des caricatures acides de Ion Barbu. Un génie du calembour rencontre un maître de l'humour – voilà la recette d'un vrai mode d'emploi du sexe.

Avant d'essayer les techniques sexuelles compliquées, il est préférable d'en connaître les risques et les avantages. Le risque, dans le cas de cet ouvrage, est de ne plus pouvoir atteindre l'orgasme pour cause de fou rire. Serban Foarta est un auteur déjà classique de la littérature contemporaine roumaine et un traducteur émérite. Ion Barbu, lui, un grand du dessin, caricaturiste à *Dilema veche*, *Academia Catavencu* et *Adevarul*. Ce bouquin, écrit à quatre mains, est un *must* pour tous les amoureux et amateurs de livres.



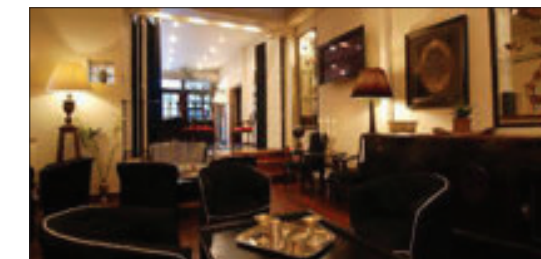
Serban Foarta, Ion Barbu, *69*, Editura Art, 2011.

UNE FORMULE MAL HUILEE

Ce soir on mange « bio » !
Le site Internet du restaurant Oliviers, très bien fait, le revendique fièrement. On n'a pas pu résister...



Dans ce lieu surchauffé et trop éclairé, on a une paix royale. L'épithète ne s'applique pas à la cuisine. Quant au service : impeccable, rien à redire. On est certes globalement à



vosre écoute. Enfin, sauf quand la sonnerie du portable du *manager*, attablé face à son ordinateur portable, retentit dans la salle pour régler les problèmes des clients de l'hôtel. On se remobilise pour la suite. C'est rapidement la débâcle. Le magret

A ce prix, on attendrait autre chose que des serviettes en papier de goûter d'anniversaire

de canard au gratin dauphinois arrive dans une assiette bien froide. Déception pour ce classique. La viande est triste, sans âme. Le gratin statique, sec. Une sauce aux aïelles quelconque. Voyons le Chateaubri-

and Résidence aux trois sauces (gorgonzola, poivre vert et jus de viande) : il nous redonne temporairement le sourire. Solide pièce de viande bien saignante, mais le plat manque de bienveillance. Il est bâclé. Quand on dispose d'une belle viande, dans un souci de respect du produit, on l'accompagne dignement. Ici elle est négligée, abandonnée avec de grossières et dépressives patates de *fast food*, dites au romarin. C'est une assiette très prévisible. Rien d'aérien, d'évocateur. Dans ce désert du goût, une oasis de bonheur : le Merlot Menestrel. Un vin admirable, équilibré et non filtré. Encore du bon travail de la maison Rotenberg.

Essayons de finir sur une bonne note et testons le sabayon maison. Une espèce de crème à base de jaunes d'œuf et de champagne avec une boule de glace au milieu. Légèrement distrayante. Le tout est néanmoins anecdotique, oubliable. Et puis, une tarte au chocolat à la crème anglaise. Dans ma mémoire, ce dessert ne devait pas avoir ce goût. L'effet bio peut-être... Goût alcoolisé omniprésent des pâtisseries mal maîtrisées. Au final, une

absence d'atmosphère et de sentiment en cuisine. Les nourritures sont neurasthéniques et restent sur la défensive. Ce soir cette table s'impose par son manque de nuances et de recherche esthétique. Besogneuse et sans magie. Et quand la note sort du chapeau, le lapin coûte cher : 335 lei pour deux. Indécemment pour une table qui l'est tout autant.

Louis Solca
Photo : D. R.

RESTAURANT OLIVIERS
Hotel Residence Arc de Triomphe, Clucerului 19
07 33 109 137
www.restaurantoliviers.ro

SORTIR A BUCAREST

Vacancier, businessman, hôte de marque, où dormir dans la capitale roumaine ? Pour tous les goûts et à toutes les époques, la nuitée bucarestoise n'aura plus de secrets.

Texte et photos : Julien Trambouze, Julia Beurq et D. R.

Si vous devez loger un collègue de bureau.

HOTEL CARO

Indéniablement l'endroit le plus pratique de Bucarest et qui résout une équation primordiale : prix/ confort/proximité.

Situé sur le boulevard Barbu Vacarescu, l'hôtel attire par sa proximité avec les lacs du nord de la ville, et par sa façade en briques rouges, qui fait penser à un mini Liverpool. La visite se fait au pas de course entre les différents pavillons qui donnent une taille humaine à l'édifice global. L'hôtel, repris en 1991, était une usine de glucose pendant le communisme où seule une partie de la fabrique existe aujourd'hui, le reste des bâtiments ont été reconstruits en respectant l'architecture. Le service est propre, rapide, la décoration des chambres ne manque pas de goût, mais un peu de charme.

Le plus : le grand salon qui donne sur le lac.



Si vous voulez dormir dans un film de Kubrick.

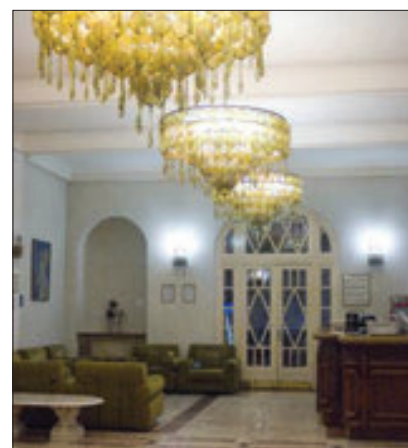
HOTEL TRIUMPH

On passe forcément devant quand on vient de l'aéroport et que l'on veut se rendre dans le centre ville. L'hôtel Triumph, boulevard Kiseleff, c'est un immense parc, une façade en briques (encore), et une sorte de mystère qui entoure la bâtisse aux faux airs de manoir diabolique. Le hall de réception ne manque pas de renforcer l'impression d'étrange, démesurément immense et au décor des années 1950.

Le réceptionniste se fera attendre plusieurs minutes avant d'apparaître de derrière un épais rideau de velours.

Shinning... l'analogie avec le film de Kubrick saute aux yeux, à gauche et à droite de l'entrée et sur trois niveaux, d'immenses couloirs à la moquette épaisse et à la tapisserie fleurie, on attend de voir surgir les jumelles sur leur bicyclette. Le mobilier de l'hôtel est une muséographie du luxe d'appart de l'époque communiste, c'est massif, grandiloquent et en très bon état. L'hôtel appartient toujours à l'Etat roumain, il est l'un des points de chute de l'administration quand elle est en goguette dans la capitale. Le service est désuet, l'ambiance d'un autre temps.

A de nombreuses reprises l'homme d'affaires Gigi Becali a essayé de racheter l'établissement pour le transformer en casino. Jusqu'à présent l'Etat a fait barrage.



Si vous avez de la famille royale de passage en ville.

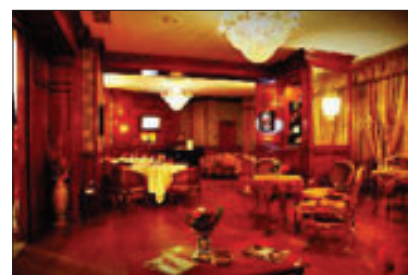
HOTEL CAROL

Tous les superlatifs ne suffisent pas, c'est un hôtel d'excellence au sommet de la butte de Bucarest, à deux pas du parc éponyme, derrière la patriarchie. L'hôtel Carol est un monument de l'histoire roumaine, construit en 1906 par le meilleur ami du roi Carol, le lieu a retrouvé sa splendeur après une restauration complète de trois ans pour rouvrir ses portes en 2007. Dix-sept chambres d'une ritournelle « luxe calme et volupté » qui a déjà ravi les princes et princesses d'Europe, quelques présidents ou encore Beyoncé et Enrique Iglesias.

La cerise sur le gâteau plaqué or, l'un des plus grands lustres en cristal du monde qui illumine la cage d'escalier. Signé Murano, la pièce illuminée mesure 14 mètres pour 2000 pièces de cristal et 2.5 tonnes. Chaque chambre est unique dans un style cossu, délicat, les plus beaux matériaux ont été utilisés et l'ensemble est un conte de fée pour les amateurs d'art, mais les goûts et les couleurs....

Au restaurant de l'hôtel, l'une des meilleures tables de la ville, on y sert des spécialités roumaines comme des *sarmale*, ou des *vinete*, un pied de nez, voire une provocation.

On termine les compliments avec le prix, abordable et pour un souvenir qui s'annonce inoubliable.



VUE SUR LA ROUMANIE



A Tibanesti, en Moldavie roumaine, si vous ne venez pas à la Poste, c'est la Poste qui viendra à vous. Et c'est le postier en personne – rênes en main – qui, grâce à son bureau ambulant, vous apportera votre recommandé. Vous signerez, assis sur sa carriole et non pas debout au guichet. C'est tellement plus confortable... Il serait aussi intéressant de se demander à qui appartient la brave bête qui sert de moyen de transport au courrier : au facteur ? A la Poste roumaine ? Au maire ? A un voisin ? Peu importe, heureusement qu'elle est là, les routes de la région ne permettant pas à un vélo et encore moins à une voiture d'y acheminer les lettres et autres cartes postales.

Texte et photo : Julia Beurq

RETOUR SUR L'AFFAIRE CIORAN

Quatre cent milles euros... c'est la somme payée par un homme d'affaires roumain pour récupérer les documents d'Emil Cioran vendus aux enchères début avril, à Paris. Une réussite ? Certes. Mais à quel prix...

INQUIETUDE ET EMOTIONS

à Bucarest lors de la célébration du centenaire de la naissance du grand philosophe franco-roumain. L'opinion publique a suivi avec intensité les événements à la maison Drouot. C'est RFI qui a donné la nouvelle sur la vente aux enchères et les autres médias ont tout de suite réagi : que fait donc l'Etat roumain pour rapatrier ces précieux objets ? En pleine

bilisés, il ne restait plus qu'à partager les responsabilités et les objets mis en vente. Une tâche simple lors des discussions à Bucarest, mais compliquée une fois arrivé à Paris : un troisième homme mystérieux s'est mêlé à l'affaire et les prix ont brusquement augmenté. Evaluée à 100.000 euros à la veille de la vente, la collection a quadruplé de valeur

pendant la vente. Les petits collectionneurs amateurs de Cioran quittaient la salle un par un. Et c'est George Brailoiu, directeur d'une entreprise basée aux Etats-Unis travaillant dans l'énergie, qui s'est emparé du lot entier de documents en se prévalant d'une réglementation qui donne priorité à celui qui offre plus

n'avait pas pu offrir quelques dizaines de milliers d'euros pour les garder. Brailoiu est donc intervenu pour « réparer » là où Bucarest a échoué. Mais il a agi en concurrence avec les institutions publiques en haussant le prix pour ensuite faire don à l'Etat des objets récupérés...

Le lot « Cioran » comprend des manuscrits de *Cartea amagiriilor* (1936), *Lacrimi si sfinti* (1937) et *Indreptar patimas* (1991), des fiches de lectures (Emmanuel Kant), des photos, des documents (passeport, permis d'entrée à la bibliothèque, diplômes).

Matei Martin
Photo : Mediafax

UN DEUXIEME « LOT CIORAN »

Le grand enjeu pour les autorités roumaines est maintenant de récupérer les objets du deuxième « lot Cioran » – les 37 cahiers à spirales découverts par une brocanteuse dans la cave de la demeure parisienne du philosophe. La justice française a confirmé la décision prise par un tribunal en 2008 dans un procès qui opposait Simone Baulez aux Chancelleries des universités de Paris : une fois rendus à leur « inventeur », ces manuscrits vont prochainement être vendus aux enchères. Et cette fois-ci, vu l'expérience antérieure, à un prix supérieur. On estime ainsi que la valeur de ce deuxième lot, qui inclut plusieurs étapes essentielles de l'œuvre de Cioran, des cahiers de ses dernières années, des esquisses d'Écartèlements et d'Aveux et anathèmes, dépasserait un million d'euros.



George Brailoiu (à droite) recevant le diplôme du Mérite académique des mains de l'académicien Eugen Simion.

crise économique et avec une législation ne permettant pas de s'impliquer directement dans des ventes aux enchères de ce type,

Les petits collectionneurs amateurs de Cioran quittaient la salle un par un

les institutions locales se sont vite retirées de l'affaire. Seule la Bibliothèque centrale universitaire et la Télévision roumaine ont trouvé les moyens de s'impliquer – les deux avaient décidé d'envoyer des émissaires à Paris.

Une fois la décision prise et les fonds mo-

pour toute la série.

Ces documents sont de toute façon revenus en Roumanie, George Brailoiu décidant d'offrir toute la collection à l'Etat roumain. Le ministre des Affaires étrangères, Teodor Baconschi, a salué cette « forme de mécénat remarquable », tandis que l'Académie lui a offert le diplôme du Mérite académique.

Mais quelle est donc la valeur de ce « trésor » ? Et qu'y a-t-il d'héroïque dans l'action de Brailoiu ? La majeure partie de ce lot se trouvait déjà en Roumanie il y a quelques années. C'est une proche du philosophe qui avait vendu les documents à l'éditrice française de Cioran – il y a un an, l'Etat roumain



rfi
românia

radiofranceinternationale

București 93.5 fm, Iași 97.9 fm, Cluj 91.7 fm, Craiova 94 fm

Emisiune finanțată de Parlamentul European



REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d’articles de la presse internationale traitant de l’actualité roumaine.



Cherche fiancée vertueuse

Les futurs prêtres orthodoxes sont invités à se marier avant d’obtenir une chaire de curé. Mais il n’est guère facile de rencontrer des jeunes filles qui répondent aux critères. D’où l’idée d’un site de rencontres, écrit Gandul.

Si vous rêvez d'épouser un prêtre (orthodoxe), vous n'aurez plus à déambuler dans les couloirs de la faculté de théologie en arborant une mine vertueuse. Votre destin de femme de prêtre est désormais accessible en un clic. Il vous suffit d'aller sur le site matrimonial Cité chrétienne. Vous devrez vous inscrire et faire de vous une présentation pieusement détaillée, appuyer sur le bouton « Seigneur Jésus-Christ, Fils de Dieu, aie pitié ! » et puis attendre d'être courtisée par les serviteurs du Seigneur. Sur le site matrimonial orthodoxe, créé voici un peu plus d'un mois, quelque 2200 chrétiens orthodoxes se sont déjà mis en réseau. Bon nombre d'entre eux sont des étudiants ou des diplômés en théologie qui ont besoin d'une épouse pour entrer dans les ordres. Les administrateurs du site se présentent comme « un petit groupe de chrétiens orthodoxes qui souhaitent soutenir la création de familles chrétiennes ». Ces cupidons ont cependant édicté des règles strictes concernant les conditions d'acceptation de membres dans la communauté virtuelle. De fait, pour être activé, votre compte ne se contente pas de vos assurances selon lesquelles vous êtes « une bonne fille, honnête, craignant le Seigneur » et qui « respecte les quatre jeûnes de l'année ». Si vous êtes à la recherche d'un partenaire de vie, vous devrez préciser combien de fois vous assistez à la messe, si vous avez un confesseur et si vous jeûnez véritablement. La pratique régulière de la confession est aussi une obligation à laquelle vous devez vous conformer afin de vous rapprocher au plus près, même virtuellement, du cœur du futur élu. (...) Florin, un étudiant en quatrième année à la faculté de théologie, se représente ainsi le profil de sa promise : « Une fille sociable qui

aime lire la Bible. » Pour entrer dans les grâces des candidates, il prend à son compte une des citations du Cantique des Cantiques (XVIIe livre de la Bible dans l'Ancien Testament) : « A ma jument qu'on attelle aux chars de Pharaon je te compare, ô mon amie. » Il souhaite aussi que sa « prêtresse » ne soit adepte ni du maquillage, ni des tenues extravagantes. Le jeûne, même pendant la grossesse, fait aussi partie de sa liste de prétentions. Même s'il rêve d'amour, le garçon s'avoue disposé à un mariage d'affaires. Il a trop peur de se voir refuser, faute d'être marié, un poste de prêtre après l'obtention de son diplôme. « Dès lors que nous avons choisi la section théologie pastorale, nous commençons à chercher une épouse », explique-t-il. Les canons, textes régissant le culte de l'Eglise orthodoxe roumaine, exigent en effet que le candidat en théologie pastorale connaisse à l'avance la voie qu'il empruntera : prêtre en charge d'une paroisse ou prêtre célibataire, ce qui le conduit à devenir moine. « S'il choisit d'être curé, il doit prendre femme », explique le père Vasian Racaru, qui vit au monastère de Poienari (à l'est du pays). Ce moine ne voit guère d'un bon œil le site Cité chrétienne. Pour lui, une bonne « prêtresse » ne saurait être dénichée sur un site de rencontres, fût-il chrétien. Trouver une femme sur Internet n'est pas « viril », ajoute-t-il, « c'est comparable à un mariage par entremet-teuse ! ». Le père Racaru pense qu'on ne peut pas connaître vraiment une personne dans l'environnement virtuel et que les risques sont assez élevés, surtout pour les futurs prêtres : « Le mariage signifie communion, compréhension et cohabitation dans l'harmonie. Si vous vous séparez de votre prêtresse, vous ne pourrez plus être curé et vous devrez vous faire moine », prévient-il.

Aura Stan, Gandul, 26/04/2011



Un pas de plus vers un bouclier antimissile en Europe

Dans le cadre du projet de bouclier antimissile censé protéger l'Europe, Bucarest et Washington ont franchi une nouvelle étape mardi en choisissant le site qui doit accueillir les missiles intercep-

teurs terrestres, a annoncé le président roumain, Traian Basescu. « Nous avons approuvé l'installation du dispositif sur l'ancienne base aérienne de Deveselu, dans le comté d'Olt », a-t-il déclaré, cité par

l'Agence France-Presse. Le choix de Deveselu s'est fait sur la base de 120 paramètres de sécurité. « Deveselu se révélera le meilleur site » pour ces missiles intercepteurs, a déclaré pour sa part le commandant adjoint du commandement américain pour l'Europe, John Gardner. Près de 200 militaires américains doivent être affectés sur cette base, située à 230 kilomètres à l'ouest de Bucarest, à une centaine de kilomètres de la Bulgarie. Le site accueillera 24 missiles intercepteurs SM3 de nouvelle génération et sera en fonction dès 2015. Un investissement de 400 millions de dollars sera nécessaire pour rendre opérationnelle cette base de 700 hectares, fermée en 2002. La première étape dans la mise en place du bouclier antimissile a été franchie en mars par l'envoi de la frégate lance-missiles USS Monterey en Méditerranée. Le troisième volet du projet prévoit l'ouverture d'une base terrestre supplémentaire en Pologne en 2018.

Réticence à Moscou

Le projet, qui suscite une vive hostilité à Moscou, vise à mettre l'Europe à l'abri des missiles intercontinentaux d'ici 2020, au moyen d'un réseau de radars et d'intercepteurs. Les Etats-Unis ciblent surtout la menace iranienne, mais la Russie y voit une atteinte à l'équilibre stratégique et souhaite être associée davantage au projet.

Ironiquement, la base aérienne choisie pour ce bouclier a été construite en 1952 avec l'aide de l'Union soviétique. Moscou a réagi mardi en exigeant de la Maison-Blanche des garanties juridiques stipulant que ce système antimissile « n'est pas dirigé contre les forces stratégiques nucléaires russes ». Rappelons que Washington avait annulé en septembre 2009 un premier projet de bouclier élaboré par l'administration Bush, qui avait également suscité la colère de Moscou. La Roumanie avait ensuite indiqué, en février 2010, qu'elle accueillerait des missiles intercepteurs dans le cadre du nouveau projet de l'administration Obama. En annonçant le choix de la base où seront déployés les missiles SM3, Bucarest confirme la consolidation de son alliance avec les Etats-Unis. M. Basescu a cependant réaffirmé mardi que le bouclier antimissile ne visait pas la Russie et avait une portée uniquement « défensive ». « Le projet de déploiement du bouclier est discuté depuis longtemps au niveau politique et militaire. Je ne crois pas qu'il y ait des choses pas claires en ce qui concerne son caractère défensif aux yeux de la Russie », a indiqué à l'AFP l'ex-ministre des Affaires étrangères, Cristian Diaconescu.

Radio-Canada.ca, avec Agence France-Presse et Reuters, 03/05/2011



En Roumanie, un grand argentier à la cote de popularité insolente

A la tête de la banque centrale, Mugur Isarescu a maintenu l'équilibre financier de la Roumanie.

Retenu par des journalistes américains venus à Bucarest pour décrypter les arcanes de l'économie roumaine, il arrive au rendez-vous avec un peu de retard. « Comment, on ne vous a pas fait faire un tour des lieux ? s'étonne-t-il. Venez, je vais vous montrer ! » Mugur Isarescu, gouverneur de la Banque nationale de Roumanie (BNR), est fier de son établissement. Bâti en 1880 par deux architectes français, l'immeuble, situé au cœur de la capitale roumaine, a conservé son charme de l'époque où Bucarest avait acquis la réputation de « petit Paris des Balkans ». « Il a fallu si peu de temps pour faire de cette ville orientale une capitale occidentale ! » résume le gouverneur sans cacher sa nostalgie pour cet âge d'or de son pays. Un financier iconoclaste nommé gouverneur en 1990

Ravagée par l'expérience totalitaire pendant un demi-siècle, la Roumanie sort de la dictature communiste en décembre 1989. A 40 ans, Mugur Isarescu, chercheur à l'Institut de l'économie mondiale de Bucarest, se voit confier la mission d'écrire un rapport sur le taux de change. Sur une page et demie, il propose au groupe de travail réuni à la BNR une baisse de 110 % du leu face au dollar. C'est un choc. « Savez-vous, monsieur, qu'en 1967, lorsque la livre sterling a été dévaluée de seulement 10 %, on a écrit une dizaine de tomes à ce sujet ? lui dit-on. Et vous, vous vous moquez de la monnaie nationale sur une page et demie ! » En mars 1990, le jeune financier est envoyé comme secrétaire à l'ambassade de Roumanie à Washington. Le mauvais taux de change face au dollar a fait fondre les réserves de la BNR (1,5 milliard de dollars). En

septembre 1990, le financier iconoclaste, rappelé à Bucarest, est nommé gouverneur de cette dernière. Vingt ans plus tard, il est toujours là. Une longévité rare, dans une région où les tumultes de la transition ont usé les équipes dirigeantes plus vite qu'ailleurs. En vingt ans, Mugur Isarescu s'enorgueillit surtout d'avoir accumulé pour son pays une réserve de presque 33 milliards d'euros. En 1999, il fait une pause d'un an et quitte provisoirement la BNR pour assumer les fonctions de Premier ministre. « Ma principale mission était de convaincre Romano Prodi, le président de la Commission européenne, d'accepter l'adhésion de la Roumanie en 2007, déclare-t-il. Il craignait que la Roumanie ne soit pas prête et estimait que 2010 était une date plus réaliste. Mais j'ai réussi à obtenir 2007. Maintenant, avec le recul, je me dis que Romano Prodi n'avait peut-être pas entièrement tort... » Artisan du maintien d'un équilibre financier

Agé de 61 ans, surnommé « le Premier de l'ombre », Mugur Isarescu a toujours su actionner les bons leviers pour maintenir l'équilibre financier sur un marché souvent perturbé par des décisions politiques hâtives. Cette compétence lui vaut aujourd'hui une réputation singulière : la Roumanie est sans doute l'un des rares endroits du monde où le gouverneur de la banque centrale est l'homme le plus populaire du pays !

Laurent Durasnel, 08/04/2011

La Roumanie selon Ciolos

Une interview avec Dacian Ciolos ne passe jamais inaperçue. Le commissaire européen roumain de l'Agriculture n'est pas friand de déclarations tonitruantes et il s'exprime rarement sur des questions de politique intérieure d'un pays membre de l'UE, surtout si ce pays est la Roumanie. C'est pour cela que l'interview publiée par le journal *Adevarul* ce printemps est d'autant plus intéressante, car Ciolos fait une analyse claire et parfois sévère des principaux problèmes de la Roumanie européenne.

En fait, le principal problème est lié à la capacité du pays à engloûtir la manne européenne. Alors que la Roumanie devrait toucher quelque 33 milliards d'euros entre 2007 et 2013 à titre de fonds structurels (20 milliards), ainsi que pour le développement de son secteur agricole (13 milliards), la situation de l'absorption de cet argent est très inquiétante. Quatre ans après son adhésion à l'UE, le pays n'a réussi à attirer globalement que 4 % de l'argent que l'Europe lui a mis – gratuitement – à disposition. En comparaison, il faut savoir que trois ans après leur adhésion, des pays comme la Pologne, la République tchèque ou la Hongrie avaient un taux d'absorption de 20 %. Pire, à ce rythme, la Roumanie risque de devenir bientôt ce qu'on appelle un « contributeur » net au budget européen. Cela veut dire que sa participation au budget européen (environ 1 milliard d'euros par an) sera plus importante que les sommes européennes que le pays arrive à attirer. Impensable pour un Etat qui a tellement besoin de se moderniser.

Pourquoi cette situation ? Concernant l'agriculture, le principal problème est le manque de vision claire sur le développement de son secteur agricole et du milieu rural. Une stratégie dans ce sens s'impose. Les fonds structurels piétinent également en raison de la bureaucratie interne, de la corruption, des fonctionnaires pas ou peu motivés, alors que les bénéficiaires des fonds doivent remplir des tonnes de paperasserie et subir d'innombrables contrôles...

Le risque le plus important est pour l'avenir. Si le taux d'absorption reste bas, la Roumanie verra le niveau des fonds structurels baisser de manière drastique pour l'exercice budgétaire 2013-2020. Les autres Etats européens ne voudront plus allouer des sommes qui – de toute façon – ne sont pas dépensées. Car l'Europe d'aujourd'hui a moins de patience avec les perdants.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI-Roumanie.

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Jacqueline Laye, Bruno Roche, Didier Varlot

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Journaliste
Julien Trambouze

Secrétaire générale de rédaction
Catalina Sîngatin-Cîndea-Spiridon

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Julia Beurq, Mihaela Carbutaru, Florentina Ciuverca, Daniela Coman, Carmen Constantin, Marion Guyonvarch, Matei Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud, Luca Niculescu, Rasvan Roceanu, Mihaela Rodina, Louis Solca, Anca Teodorescu, Isabelle Wesselingh

Correction
Mehdi Chebana

Maquette
Anamaria Pravicencu

Agences, photos et illustrations
Mediafax, Mihai Barbu, Julia Beurq, Mihaela Carbutaru, Sorina Vasilescu

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafica

Informatique
Marius Moisescu

REGARD remercie vivement ses partenaires



Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Pour vous abonner ? C'est simple !

par la poste remplir le BULETTIN D'ABONNEMENT et l'adresser à Fundatia Francofonia Str. Vasile Conta 4, Sector 2, Bucarest

en ligne par e-mail: catalina@regard.ro ou via le site Internet www.regard.ro

par téléphone + (4) 021 317 77 45 + (4) 0742 204 402

par fax +(4) 021 317 77 45

BULETTIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Regard pour cinq numéros, au prix de 30 lei (12 euro à l'étranger), port inclus.
Je m'abonne à Regard pour dix numéros, au prix de 55 lei (19 euro à l'étranger), port inclus.

NOM.....PRENOM.....
RUE.....NO.....BLOC.....ESCALIER.....ETAGE.....APT.....
VILLE.....CODE POSTAL.....PAYS.....
TEL. BUREAU.....TEL. DOMICILE.....
FAX.....E-MAIL.....

Une fois reçu ce talon nous vous adresserons les modalités de paiement.
Le prochain numéro de Regard sortira le 15 juillet 2011.

Où trouver Regard ?

Kiosques



La rédaction REGARD :
Vasile Conta 4, Bucarest

Rédaction :
Vasile Conta 4, Bucarest
Tel/Fax: (40) 21 317 7745
Courriel : catalina@regard.ro
Site Internet : www.regard.ro

La qualité de la vie dépend
de la qualité de l'eau!

APA NOVA.
BUCUREȘTI



 **VEOLIA**
EAU